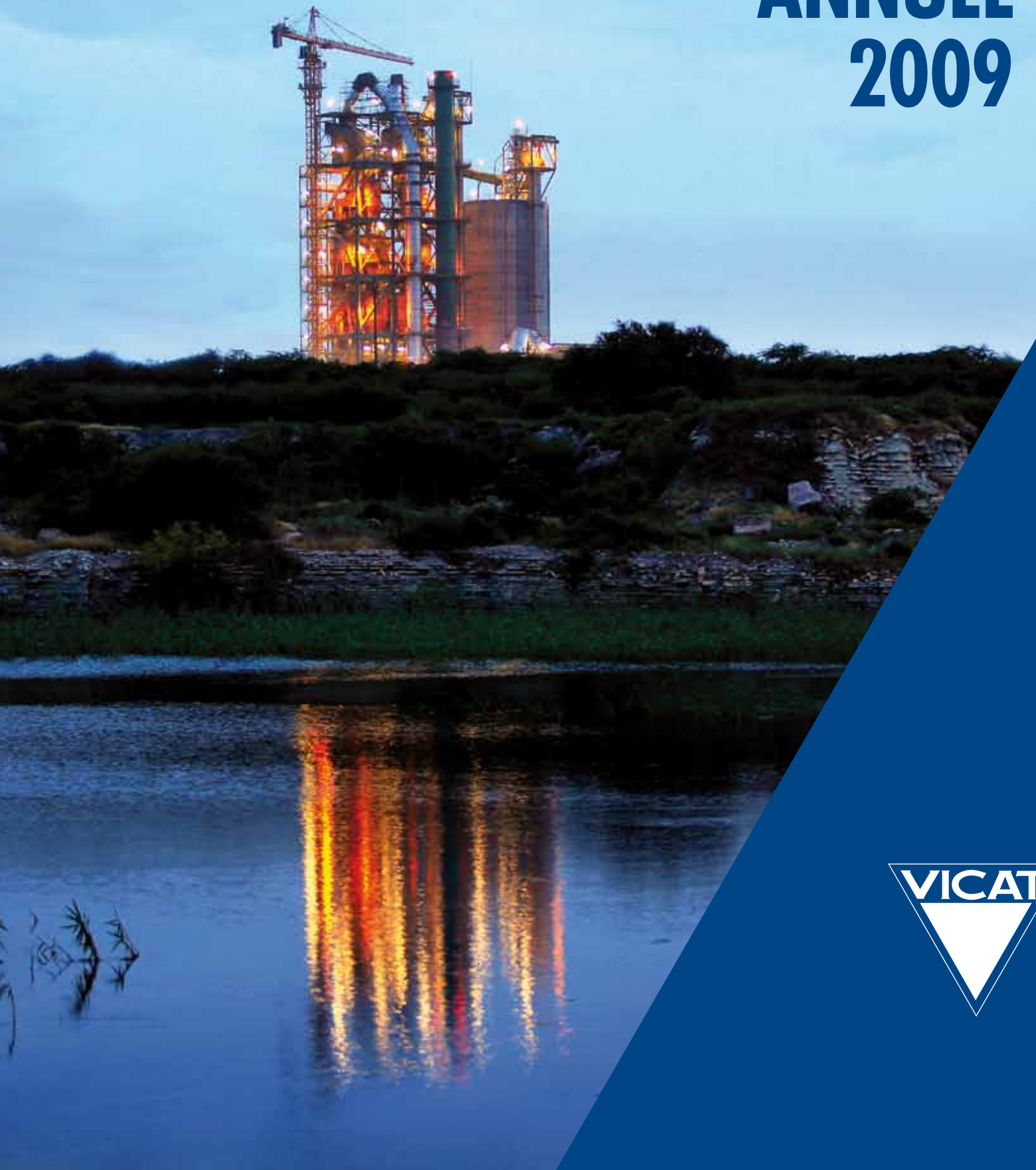


RAPPORT ANNUEL 2009



SOMMAIRE

01 LE GROUPE

CHIFFRES CLÉS

- 01 PROFIL
- 02 MESSAGE DU PRÉSIDENT
- 04 AXES STRATÉGIQUES

06 TROIS MÉTIERS CINQ ZONES

- 08 FRANCE
- 16 ÉTATS-UNIS
- 20 EUROPE
- 24 AFRIQUE & MOYEN-ORIENT
- 30 ASIE

36 LES RESSOURCES HUMAINES

40 L'ENVIRONNEMENT

44 LA GOUVERNANCE

- 44 CONSEIL & DIRECTION
- 46 BOURSE & ACTIONNARIAT

48 GLOSSAIRE

49 LES ÉLÉMENTS FINANCIERS

- 50 ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ
- 51 COMMENTAIRES SUR LES CHIFFRES CLÉS
- 63 COMPTES CONSOLIDÉS
- 106 COMPTES SOCIAUX
- 123 INFORMATIONS JURIDIQUES

PROFIL

Vicat, groupe cimentier international, possède un véritable savoir-faire au travers de plus de 150 années de recherche, de découvertes et de participations à d'innombrables constructions.

Plus de 6 700 collaborateurs, répartis dans 11 pays (France, États-Unis, Suisse, Italie, Turquie, Kazakhstan, Inde, Sénégal, Égypte, Mali, Mauritanie), travaillent au service de nombreux clients à travers le monde.

L'ENGAGEMENT EN FAVEUR DU RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Le groupe Vicat agit fortement pour améliorer les performances environnementales de ses usines, embellir le paysage et contribuer à l'élimination très contrôlée des émissions de l'industrie.

TROIS MÉTIERS

50 %

du chiffre d'affaires

CIMENT

Une capacité de production de 20,8 millions de tonnes.
14,5 millions de tonnes de ciment vendues en 2009.

13 %

du chiffre d'affaires

AUTRES PRODUITS & SERVICES

Chimie du bâtiment, papier, préfabrication béton, transport et grands travaux.

37 %

du chiffre d'affaires

BÉTON & GRANULATS

241 centrales à béton.
7,1 millions de m³ de béton vendus en 2009.
75 carrières.
18,7 millions de tonnes de granulats vendues en 2009.



CHIFFRES CLÉS



CHIFFRE D'AFFAIRES

(en millions d'euros)

Le chiffre d'affaires 2009 baisse de 7,8%, et de 9,1% à périmètre et taux de change constants.



EBITDA

(en millions d'euros)

La marge d'EBITDA s'établit à 24,9%.



RÉSULTAT NET

(en millions d'euros)

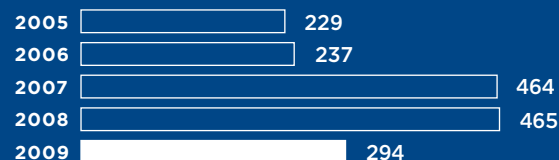
Le résultat net consolidé s'établit à 234 millions d'euros, soit 12,3% du chiffre d'affaires.



CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

(en millions d'euros)

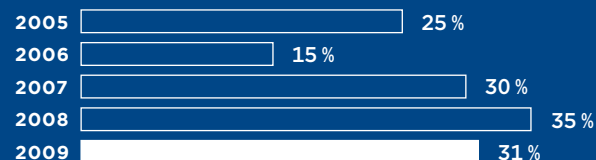
La capacité d'autofinancement reste élevée à 387 millions d'euros en 2009 et a permis de dégager un *cash flow* libre après investissements industriels de 119 millions d'euros.



INVESTISSEMENTS TOTAUX

(en millions d'euros)

Les investissements 2009 ont été marqués par la fin de la mise en œuvre du plan « Performance 2010 », et le développement des projets *greenfield*.



ENDETTEMENT NET/ CAPITAUX PROPRES

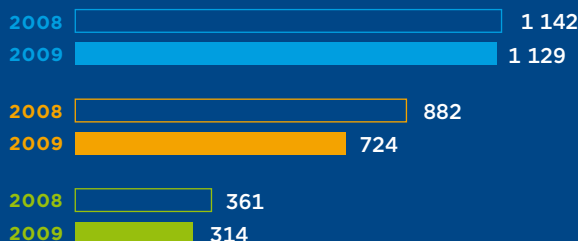
(en pourcent)

Le *gearing* s'établit à 31% au 31 décembre 2009.

CIMENT **BÉTON & GRANULATS** **AUTRES PRODUITS & SERVICES**

CHIFFRE D'AFFAIRES OPÉRATIONNEL

(avant élimination, en millions d'euros)
L'activité réalisée dans le Ciment, le Béton et les Granulats, représente 86 % du chiffre d'affaires opérationnel.

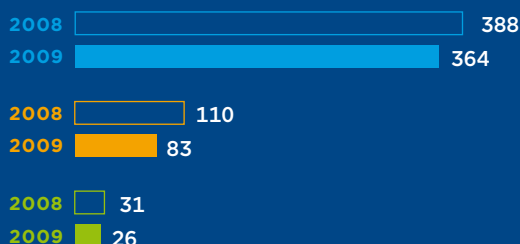


chiffre d'affaires

1 896 M€

EBITDA

(en millions d'euros)
La résistance de la marge d'EBITDA dans les différentes activités traduit les mesures d'économies volontaristes mises en œuvre par le Groupe.



résultat net consolidé

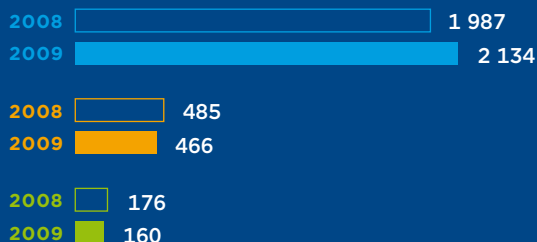
234 M€

effectif moyen

6 712

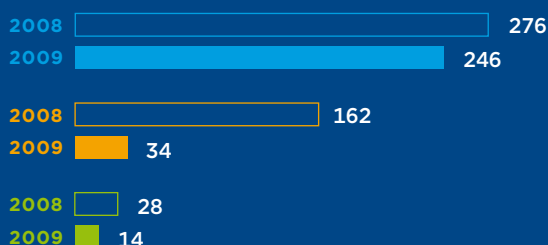
ACTIFS EMPLOYÉS

(en millions d'euros)
La hausse des actifs employés dans le Ciment résulte du plan « Performance 2010 ».



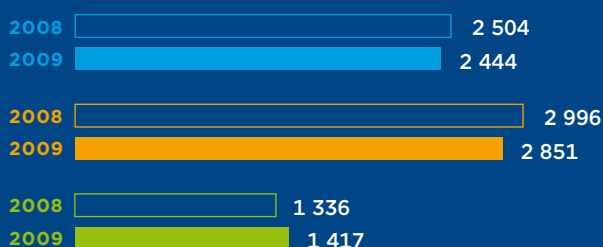
INVESTISSEMENTS

(en millions d'euros)
Les investissements sont en repli à 294 millions d'euros, après le niveau exceptionnel atteint en 2008.



EFFECTIFS MOYENS

L'effectif moyen baisse de 1,8 %.



MESSAGE DU PRÉSIDENT



“
Vicat dispose
d'une excellente
solidité financière
lui permettant de saisir
des opportunités de
croissance externe.
”

L'année 2009, marquée par une importante crise financière puis économique, s'est avérée difficile. Toutefois, le groupe Vicat a su maintenir malgré ce contexte une solide performance grâce aux atouts dont il dispose et notamment :

- une diversification géographique bien équilibrée,
- des installations industrielles modernes et performantes,
- des effets positifs et conjugués des plans « Performance 2010 » dont l'achèvement s'est déroulé avec les augmentations de capacité de production en Suisse et au Sénégal et « Performance + » dont les objectifs ont été dépassés en 2009.

Notre croissance reste une priorité. À cet effet, nous avons poursuivi en 2009 la réalisation de nos projets d'usines *greenfield* au Kazakhstan et en Inde, conformément aux plans prévus.

L'année 2010 s'annonce comme une année de transition et de consolidation. Elle sera notamment marquée, pour ce qui nous concerne, par la mise en service de notre usine au Kazakhstan au cours du second semestre.

Le Groupe dispose d'une excellente solidité financière et d'un endettement en diminution avec un *gearing* de 31% lui permettant d'étudier et de saisir toute opportunité de croissance externe.

C'est ainsi que Vicat vient de réaliser sa seconde acquisition majeure en Inde en prenant le contrôle de 51% de la société Bharathi Cement dont l'usine, située dans l'État de l'Andhra Pradesh, atteindra la capacité de 5 millions de tonnes de ciment à la fin de l'année 2010.

Dans un contexte restant toutefois marqué par des incertitudes au plan économique mondial, Vicat dispose de tous les atouts pour profiter du rebond économique prochain. Confiant quant aux perspectives du Groupe, il a été décidé de maintenir le montant du dividende versé aux actionnaires à 1,50 euro par action.

Jacques Merceron-Vicat
Président

MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les résultats annuels 2009 de Vicat ont montré que, dans le contexte économique mondial difficile, le Groupe s'est renforcé ; nos résultats peuvent être qualifiés de solides, caractérisés par une très bonne résistance des niveaux de marge. La stratégie décidée par le Président Jacques Merceron-Vicat autour de trois axes majeurs a montré sa pertinence : développement prioritaire dans le ciment, diversification géographique et modernisation de l'outil de production.

Cette résistance résulte de la bonne tenue de notre activité Ciment, notre cœur de métier, avec de fortes progressions enregistrées dans les pays émergents.

La diversification géographique a permis de lisser les effets de la crise, profonde aux États-Unis avec une chute d'activité de l'ordre du tiers, très dure en Turquie où les effets conjugués de la récession et de la surcapacité se sont nettement fait sentir, forte en France avec un recul d'activité de plus de 15 % mais indolore en Suisse et en Italie. En Afrique de l'Ouest et en Égypte, l'activité a été excellente en 2009. Au final, tous métiers confondus, nos ventes et nos résultats sont en baisse mais montrent une bonne résistance.

Cette résistance a été soutenue par l'achèvement de la partie technique du plan « Performance 2010 ». Ce plan d'investissement d'un milliard d'euros, lancé en 2006, s'est conclu en 2009 par la modernisation de la ligne de cuisson de Reuchenette en Suisse et la mise en route du four 5 de Rufisque au Sénégal, faisant de cette usine la plus puissante d'Afrique de l'Ouest avec une capacité de 3,5 millions de tonnes.

Résistance, aussi, grâce à l'amélioration des objectifs d'économie fixés dans le plan complémentaire « Performance + », dont l'impact sur l'EBITDA a atteint 61 millions d'euros, dépassant ainsi l'objectif initial et démontrant la capacité d'adaptation du Groupe aux événements extérieurs.

En 2010, le Groupe est déterminé à poursuivre sa stratégie de développement en s'appuyant sur quatre facteurs clés : une structure financière solide, la pleine résultante du plan « Performance 2010 », les effets du plan « Performance + » et, enfin, le développement des projets *greenfield*. Ainsi, au Kazakhstan, l'usine de Jambyl Cement, d'une capacité de 1,1 million de tonnes, démarrera à l'automne 2010. En Inde, le projet de Vicat Sagar Cement se poursuit pour une mise en service d'une première ligne à la mi-2012.

En concrétisant, en mars 2010, la recherche d'une nouvelle implantation en Inde par l'acquisition de Bharathi Cement, au sud de l'Andhra Pradesh, le Groupe est devenu un acteur puissant sur le marché très porteur du sud de l'Inde.

Le Groupe disposera ainsi fin 2010 d'une capacité annuelle de production de ciment de plus de 24 millions de tonnes et d'un outil industriel moderne et innovant.

L'année 2010 s'annonce contrastée pour nos métiers dans nos pays d'implantation. Elle sera une année de transition qui permettra au groupe Vicat de consolider ses relais de croissance pour les années futures.

Guy Sidos
Directeur général



© Jean-Luc Mege

“
En 2009,
le groupe Vicat
s'est renforcé malgré
le contexte économique
mondial difficile.
”

AXES STRATÉGIQUES

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT PAR MÉTIER

Le Groupe se concentre de façon prioritaire sur son métier d'expertise historique, le Ciment, puis se développe par intégration verticale sur les marchés du béton prêt à l'emploi et des granulats afin de sécuriser son accès aux marchés de consommation du ciment. Il bénéficie, par ailleurs, de synergies avec des activités complémentaires, exploitées sur certains marchés, pour conforter son offre et renforcer son positionnement régional.

Le Ciment est le métier principal du Groupe, sur lequel il fonde son développement et sa rentabilité.

Le Groupe se développe dans le métier du Béton prêt à l'emploi pour renforcer son fonds de commerce cimentier. Ce développement s'opère en fonction de la maturité des marchés et de leur intégration dans cette filière de production industrielle du béton. L'objectif est de constituer un maillage autour des cimenteries et à proximité des marchés de consommation soit par la création d'installations industrielles, soit par l'acquisition de certains acteurs de ce marché. Ainsi, en 2008 aux États-Unis, Vicat a acquis le dispositif industriel du groupe Walker au sud d'Atlanta,

qui renforce les positions du Groupe sur ce marché à potentiel.

La présence de Vicat dans le métier des Granulats vise à apporter une réponse globale aux besoins de ses clients en matériaux de construction et à sécuriser les ressources de granulats nécessaires au développement du béton prêt à l'emploi. Le développement dans ce métier repose sur des acquisitions et des investissements industriels visant à augmenter la capacité des installations existantes, ainsi qu'à ouvrir de nouvelles carrières et installations.

SCHEMA DE DEVELOPPEMENT

Le Groupe privilégie un développement maîtrisé dans ses différents métiers associant de manière équilibrée une croissance interne dynamique, soutenue par l'investissement industriel pour répondre aux besoins des marchés, et une politique de croissance externe sélective pour aborder de nouveaux marchés présentant un potentiel de croissance attractif ou accélérer son intégration verticale.

CROISSANCE INTERNE SOUTENUE PAR L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL

Sur les marchés où il est présent, le Groupe maintient un effort constant d'investissement industriel visant :

- d'une part, à moderniser son outil de production pour améliorer l'efficacité et la performance économique de ses usines et avoir ainsi la capacité industrielle à répondre à une situation de concurrence accrue ;

- d'autre part, à augmenter ses capacités de production pour accompagner le développement de ses marchés et conforter ou accroître ses positions de leader régional.

Le Groupe a ainsi achevé en 2009 le plan « Performance 2010 » qui a permis d'augmenter ses capacités de production de ciment d'environ 50% depuis fin 2006 tout en améliorant la productivité de son outil industriel. Ce programme avait déjà été mis en œuvre en France, en Turquie et en Égypte et s'est poursuivi au Sénégal et en Suisse en 2009.

CROISSANCE EXTERNE SÉLECTIVE

La stratégie du Groupe est de pénétrer de nouveaux marchés par le métier du ciment et ce de manière très sélective. Dans sa démarche de croissance externe, le Groupe vise ainsi à satisfaire l'ensemble des critères suivants :

- une localisation à proximité d'un marché important et disposant d'un potentiel de croissance attractif ;

- une maîtrise foncière des réserves géologiques à long terme (objectif de 100 ans pour le ciment) et une sécurisation des autorisations d'exploitation ;
- une contribution nette du projet aux résultats du Groupe à court terme.

Le Groupe peut aussi saisir des opportunités d'entrée sur de nouveaux marchés en développement, par la construction d'usines nouvelles dites *greenfield*. De tels projets sont examinés de manière sélective dans le respect des critères de croissance externe du Groupe énoncés précédemment.

Il est rappelé que le Groupe a conclu fin 2007 une acquisition au Kazakhstan afin de construire une usine *greenfield* de 1,1 million de tonnes de capacité qui démarrera au second semestre 2010.

En juin 2008, le Groupe a signé un partenariat majoritaire en Inde en vue de la construction d'une usine *greenfield* de 5,5 millions de tonnes dans l'État du Karnataka.

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT GÉOGRAPHIQUE

Le Groupe est aujourd'hui implanté dans onze pays. Il réalise 56 % de son chiffre d'affaires hors de France dont près de 16 % dans les autres pays européens, 10 % aux États-Unis et 30 % dans les pays émergents (principalement Égypte, Mali, Mauritanie, Sénégal et Turquie). La part de l'activité réalisée hors de France devrait continuer à se

développer au fil des prochaines années du fait des augmentations de capacités réalisées dans les usines existantes et aussi grâce à la mise en service des usines *greenfield*.

La stratégie du Groupe vise à conjuguer les investissements dans des pays développés, générateurs de *cashflows*

plus réguliers, et dans des pays émergents offrant d'importants potentiels de croissance à plus long terme mais pouvant connaître des fluctuations de marché plus marquées, contribuant ainsi à une diversification de son exposition géographique, comme le démontrent les résultats de l'année 2009.

STRATÉGIE DU GROUPE EN 2009

La stratégie développée par le Groupe démontre sa robustesse dans l'environnement macroéconomique défavorable actuel.

En s'appuyant sur une situation financière saine, avec un niveau de *gearing* et de *leverage* qui restent parmi les plus faibles du secteur, le Groupe a achevé en 2009 son plan « Performance 2010 » de croissance interne amenant une réduction des coûts de production

générée par la modernisation de l'outil industriel et l'augmentation des capacités de production du Groupe au Sénégal et en Suisse.

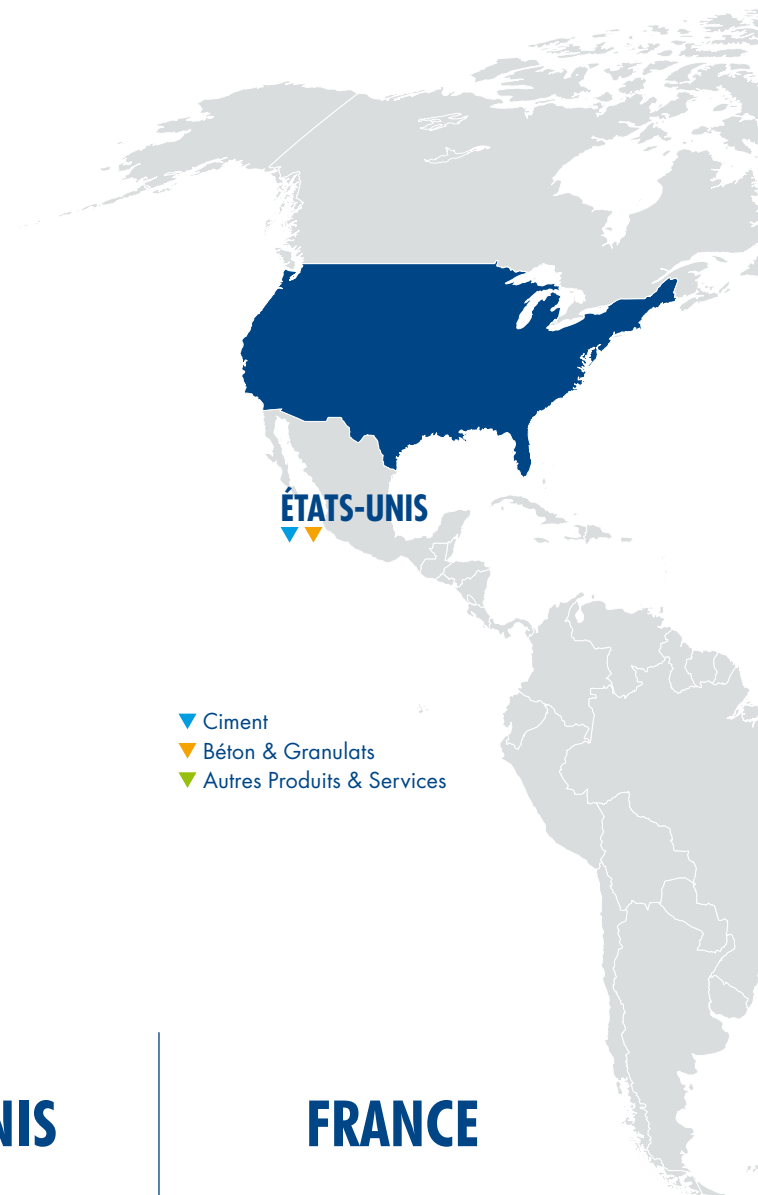
Devant la crise économique, le plan « Performance 2010 » a été complété par le plan « Performance + » amenant, au global, une économie de coûts opérationnels de 61 millions d'euros et une réduction des investissements non stratégiques.

Les opérations de croissance externe engagées au Kazakhstan et en Inde se poursuivent suivant le calendrier prévu.

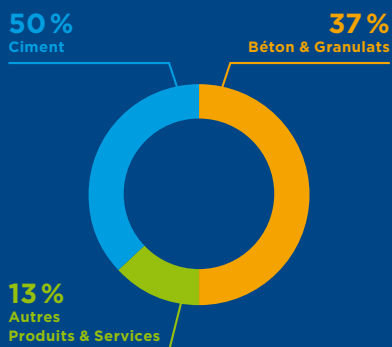
Compte tenu de l'environnement économique actuel, le Groupe poursuivra prudemment sa politique d'acquisition en respectant les grands équilibres du bilan.

TROIS MÉTIERS CINQ ZONES

Le Groupe exerce dans 11 pays ses métiers principaux qui sont le Ciment, le Béton prêt à l'emploi et les Granulats. Ces métiers représentent près de 86 % du chiffre d'affaires opérationnel. Il dispose par ailleurs d'activités complémentaires, qui confortent ses métiers principaux, en France et en Suisse.

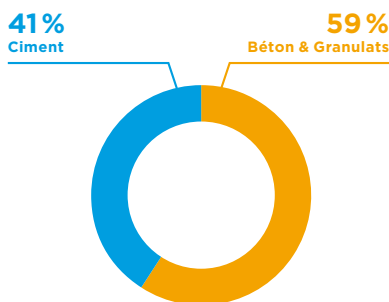


TOTAL



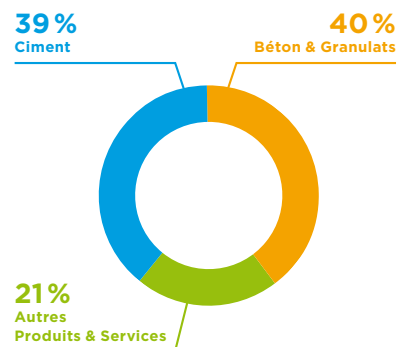
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 896 M€
% / TOTAL	100 %
EBITDA	473 M€
% / TOTAL	100 %

ÉTATS-UNIS



CHIFFRE D'AFFAIRES	187 M€
% / TOTAL	10 %
EBITDA	12 M€
% / TOTAL	3 %

FRANCE

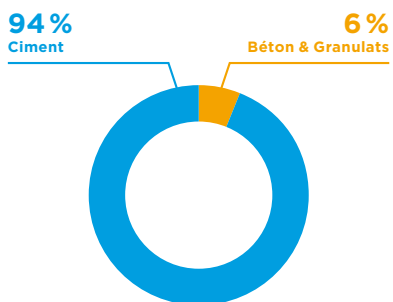


CHIFFRE D'AFFAIRES	844 M€
% / TOTAL	44 %
EBITDA	206 M€
% / TOTAL	43 %



AFRIQUE & MOYEN-ORIENT

ÉGYPTÉ - SÉNÉGAL - MALI - MAURITANIE



411 M€

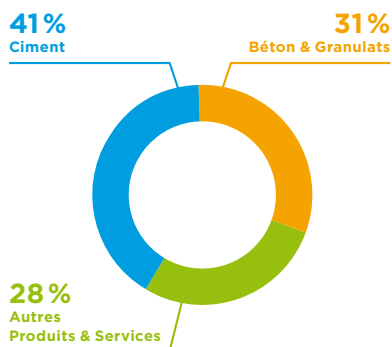
22 %

153 M€

32 %

EUROPE

SUISSE - ITALIE



298 M€

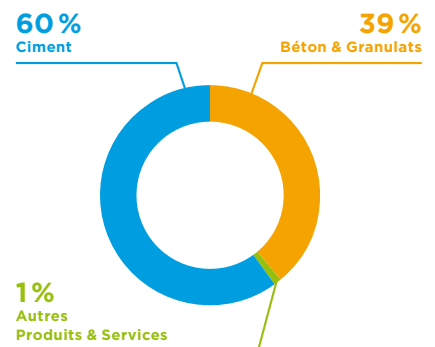
16 %

80 M€

17 %

ASIE

TURQUIE - KAZAKHSTAN - INDE



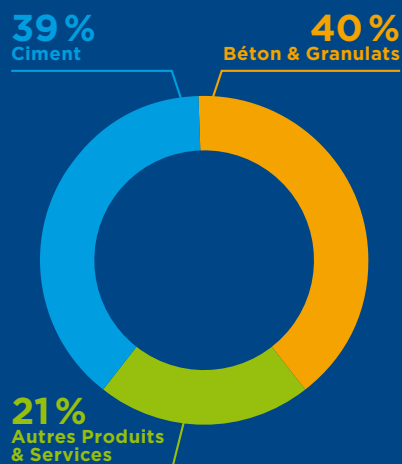
156 M€

8 %

22 M€

5 %

FRANCE



chiffre d'affaires

844 M€

collaborateurs

2 569

FRANCE

CIMENT

5 CIMENTERIES
3,1 MILLIONS DE TONNES
 VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

Dans le contexte économique mondial dégradé, la conjoncture des marchés du Groupe en France a été fortement perturbée en 2009.

ACTIVITÉ BÂTIMENT

Ainsi, en 2009, 348 000 logements neufs et 49 000 constructions sur logements existants ont été autorisés, ce qui représente une baisse de 21,7% par rapport à l'année 2008 et constitue le niveau d'autorisations le plus bas depuis 2003.

ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS

Sur l'année 2009, l'activité travaux publics est en baisse de 7,5% mais la contraction de l'activité s'est atténuée sur les derniers mois de l'année tant pour la clientèle privée que publique.

Consommation de ciment

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Livraisons intérieures	22 419	18 568	-17,2%
Importations	1 697	1 827	+7,7%
Total France	24 116	20 395	-15,4%

Dans ce contexte sectoriel défavorable, la chute de la consommation de ciment, amorcée en 2008 (-2,8%), s'est accélérée en 2009 avec un repli de plus de 15%. Malgré cette situation de marché, les importations ont progressé de manière notable.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

En dépit de l'exposition géographique de Vicat sur l'est de la France, plus touché par l'augmentation des importations que l'ouest, les ventes du Groupe ont enregistré une baisse de 16% en 2009, un peu moins prononcée que celle de la moyenne des producteurs nationaux (17,2%). Les ventes de clinker et de ciment de Vicat à l'exportation

sont sensiblement équivalentes à 2008 (+0,9%), en ligne avec l'évolution du secteur.

Évolution des ventes

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Volume des ventes	3 680	3 093	-16%

MARCHE DES USINES

Le taux de marche des usines en 2009 a été le reflet de la baisse de l'activité commerciale sur le marché français et d'une situation d'excédent de ciment dans le bassin méditerranéen. Tout au long de l'année 2009, les équipes ont cherché à réduire les prix de revient pour s'adapter au niveau du marché et en limiter l'impact. Voici quelques-unes des actions engagées :

- le taux de substitution des combustibles nobles a progressé de près d'un point à plus de 30% ;

L'usine de Montalieu avec le Rhône au premier plan et la carrière d'Enieu en arrière-plan - Isère, France



- la disponibilité des broyeurs ciment a été mise à profit pour les arrêter le plus souvent possible pendant les périodes d'heures de pointe des tarifs électriques ;
- les coûts de main-d'œuvre ont été contrôlés par une réduction importante des heures supplémentaires et par le quasi arrêt des contrats d'intérim ;
- les coûts d'entretien ont été limités, notamment en éliminant chaque fois que possible le recours à la sous-traitance externe.

INVESTISSEMENTS

Les principaux investissements de 2009 ont été effectués dans les domaines de l'amélioration des prix de revient, de l'environnement et de la sécurité.

À Montalieu et à Créchy, des modifications des installations de combustibles

de substitution ont été réalisées pour en augmenter la capacité. À Peille, suite à l'obtention de l'Arrêté Préfectoral autorisant l'utilisation de certains déchets, la mise au point des installations de déchets solides broyés a été terminée.

La mise au point au premier semestre de 2009 du nouveau broyeur à ciment vertical de Montalieu a permis de dépasser les garanties du constructeur et de réduire fortement la consommation électrique à la tonne de ciment.



ENVIRONNEMENT

Après le vote par le Conseil européen de la révision de la Directive européenne sur les échanges de quotas de CO₂ (Directive dite ETS) en décembre 2008, l'année 2009 a été celle des négociations des mesures d'application de cette directive. Le point majeur de ces

négociations a été la détermination du *benchmark* des émissions de CO₂ pour l'industrie cimentière européenne. La valeur de ce *benchmark* doit encore être validée officiellement par la Commission européenne, mais elle est aujourd'hui arrêtée à 780 kg de CO₂ par tonne de clinker.

En ce qui concerne les activités du Groupe en France, grâce à l'efficacité thermique des fours, à un taux d'utilisation de biomasse élevé, le facteur d'émission de CO₂ à la tonne de clinker, est très proche du *benchmark*. Le programme de développement de nouvelles filières de combustibles de substitution contenant de la biomasse nous permettra d'atteindre en 2012 un facteur d'émission proche, voire inférieur au *benchmark*.

© Nicolas Robin



BÉTON & GRANULATS

138 CENTRALES À BÉTON
2,8 MILLIONS DE M³ VENDUS

48 CARRIÈRES DE GRANULATS
10 MILLIONS DE TONNES VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

Durant 2009, les effets de la crise et leurs conséquences immobilières ont provoqué un recul brutal du BTP en général, et de celui du logement en particulier. De ce fait, l'activité nationale du béton prêt à l'emploi (BPE) affiche un retrait de 16% sur l'année par rapport à 2008.

Production de béton

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Auvergne	816	706	-13,5%
Bourgogne - Franche-Comté	1 841	1 466	-20,4%
Centre	1 609	1 348	-16,2%
Île-de-France	5 596	4 910	-12,3%
Lorraine	1 314	1 087	-17,3%
Midi-Pyrénées	2 730	2 308	-15,5%
Nord	2 082	1 734	-16,7%
Provence	4 193	3 709	-11,5%
Rhône-Alpes	5 128	4 161	-18,9%
Total France	44 064	36 961	-16,1%

Au premier trimestre 2009, les ventes de granulats ont enregistré un ralentissement de l'ordre de 20% comparativement à un bon premier trimestre 2008. La tendance des autres mois de l'année est relativement constante avec une baisse d'environ 12% des volumes par rapport à 2008. Au global, les volumes enregistrent un ralentissement de 13% sur l'année 2009.

► Les poteaux en béton de l'un des premiers immeubles de bureaux à énergie positive réalisé à Grenoble par les architectes Charon et Rampillon - Isère, France

ACTIVITÉ DU GROUPE : BÉTON PRÊT À L'EMPLOI

Au niveau de l'activité Béton du Groupe en France, après une première partie de l'année focalisée sur la répercussion de la hausse des prix des matières premières, la politique tarifaire a été infléchiée pour privilégier une stratégie de volumes. Au total, le volume 2009 a reculé de 23% par rapport 2008, mais le repli a été limité à 13% sur le dernier trimestre.

Une nouvelle politique marketing a été élaborée en 2009 pour une application au printemps 2010. Elle consiste en la création d'une gamme de produits béton Vicat dont les fonctionnalités sont identifiées par des labels permettant de souligner les bénéfices apportés par chaque produit. Une campagne de promotion sera lancée au printemps 2010.

INVESTISSEMENTS : BÉTON PRÊT À L'EMPLOI

L'effort en matière d'investissements s'est poursuivi avec la remise à niveau d'un quart des systèmes de recyclage et de contrôle des eaux de process des centrales à béton.

En matière de sécurité, la politique globale a été encadrée par la recherche de la certification OHSAS. L'application de la politique sécurité du Groupe a permis de diviser par deux le nombre de jours d'arrêt avec accident.

Évolution de l'activité

	2008	2009	Écart
Volume vendu			
Béton (en milliers de m ³)	3 673	2 838	-22,7%
Granulats (kt)	12 773	9 991	-21,8%
Nombre de sites			
Centrales	140	138	-2
Sites de granulats	47	48	1

Chargement d'une barge de sable
à partir du ponton de traitement
sur le plan d'eau de Jassans - Ain, France

ACTIVITÉ DU GROUPE : GRANULATS

Les ventes de granulats du Groupe en France en 2009 se sont repliées de près de 22% à 10 millions de tonnes. Tous les secteurs sont en repli mais il est un peu moins marqué dans les régions d'Auvergne et de la Vallée du Rhône. A contrario, la Savoie a connu un repli important.

INVESTISSEMENTS : GRANULATS

Le programme d'investissements a été considérablement réduit sur l'année 2009, compte tenu de la dégradation de l'environnement économique. Les opérations les plus marquantes de l'année sont le démarrage d'une drague aspirante avec ponton de traitement

flottant à Arnas, l'amélioration de la drague de Gilly-sur-Isère, de nouvelles installations de traitement aux Houches et à Carbonne ainsi que le renouvellement d'une partie du parc de matériel roulant.

En 2009, la politique de sécurité a été renforcée en engageant la mise en place d'un système de management de la sécurité. Ce projet, qui va très au-delà des obligations réglementaires, conduira à la certification OHSAS 18001. Cette action, dont les résultats se mesurent à long terme, a déjà enregistré en 2009 des résultats encourageants, avec une baisse de 25% par rapport à 2008 du nombre d'accidents du travail avec arrêt.

© Christine Chaudagne



AUTRES PRODUITS ET SERVICES

PAPETERIES DE VIZILLE : IMPRESSION ECRITURE

CONJONCTURE SECTORIELLE

L'industrie papetière a connu une nouvelle année difficile. Pour 2009, la baisse de volume a atteint en moyenne 11,7% en Europe et 12,5% en France. Ce manque d'activité a occasionné une multiplication des arrêts de production et de nouvelles fermetures de sites. Le cours des pâtes à papier qui s'était écroulé sur la fin 2008 en raison de la faiblesse de la demande s'est violemment redressé sur la seconde partie de 2009 en raison d'une croissance très soutenue en Chine.

ACTIVITÉ DU GROUPE

Grâce à son positionnement sur des marchés de niche, Vizille a pu échapper partiellement à cette crise. Son savoir-faire et son image ont permis de poursuivre son développement en Allemagne (+43%) et dans le domaine alimentaire (+62%).

En dépit des actions commerciales engagées et des résultats obtenus, plusieurs arrêts conjoncturels ont dû être réalisés. La bonne maîtrise technique de l'outil de production a permis de maintenir les performances industrielles à des niveaux satisfaisants.

Évolution de l'activité

Volume de vente	2008	2009	Écart
Impression Ecriture (en milliers de tonnes)	27 476	26 037	-5,2%
Sacherie (en milliers de sacs)	70 655	58 539	-17,1%
CA (en millions d'euros)	39,7	36,9	-7,1%

Ventilation du chiffre d'affaires SATM & FILIALES (par activité)

En millions d'euros	Chiffre d'affaires au 31/12/08	CA	Chiffre d'affaires au 31/12/09	CA	Écart
Transport	94,4	65%	66,7	65%	-29,0%
Grands Travaux	21,1	15%	13,2	13%	-37,4%
Divers	29,0	20%	22,9	22%	-21,0%
Total	144,5	100%	102,8	100%	-28,8%

PAPETERIES DE VIZILLE : SACHERIE

CONJONCTURE SECTORIELLE

Pour la seconde année consécutive, le marché du sac en Europe a baissé de près de 10%. Parmi les secteurs les plus touchés, on notera les produits minéraux (-34%) et la chimie (-23%). Le marché français a connu des évolutions comparables, de -9,4% en moyenne.

ACTIVITÉ DU GROUPE

En dépit de la forte agressivité de la concurrence étrangère, Vizille a su maintenir ses parts de marché tiers et ses prix de vente grâce à un niveau de service élevé. Un effort conséquent de réduction de stocks a été mené pour l'ensemble des produits finis. L'ampleur de la crise dans ce secteur d'activité a nécessité une adaptation de l'organisation de l'atelier de production qui permet une réduction de la production sans en altérer les performances techniques.

SATM & FILIALES

ACTIVITE GRANDS TRAVAUX

En 2009, l'activité Grands Travaux a été inférieure aussi bien en volume qu'en chiffre d'affaires par rapport à 2008.

L'année a été marquée notamment par :

- l'obtention dans le cadre de l'auto-route A 89, des marchés de fourniture des bétons du tunnel de Violay, des tunnels de la Bussière et de Chalosse et du viaduc de Goutte Vignole ;
- la fin de la construction du tunnel de Chavanne dans le cadre des travaux de la future ligne ferroviaire LGV Rhin-Rhône ;
- la fin de la construction du viaduc de Saint-Paul, sur la route des Tamarins ;
- l'obtention du marché de fourniture des bétons de voussoirs pour la galerie de sécurité du tunnel du Fréjus.

ACTIVITE TRANSPORT

Le volume d'activité de SATM a baissé de 20% par rapport à 2008, tandis que le chiffre d'affaires du transport est en retrait de 29%. Il a été affecté en partie par la baisse des prix du carburant. Les activités industrielles et BTP ont été très touchées, en particulier le transport de produits pondéreux en vrac (granulats, ciment, etc.). Les activités de transport d'hydrocarbures et de produits agroalimentaires se sont bien maintenues sur 2009.

VICAT PRODUITS INDUSTRIELS

(Produits Chimie du Bâtiment)

Après avoir connu une croissance importante au cours des dernières années, le marché des Mortiers Industriels a connu un fort ralentissement en 2009 (environ -10%). Seule la gamme Isolation Thermique par l'Extérieur garde un niveau soutenu grâce aux dispositions mises en place dans le cadre du développement durable. Sur toutes les familles de produits, une forte tension en matière de prix est à noter.

ACTIVITÉ DU GROUPE

Après un début d'année difficile, suite aux conditions climatiques, VPI a maintenu son chiffre d'affaires grâce à des gains de part de marché.

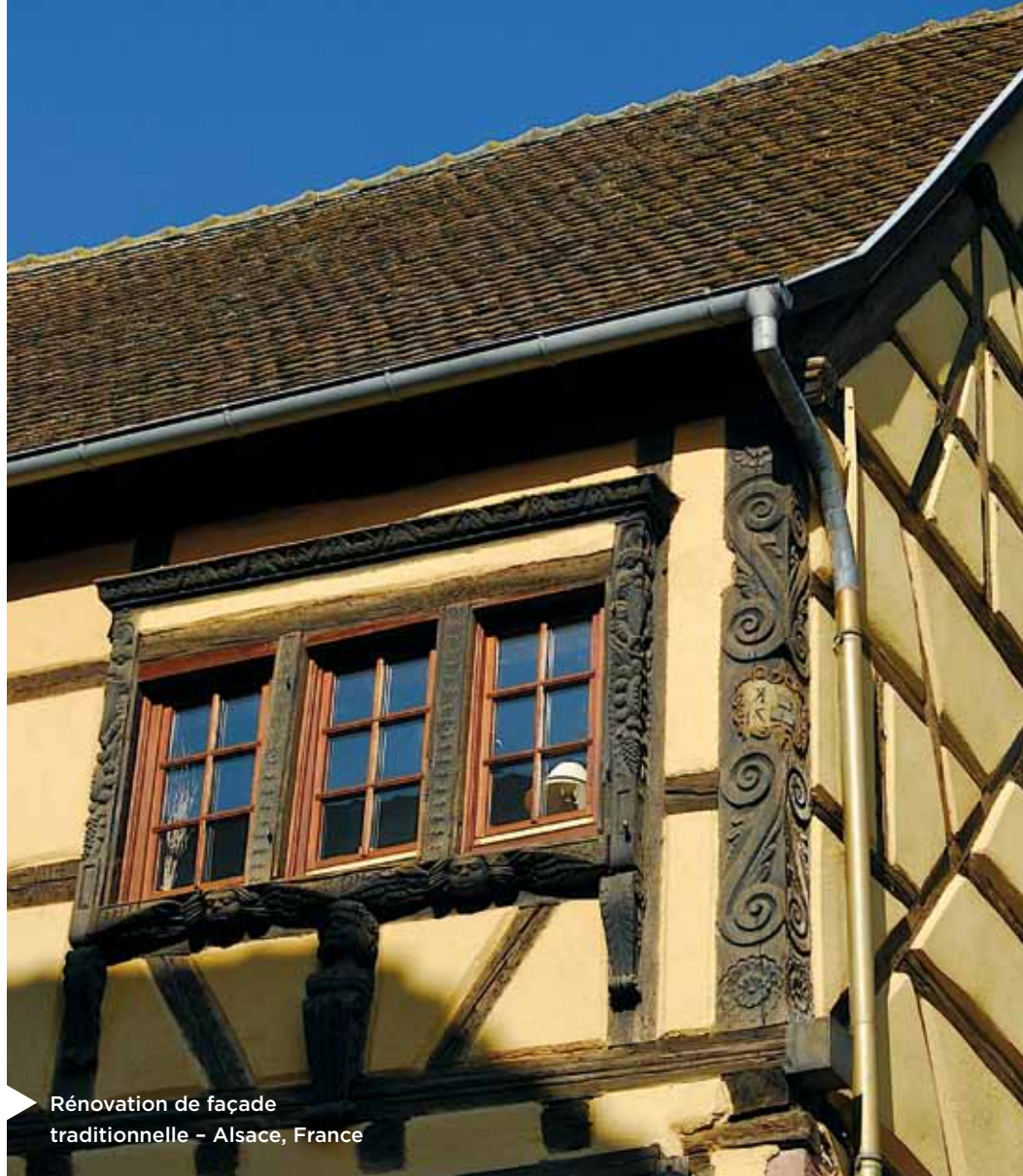
Évolution du chiffre d'affaires

En millions d'euros	2008	2009	Écart
Bâtiment	45,2	45,9	+1,5%
Bricolage	18,5	19,2	+3,8%
Génie civil	6,8	4,8	-29,4%
Total	70,5	69,9	-0,9%

INVESTISSEMENTS

Sur l'usine de Malataverne, une installation de dosage automatisé de colorants et d'adjuvants a été mise en place. Sur l'usine de Montluel, de nouvelles installations de traitement pour sables humides ont été mises en service. Sur l'usine de Bliesbruck, le réaménagement du site dans le cadre de la restructuration industrielle des productions de Kristo a été finalisé avec la mise en service d'une nouvelle installation de mélange de résines et d'un bâtiment de stockage de 600 m².

© Jean-Jacques Cordier, Fotolia.com

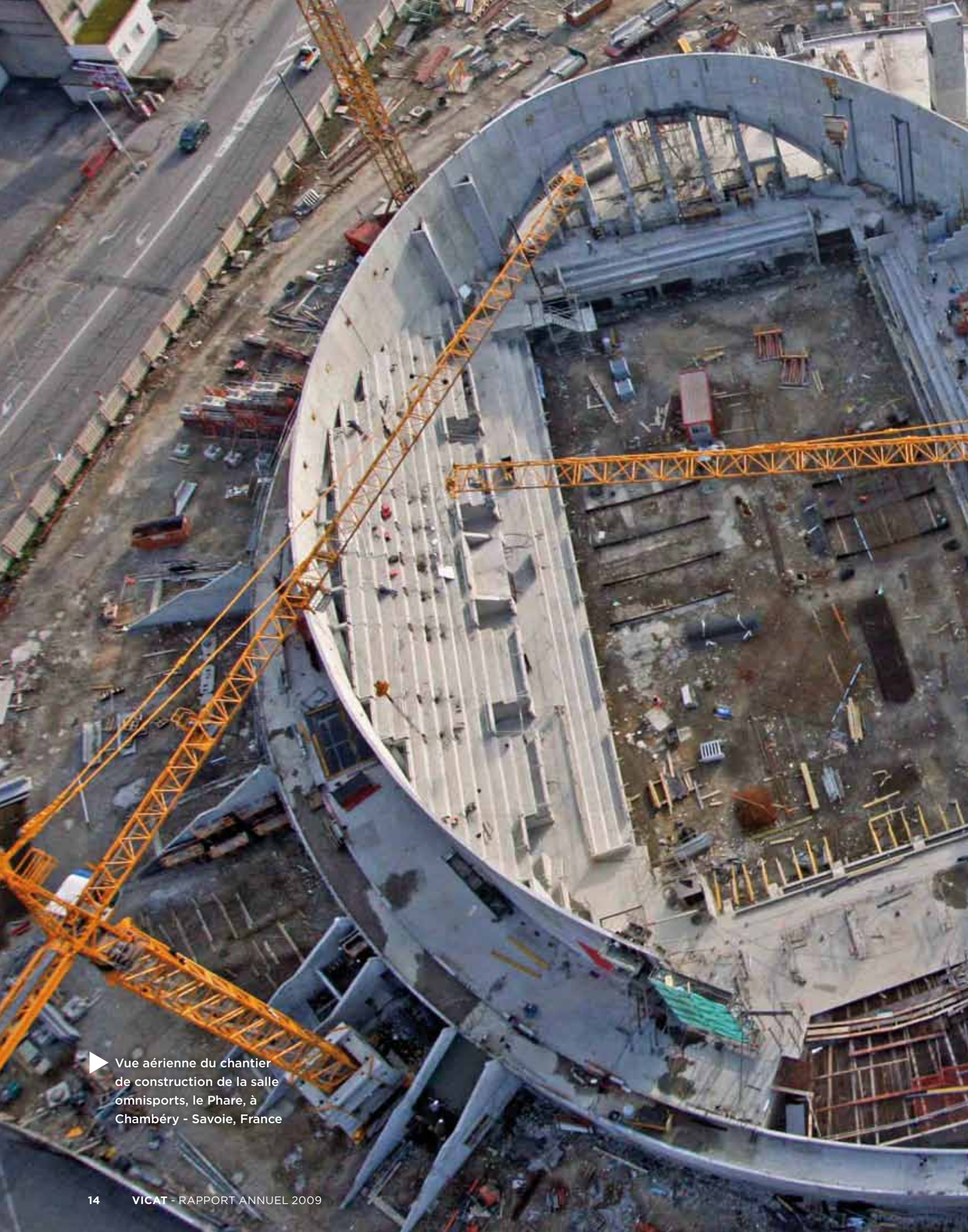


Rénovation de façade traditionnelle – Alsace, France

© Clara Dinaud, Fotolia.com



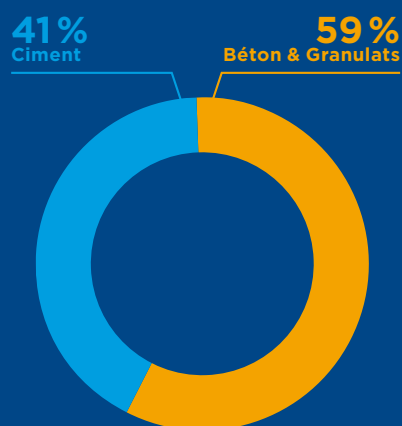
Réalisation d'enduit sur maçonnerie – France



► Vue aérienne du chantier de construction de la salle omnisports, le Phare, à Chambéry - Savoie, France



ÉTATS-UNIS



chiffre d'affaires

187 M€

collaborateurs

1 150

ÉTATS-UNIS

CIMENT

2 CIMENTERIES 1,3 MILLION DE TONNES VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

La contraction de l'activité de la construction, amorcée en 2007 avec le marché résidentiel, s'est étendue en 2008 aux autres segments du marché de la construction du fait des effets croissants de la crise financière. Le secteur non-résidentiel, qui résistait jusqu'ici, a subi, à son tour, une baisse de 19% sur 2009. Le plan de relance n'a pas eu, à ce stade, d'impact sensible sur le secteur du bâtiment et des travaux publics.

Consommation de ciment

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Total Sud-Est	11 923	7 988	-33,0%
Total Californie	9 679	6 744	-30,3%
Total États-Unis	96 498	70 737	-26,7%

Les tendances des marchés de la construction se traduisent par une nouvelle diminution importante de la consommation de ciment, notamment sur les marchés où opère le Groupe.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

Évolution des ventes

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Volume des ventes	1 766	1 271	-28,1%

Le Sud-Est, entré en crise plus tardivement en 2007, subit depuis 2008 une décroissance plus accentuée que la moyenne nationale. En Alabama comme ailleurs, le nombre de permis de construire semble avoir touché le fond, et devrait se stabiliser. La ville d'Atlanta, qui constitue encore le principal marché du Groupe en Géorgie, est plus touchée que le reste de l'État après le boom résidentiel qu'elle a connu les années passées. La courbe des permis de construire en Géorgie ne se redresse pas, après un effondrement

de 84% par rapport au pic de 2006. Pour remédier à cette situation, des efforts de prospection ont été élargis tant sur le plan géographique (dans le Tennessee en particulier) que sur les secteurs d'activité comme les travaux publics et de voirie.

La consommation en Californie continue également de diminuer à un rythme soutenu mais néanmoins inférieur à celui constaté dans le Sud-Est. Dans le Sud, le Groupe a pu profiter de la disparition des importations pour augmenter ses parts de marché. Par contre au Nord, le Groupe a ressenti la baisse du marché résidentiel sans pouvoir profiter des gros chantiers de San Francisco, avec le pont d'Oakland en particulier, trop éloignés et les parts de marché ont donc diminué.

Dans le Sud-Est, les hausses de prix attendues ne sont pas passées ; au contraire, une première baisse a été constatée en avril, suivie d'une seconde en septembre/octobre, due aux actions de la concurrence.

En Californie, les prix de vente ont baissé de 20% au cours de l'année, et à Los Angeles le niveau du marché s'est encore plus fortement dégradé du fait de la mise en service à contretemps de la capacité supplémentaire d'un concurrent.

MARCHE DES USINES

Ragland : la production de clinker du second semestre a été supérieure à celle du premier semestre, grâce à un meilleur taux de marche du four. La production de ciment a augmenté au second semestre, de la même façon que celle des mortiers. La marche de chacun des broyeurs a été ajustée en fonction des ventes. Le taux de substitution du charbon noble par des fuels alternatifs a augmenté pour atteindre 10% au second semestre.

Lebec : le volume de production des broyeurs ciment a également été adapté aux volumes d'expédition en nette baisse. Le taux de marche et le volume de production de la ligne de cuisson

reflètent le volume des expéditions ainsi que la réduction des stocks de clinker constitués en 2008. Le taux d'introduction de combustibles de substitution est en nette hausse, profitant pleinement de l'installation de stockage et de transport des pneus broyés (TDF) mise en service à la mi-2008, ainsi que de l'autorisation d'introduction des TDF à hauteur de 40%.

INVESTISSEMENTS

Ragland : la mise en service d'une seconde installation de dosage et de transport de combustibles alternatifs solides dans le précalcinateur a permis d'augmenter le pourcentage de substitution vers la moitié du second semestre.

Lebec : les investissements ont été réduits au minimum, notons néanmoins que le système de transport, de stockage et dosage des additifs pour les broyeurs ciment a été mis en service en début d'année 2009.

Chantier de l'hôpital Kaiser réalisé par National Ready Mix à Anaheim - Californie, États-Unis



BÉTON

47 CENTRALES À BÉTON
1,4 MILLION DE M³ VENDUS

CONJONCTURE
SECTORIELLE

L'activité dans le secteur du béton prêt à l'emploi a suivi celle du secteur de la construction : chute du résidentiel depuis décembre 2007 encore plus prononcée en 2009 et début de la baisse dans le secteur privé non-résidentiel, causée par la réduction de la consommation des ménages et le resserrement du crédit.

ACTIVITÉ DU GROUPE

Évolution de l'activité

	2008	2009	Écart
Béton (en milliers de m ³)	2 148	1 439	-33%
Nombre de centrales	49	47	-2

La baisse des volumes a suivi celle de la consommation de ciment des États.

Sud-Est : l'activité Béton du Groupe est soutenue dans le nord de l'Alabama, avec une reconquête des parts de marché perdues du fait du maintien de prix forts en 2008. Activité faible mais stable dans le Centre, avec des capacités de production plus importantes que ce que peut absorber actuellement le marché, et très réduite dans le Sud à Montgomery. Walker prend pied dans le non-résidentiel pour compenser la chute de près de 80% de la construction de logement.

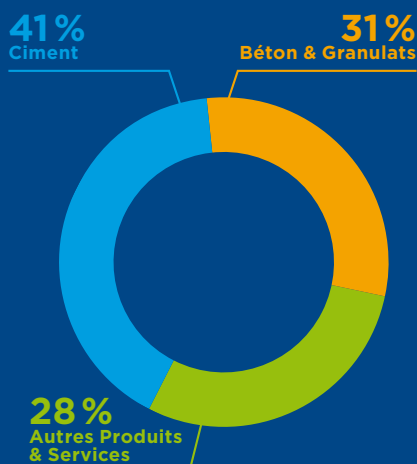
Après l'augmentation des prix du béton, en octobre 2008, les prix sont restés relativement stables en 2009 mais ont commencé à glisser en fin d'année.

Californie : au Sud, les prix sont descendus à des niveaux qui rendent difficile la conquête de chantiers éloignés des centrales du Groupe. Dans le Nord, les implantations du Groupe ont particulièrement souffert de la chute du résidentiel qui constituait leur principal marché. La situation concurrentielle s'est aggravée et certains bétonniers du sud de la Californie se sont installés dans la San Joaquin Valley.

Siège des retraites des
fonctionnaires à Montgomery
réalisé par Kirkpatrick Concrete Inc.
- Alabama, États-Unis







chiffre d'affaires

298 M€

collaborateurs

1 061

SUISSE

CIMENT

1 CIMENTERIE
0,7 MILLION DE TONNES
 VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

L'activité de la construction est restée à un haut niveau malgré la crise économique. Les taux d'intérêt sont historiquement bas et les ménages restent solvables. Si certaines entreprises ont stoppé leur investissement, le tissu de PME familiales profite de la crise pour investir à moindre coût.

La croissance de la population, l'augmentation continue des déplacements et l'extension des agglomérations maintiennent l'activité des travaux publics à un haut niveau, et ce d'autant plus que les excédents budgétaires en assurent le financement. Ces travaux pluriannuels (contournement de Bienne, autoroute Transjurane, contournement de Viège) devraient soutenir le marché pour les prochaines années.

Consommation de ciment

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Livraisons intérieures	4 238	4 333	2,2%
Importation	300	250	-16,7%
Total Suisse	4 538	4 583	1,0%

À l'image du secteur de la construction, la consommation de ciment est en légère hausse. Le marché suisse n'a pas été touché par des importations massives de ses voisins (Allemagne, France, Italie), aidé en cela par les coûts de transport élevés en Suisse (taxe au kilomètre parcouru, pays de montagne).

ACTIVITÉ COMMERCIALE

Évolution des ventes

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Volume des ventes	715	754	5,5%

Après un premier trimestre difficile en raison de conditions hivernales rigoureuses et de l'absence de travaux sous tunnel, les ventes de ciment ont connu

un fort rebond qui a non seulement permis de rattraper le retard sur l'exercice précédent mais aussi d'établir un record historique de vente de ciment dans un marché en légère hausse, grâce à la mise en service de l'augmentation de capacité du four. Le prix de vente net départ usine a pu être augmenté afin de faire face au renchérissement continu du prix de l'énergie.

MARCHE DE L'USINE

L'arrêt programmé de sept semaines a pu être tenu et le four a redémarré le 23 juin avec la mise en service de la précalcination dans les jours suivants. Dans ce contexte, les achats de clinker ont été fortement réduits mais le coût de production augmente néanmoins, du fait des coûts énergétiques.

INVESTISSEMENTS

La capacité du four a été passée de 1 800 tonnes par jour (réel 2008) à 2 250 tonnes par jour. Parallèlement, la capacité d'extraction a été renforcée avec l'acquisition de nouveaux matériels. Début 2010, une nouvelle étape de concassage-séchage sera rajoutée en amont du broyeur à cru pour permettre d'atteindre 2 400 tonnes par jour.

ENVIRONNEMENT

L'industrie cimentière suisse en général et Vigier en particulier respectent leurs engagements CO₂ et NoX. Comme en 2008, les quotas d'émission de CO₂ ont été respectés et Vigier bénéficiera de crédits de CO₂.

En revanche, les combustibles de substitution sont toujours âprement disputés. La crise traversée par l'industrie chimique a pénalisé l'approvisionnement en solvants et n'a pas permis d'atteindre les objectifs de taux de substitution. Le taux est néanmoins en forte hausse grâce aux investissements réalisés.

BÉTON & GRANULATS

18 CENTRALES À BÉTON
0,5 MILLION DE M³ VENDUS

19 CARRIÈRES DE GRANULATS
2,6 MILLIONS DE TONNES
VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

Si l'activité est restée stable à l'image du secteur de la construction, la concurrence s'est intensifiée du fait de besoin de trésorerie ayant poussé certains acteurs à privilégier les volumes au détriment du niveau des prix, notamment sur les grands chantiers.

ACTIVITÉ DU GROUPE

L'activité Béton & Granulats a connu une année stable avec des situations régionales contrastées. L'activité Décharge a été très soutenue en raison des grands chantiers de percement de tunnel. Les volumes passent ainsi de 545 955 m³ en 2008 à 1 024 591 m³ en 2009.

Évolution de l'activité

	2008	2009	Écart
Volume vendu			
Béton (en milliers de m ³)	522	502	-3,9%
Granulats (kt)	2 651	2 638	-0,5%
Nombre de sites			
Centrales	18	18	=
Sites de granulats	19	19	=

La politique de partenariats à long terme développée avec les clients a permis de contenir la pression concurrentielle. En outre, l'activité Granulats doit désormais être systématiquement analysée en liaison avec l'activité Décharge. La réglementation suisse impose des standards environnementaux élevés qui rendent obligatoire la mise en décharge des matériaux d'excavation des chantiers. Depuis plusieurs années, Vigier est un acteur reconnu dans ce secteur, et même un partenaire des autorités avec, en 2009, l'ouverture d'un site de décharge contrôlée pour matériaux inertes, dans le canton de Soleure.

Travaux d'augmentation
de capacité pour l'usine
de Vigier à Reuchenette
- Suisse



INVESTISSEMENTS

Les investissements notables sont l'acquisition de terrains pour la décharge du canton de Soleure mais aussi d'une machine à bois broyé en vue de fournir la cimenterie en combustibles biogènes. Cette acquisition s'explique par le fait que l'activité Béton & Granulats collecte des matériaux de chantier, dont du bois usé.

AUTRES PRODUITS ET SERVICES

PRÉFABRICATION

93,5 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES OPÉRATIONNEL

CONJONCTURE SECTORIELLE

L'activité est en léger recul mais reste à un niveau assez élevé. Sur certains produits, on assiste à une concurrence assez intense en matière de prix,

engendrée par les importations mais aussi par une agressivité commerciale des acteurs locaux.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

Évolution de l'activité

	2008	2009	Écart
Volume de vente (en milliers de tonnes)	400	368	-8,0%
CA (M€)	90,5	92,1	1,7%

Dans un marché concurrentiel, Creabéton Matériaux a vu ses ventes de produits en béton reculer, dans la mesure où la stratégie a été de privilégier le maintien des marges.

Dans le secteur des produits rail, les politiques de réduction de coûts d'entretien des CFF ont aussi pesé sur l'activité mais la bonne santé des « petits clients » a permis d'amortir cet impact. Enfin, Tribéton a formellement reçu la commande des traverses du tunnel du Gothard.

MARCHE DES USINES

Le site de Crissier a été fermé, la production correspondante est dorénavant assurée par le site de Granges. Les coûts d'approvisionnement ont ainsi pu être réduits. Enfin, des mesures exceptionnelles de chômage partiel en début d'année ont permis d'adapter très rapidement la structure à la conjoncture.

INVESTISSEMENTS

En 2009, deux investissements stratégiques ont été mis en service :

- la machine à dalles de Granges qui remplace avantageusement celle de Crissier avec des coûts de fonctionnement bien moindres (énergie, personnel) ;
- la machine à traverse qui permettra de fournir la commande du Gothard et ce, sans avoir à stocker les produits finis.

L'autre investissement notable concerne l'acquisition de la société Sonnevile International Corporation qui détient les licences mondiales pour la technologie LVT (Low Vibration Tracks) utilisée, entre autres, dans les tunnels du Lötschberg et du Gothard.

Conjuguant perméabilité et esthétique, Lunix, le nouveau pavé gazon de Creabéton Matériaux - Suisse

CIMENT

CONJONCTURE SECTORIELLE

En cohérence avec la contraction de l'activité du bâtiment et des travaux publics, l'AI TEC estime la tendance de la consommation de ciment à -15,6% en 2009 alors qu'elle était déjà en recul de 8,6% en 2008. La production de ciment a diminué de 16,1% confirmant ainsi que les activités d'importation ont maintenu leur part jusqu'à présent.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

Évolution des ventes

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Volume des ventes	473	424	-10,4%

Les variations en volumes sont différenciées selon les régions. En Sardaigne, le marché principal de Cimento Centro Sud (CCS), les ventes ont reculé de 10% alors que le marché national perd 17,3%. En Italie Centrale, où la concurrence a été particulière-

ment vive, les ventes de CCS ont diminué de 35%. Dans le reste des régions, les évolutions s'alignent sur les statistiques moyennes.

MARCHE DE L'USINE

Les coûts de production ont diminué fortement du fait des nouvelles conditions du marché des matières premières. CCS a renégocié avec succès les contrats existants pour pouvoir profiter des nouvelles conditions du marché. Par ailleurs, un nouveau contrat d'affrètement a été conclu en avril avec un taux de fret réduit de 25%.

La nouvelle organisation mise en place à l'usine d'Oristano a permis d'optimiser le fonctionnement du broyeur.

La diminution des coûts de production et de fonctionnement a fait plus que compenser la chute des volumes et des prix de vente.

INVESTISSEMENTS

Un nouveau hangar de stockage de pièces détachées a été construit en

2009 ; les finitions seront achevées début 2010. Par ailleurs, le système d'automatisation et de supervision de l'installation d'Oristano a été remis à neuf.



ENVIRONNEMENT

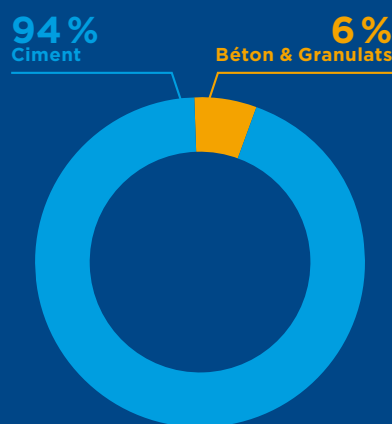
Le nouvel élévateur à clinker et matériaux bruts a été mis en service, éliminant ainsi les émissions de poussière de l'usine.

© Mauren Brodbeck, Compactlab

Comptoir et cubes d'exposition réalisés en béton par Creabéton Matériaux pour un musée privé - Genève, Suisse



AFRIQUE MOYEN- ORIENT



chiffre d'affaires

411 M€

collaborateurs

1 026

ÉGYPTE

CIMENT

1 CIMENTERIE
3,5 MILLIONS DE TONNES
VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

Le secteur de la construction a poursuivi sa croissance record initiée depuis le début de l'année. Cette forte activité est notamment le résultat d'actions menées tout au long de l'année 2009 par l'État égyptien :

- un plan de 15 milliards d'EGP dédié principalement à de vastes travaux d'infrastructure ;
- le lancement de projets transversaux : programme de constructions de 85 000 logements sociaux sur une

durée de six ans pour un montant global de 25 milliards d'EGP, un projet de construction de 350 écoles sur une durée de 18 mois.

La consommation de ciment en Égypte s'élève à 48 millions de tonnes à la fin décembre, représentant une croissance de 24,9% par rapport à 2008. Cette forte progression a engendré une pénurie de ciment et les importations de ciment qui avaient débuté en avril se sont poursuivies au second semestre. Finalement, 1 088 kt de ciment auront été importées en 2009.

Consommation de ciment

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Consommation totale	38 429	47 994	+24,9%



ACTIVITÉ COMMERCIALE

Les exportations de ciment ont été interdites par le gouvernement à partir du mois d'avril 2009 et jusqu'au mois d'octobre 2010. Sinaï Cement Company (SCC) a donc recentré ses ventes sur le marché local, maintenant sa position dans le Sinaï et poursuivant sa stratégie de pénétration en ciblant plus particulièrement les marchés situés au Caire et dans le delta du Nil.

En 2009, la part de marché de SCC a progressé pour s'établir en fin d'année à 7,3% contre 5,9% en 2008. Le gouvernement égyptien a pris des mesures pour réguler le prix du ciment sur le marché local.

La forte hausse des ventes a été rendue possible par la pleine utilisation de la nouvelle capacité mise en service au début du second semestre 2008.

Évolution des ventes

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Domestique	2 266	3 493	+54,1%
Export	104	0	-100%
Total des ventes	2 370	3 493	+47,4%

MARCHE DE L'USINE

La marche de l'usine a été excellente en 2009. En effet, avec une augmentation de sa production de clinker de 58,7% et de ciment de 46,8% par rapport aux résultats 2008, l'usine d'Al Arish a produit plus de 3,3 millions de tonnes de clinker et de l'ordre de 3,5 millions de tonnes de ciment en 2009. SCC occupe à présent la quatrième place des producteurs de clinker en Égypte.

INVESTISSEMENTS

La construction d'un quatrième broyeur à ciment a été lancée en avril dernier pour permettre à SCC d'accompagner

la forte croissance du marché local. Ce broyeur à boulets sur patins d'une capacité de 140 tonnes par heure est d'une conception similaire aux trois broyeurs existants, ce qui permettra une optimisation du stock de pièces de rechange.



ENVIRONNEMENT

L'usine de SCC reste la référence en Égypte en matière d'environnement. Des essais d'incinération de résidus de tri de déchets ménagers ont été réalisés et la recherche d'autres types de combustibles de substitution est en cours.

Coucher de soleil sur l'usine de Sinaï Cement Company - Al Arish, Égypte





La nouvelle ligne de cuisson
de 3 500 t/j de clinker de
l'usine de Sococim Industries -
Rufisque, Sénégal

SÉNÉGAL

CIMENT

1 CIMENTERIE
2,2 MILLIONS DE TONNES
VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

Le marché a bénéficié de projets d'infrastructures financés par l'État sénégalais ou par des aides extérieures : la construction d'une autoroute entre Dakar et Thiès, le plan de mobilité urbaine de la ville de Dakar, l'aéroport de Ndiass, ainsi que du développement du port de Dakar. La progression du marché a été également soutenue par la hausse de la construction individuelle en dépit du repli des transferts de la diaspora sénégalaise provoqué par la crise dans les pays développés.

Consommation de ciment

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Consommation totale	2 148	2 132	-0,7%

Le marché domestique est resté très soutenu au premier semestre, mais a été fortement affecté ensuite par l'hiver qui a été exceptionnellement pluvieux ; la reprise a tardé et n'a été sensible que vers la fin de l'année.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

Évolution des ventes

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Domestique	1 630	1 615	-0,9%
Export	320	546	+70,6%
Total des ventes	1 950	2 161	+10,8%

Le démarrage des installations d'ensilage et de broyage fin 2008 a permis un redéploiement à l'export pour saturer les nouvelles capacités de production de l'usine. Le Mali est resté en 2009 la principale destination d'exportation. Les ventes vers la Gambie, le Congo, les Guinée ont par ailleurs été développées. Première cimenterie en Afrique à recevoir la certification CE par l'AFNOR en juin 2008 pour tous ses ciments, Sococim Industries a accrédité ses procédures de fabrication ISO9001 en août 2009.

MARCHE DE L'USINE

L'amélioration de la productivité au premier semestre 2009 et la mise en service de la nouvelle ligne de cuisson ont permis une augmentation de la production de clinker en 2009 de près de 11% à 1 222 milliers de tonnes.

Cette productivité est le résultat de :

- la mise en service d'une centrale électrique de location de 12 MW fonctionnant avec un gaz extrait au Sénégal ;
- la mise en service le 5 octobre de la nouvelle ligne de cuisson Polysius ;
- la consommation croissante de combustibles de substitution grâce à la mise en œuvre d'une station de dosage de coques d'arachides et à l'utilisation d'huiles récupérées ;
- l'incorporation de filler dans les ciments ;
- l'optimisation du nouveau broyeur à ciment.

INVESTISSEMENTS

Le programme d'investissements lancé il y a trois ans, dans le cadre du plan « Performance 2010 » est arrivé à son terme avec la mise en service de la ligne de cuisson du four 5. Il permet de porter la capacité de l'usine à près de 3,5 millions de tonnes.

Ce projet a été accompagné par la mise en service d'un nouveau bâtiment d'exploitation regroupant la salle de contrôle et le laboratoire automatique autour des équipes d'exploitation.

ENVIRONNEMENT

Dans le cadre de sa politique environnementale, Sococim Industries a visé à réduire :

- les émissions de poussières diffuses : plusieurs filtres à manches ont été installés et un hall de stockage de clinker entièrement dépoussiéré est en cours de construction ;
- les émissions de gaz à effet de serre : les plantations de jatrophas dans les carrières ont été poursuivies et le brûlage de coques d'arachides augmenté.

Compte tenu du niveau des performances environnementales de l'usine, Sococim Industries vise à obtenir une accréditation ISO14001 au cours de l'année 2010.

Le Conseil d'administration du groupe Vicat lors de l'inauguration de la nouvelle ligne de cuisson de l'usine - Rufisque, Sénégal



GRANULATS

2 CARRIÈRES DE GRANULATS

2 MILLIONS DE TONNES VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

2009 a été marquée par une dégradation du marché des granulats au Sénégal. Plusieurs facteurs expliquent cette situation :

- la poursuite de la conjoncture défavorable constatée depuis le dernier trimestre 2008, tant dans le domaine de la construction de logements que celui de certains travaux d'infrastructure ;
- l'arrivée de nouveaux acteurs et une augmentation parfois importante des capacités de production de nos concurrents ;
- la baisse sensible des prix de vente du calcaire et du basalte.

ACTIVITÉ DU GROUPE

Évolution de l'activité

Volumes hors Groupe	2008	2009	Écart
Granulats (en milliers de tonnes)	2 270	2 025	-10,8%
Nombres de sites de granulats	2	2	=

INVESTISSEMENTS

Les investissements ont été réduits au strict minimum et se sont limités au remplacement d'un concasseur sur la carrière de Diack.

ENVIRONNEMENT

Le plan de reboisement sur les pourtours de la carrière de granulats calcaire de Bandia s'est poursuivi conformément au planning initial.

Les piles principales du futur pont réalisé sur le fleuve Niger avec du ciment fourni par Sococim Industries - Bamako, Mali



CIMENT

CONJONCTURE SECTORIELLE

Faiblement intégré au système financier international, le Mali a finalement peu souffert de la crise en 2009. La construction des infrastructures du pays se poursuit et de nombreuses routes sont en chantier (route Kayes-Bafoulabé-Kita-Bamako – route Douentza-Tombouctou – route Tambacounda-Kéniéba-Kita-Bamako). À Bamako, les travaux du troisième pont sont bien avancés, tout comme le nouvel échangeur du pont du roi Fahd. Le Projet pour le Développement Economique et Social (PDES), fer de lance du président du Mali, est donc en marche avec, notamment, la poursuite de la construction de 20 000 logements sociaux sur cinq ans.

Consommation de ciment

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Consommation totale	1 320	1 380	4,5 %

ACTIVITÉ DU GROUPE

Dans ce contexte, les ventes du Groupe continuent de se développer ; elles atteignent 460 371 tonnes au global dont 39 479 vendues par Ciments & Matériaux du Mali (CMM) contre 253 000 tonnes au global en 2008 dont 43 354 vendues par CMM. La dégradation de la prestation de transport ferroviaire entre Dakar et Bamako explique la baisse des ventes de CMM. Le prix moyen de vente CMM a légèrement progressé en 2009 par rapport à 2008.

INVESTISSEMENTS

Après analyse du potentiel du marché malien, le Groupe a décidé l'implantation dans la région de Bamako d'une unité de broyage clinker d'une capacité de 80 t/h, soit environ 400 000 t/an. Les discussions sont avancées avec l'État du Mali pour la réalisation de cette unité. Les négociations avec les ingénieries chinoises pour la réalisation de cet équipement sont proches de leur conclusion.

CIMENT

1 CENTRE DE BROyage

CONJONCTURE SECTORIELLE

Le secteur du bâtiment privé a bien résisté, malgré un contexte difficile rendu plus contraignant par le manque de liquidités. Les financements internationaux qui avaient été suspendus ont repris après l'élection présidentielle du mois de juillet.

Consommation de ciment

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Consommation totale	600	630	5 %

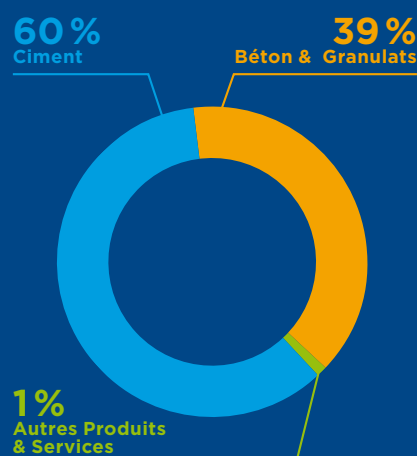
ACTIVITÉ DU GROUPE

Pour sa deuxième année d'exploitation, BSA Ciment a réalisé une croissance significative en dépit de difficultés d'approvisionnement électrique. En effet, après un fonctionnement satisfaisant de l'atelier de broyage sur le premier semestre, l'interruption de la production électrique de la société nationale a forcé BSA Ciment à mettre en place une solution de production indépendante. Cette installation, réceptionnée début novembre 2009, a permis d'optimiser le débit du broyeur.

Évolution des ventes

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Volume des ventes	75	104	38,7 %

La qualité du ciment produit par BSA Ciment est en passe de devenir une référence à Nouakchott. En 2010, BSA Ciment se préparera pour la certification à la norme CE et se trouvera ainsi en position de répondre aux appels d'offres les plus exigeants.



chiffre d'affaires

156 M€

collaborateurs

906

TURQUIE

CIMENT

2 CIMENTERIES
3,1 MILLIONS DE TONNES
VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

Le secteur de la construction s'est contracté pendant les sept derniers trimestres, à la fois marqué par la profondeur de la crise économique et par un important stock de biens vacants dans le secteur privé. Le gouvernement tente de relancer la construction par des projets d'investissements publics : projets routiers et ferroviaires, centrales hydro-électriques, ou logements sociaux (Toki).

Le marché domestique du ciment en Turquie a été marqué par :

- une consommation ciment en régression de 4,5% (après une baisse de 4,4% en 2008) ;
- une augmentation des capacités clinker de 4 millions de tonnes.

Consommation de ciment

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Marmara	12 614	10 450	-17,6%
Égée	4 518	3 840	-15,0%
Méditerranée	5 343	5 300	-0,8%
Mer Noire	4 739	4 700	-0,8%
Anatolie Centre	7 863	7 830	-0,4%
Anatolie Est	1 985	2 310	+16,4%
Anatolie Sud	3 511	3 820	+8,8%
Autres	2 450	2 835	+15,7%
Total Turquie	43 023	41 085	-4,5%

L'Anatolie Centrale et la Méditerranée sont en légère régression en 2009 après des baisses plus marquées en 2008.

La zone de Marmara, région à forte densité urbaine, est fortement frappée par la baisse du marché de la construction, et connaît une baisse marquée des volumes ciment.

Dans un contexte de diminution de consommation du marché domestique et de forte pression concurrentielle, les producteurs turcs sont très orientés vers l'export. Ainsi, les volumes exportés ont progressé de 34,7% en atteignant 12 millions de tonnes à fin octobre 2009.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

Évolution des ventes

En milliers de tonnes	2008	2009	Écart
Ciment	3 083	3 015	-2,2%
Dont marché export	446	36	-19,4%
Chaux	57	55	-3,9%
Total des ventes	3 140	3 070	-2,2%

Les volumes de vente ciment régressent de 2,2% sur 2009, avec :

- des ventes domestiques en légère progression sur l'année (+0,7%). Elles augmentent à Konya grâce au développement des volumes en sacs, tandis qu'elles stagnent sensiblement à Baştaş. La région de Konya, plus dépendante du secteur agricole relativement épargné par la crise économique, a vu son niveau d'activité moins perturbé ;
- l'export en baisse de 19,4%. L'accélération des ventes vers les pays du Moyen-Orient et d'Afrique ne compense pas la perte des tonnages exceptionnels réalisés en 2008 avec la Russie.

Les prix domestiques baissent de 4,9% en moyenne sur l'année 2009 dans une situation de confrontation concurrentielle permanente et de baisse de la consommation ciment. La région d'Ankara a été la plus durement touchée par le recul des prix.



MARCHE DES USINES

Une attention particulière a été portée tout au long de l'année 2009 à la maîtrise des prix de revient des usines, avec notamment une optimisation du fonctionnement des ateliers en fonction des plages tarifaires pour la fourniture d'électricité.

Baştaş Çimento et Konya Çimento ont converti en cours d'année leurs certifications ISO 9001 dans la version 2008 de la norme.

INVESTISSEMENTS

Réalisation des travaux nécessaires au maintien des usines à un niveau de sécurité maximale, notamment dans le cadre de la certification OHSAS 18001.

ENVIRONNEMENT

La filiale commune Chimirec/Baştaş (Cözüm) chargée de collecter et préparer les déchets en vue de leur utilisation comme combustibles de substitution a démarré son activité en mai 2009. Des déchets industriels ont ainsi pu être traités et utilisés dans le four n°2 de Baştaş. Les aménagements des usines et des carrières ont été poursuivis avec un total de 13 500 arbres plantés sur les sites du Groupe.

BÉTON & GRANULATS

37 CENTRALES À BÉTON
2,3 MILLIONS DE M³ VENDUS

6 CARRIÈRES DE GRANULATS
4 MILLIONS DE TONNES VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

Évolution du marché

	2008*	2009	Écart
Production (en milliers de m ³)	69 900	67 500	-3,4%
Nombre d'installations	825	850	+3,0%
Nombre de sociétés	462	460	-0,4%

* D'après les données du THBB

Les volumes connaissent une régression estimée à 3,4% sur 2009. Compte tenu de la situation, certains indépendants n'ont pu satisfaire au paiement de leurs dettes, et ont quitté le secteur, occasionnant une baisse du nombre de sociétés opérant dans le béton. Parallèlement, le nombre d'installations continue à se développer (+3%), témoignant d'une intensification du maillage géographique et de la croissance en taille des sociétés présentes sur le secteur.

La consommation turque de granulats est estimée à 240 millions de tonnes en 2009, contre 260 millions de tonnes en 2008. Elle est destinée aux utilisations suivantes : 70% pour l'activité béton et préfabrication, 30% pour la construction de routes et asphalte. Les ventes d'agré-gats sur le marché d'Ankara peuvent être estimées à 14 millions de tonnes en 2009. Sur cette zone, deux nouvelles installations concurrentes ont vu le jour.

ACTIVITÉ DU GROUPE

Dans un marché global en baisse, le Groupe affiche sa volonté de conserver ses volumes, afin de garantir les débouchés aux activités ciment. Les volumes vendus progressent ainsi de 15,3% sur l'année. Ils sont en forte hausse sur la zone d'Ankara grâce à la prise de chantiers Toki, par le développement de centrales mobiles.

Évolution de l'activité

	2008	2009	Écart
Volume vendu			
Béton (en milliers de m ³)	2 030	2 341	+15,3%
Granulats (kt)	3 901	4 022	+3,1%
Nombre de sites			
Centrales	29	37	+8
Sites de granulats	6	6	=

Les prix régressent en 2009 avec un impact plus marqué dans la région d'Ankara. La mise en place de centrales au plus près des chantiers permet cependant de réduire le coût de transport.

Les volumes de granulats vendus par le Groupe progressent sensiblement de 3,1%.

Avec cinq installations sur la zone d'Ankara, Tamtas reste un acteur majeur sur cette région.

► Site de construction du barrage d'Ermenek sur la rivière Göksu, approvisionné en ciment par Konya Çimento - Turquie



CIMENT

1 CIMENTERIE EN CONSTRUCTION

1,1 MILLION DE TONNES CAPACITÉ

AVANCEMENT DU PROJET

Le chantier a progressé de façon spectaculaire entre mars et novembre 2009 concernant les travaux suivis par l'ingénierie chinoise CTIEC, titulaire d'un contrat clés en main pour la réalisation de l'unité de production. Les travaux de génie civil, achevés à 62% et ceux de montage mécanique, achevés à 40%, reprendront dès le début du mois de mars 2010, au sortir de l'hiver rigoureux.

Les installations auxiliaires sont en cours de réalisation par des sociétés kazakhes. Il s'agit des deux sous-stations électriques et de la ligne haute tension (38 km), de l'embranchement de la voie ferrée (5,7 km) et du terminal dans l'usine (6,2 km), de la prise et de l'amenée d'eau dans l'usine, du traitement des eaux usées et de la piste reliant la carrière à l'usine.

Le plan de recrutement du personnel de l'usine a été lancé en début d'année 2010, l'effectif final, hors sous-traitants, ayant été défini à 150 personnes. Pour assurer une bonne transition et une continuité des performances de l'outil industriel, la conduite initiale et la formation des employés vont être confiées à l'ingénierie CTIEC, qui déléguera sur site près de 100 personnes ayant une bonne expérience en production, maintenance et travaux de laboratoire.

La stratégie commerciale consistera à fournir un ciment courant mais de qualité constante, en profitant de l'avantage de proximité des grands centres de consommation. Dans un premier temps, le transport du ciment par voie ferrée sera privilégié.

© Janarbek Amankulov



L'usine de Jambyl Cement en construction avec, au premier plan, les halls marne et calcaire en octobre 2009 - Mynaral, Kazakhstan

INDE

CIMENT

1 CIMENTERIE EN CONSTRUCTION 2,5 MILLIONS DE TONNES CAPACITÉ

AVANCEMENT DU PROJET

La société Vicat Sagar Cement Private Limited (VSL) dont le groupe Vicat détient 51% et le partenaire indien Sagar Cements Limited 49%, a pour objectif la création d'une cimenterie *greenfield* d'une capacité cible de 5,5 millions de tonnes située dans le *cluster* de Gulbarga dans l'État du Karnataka.

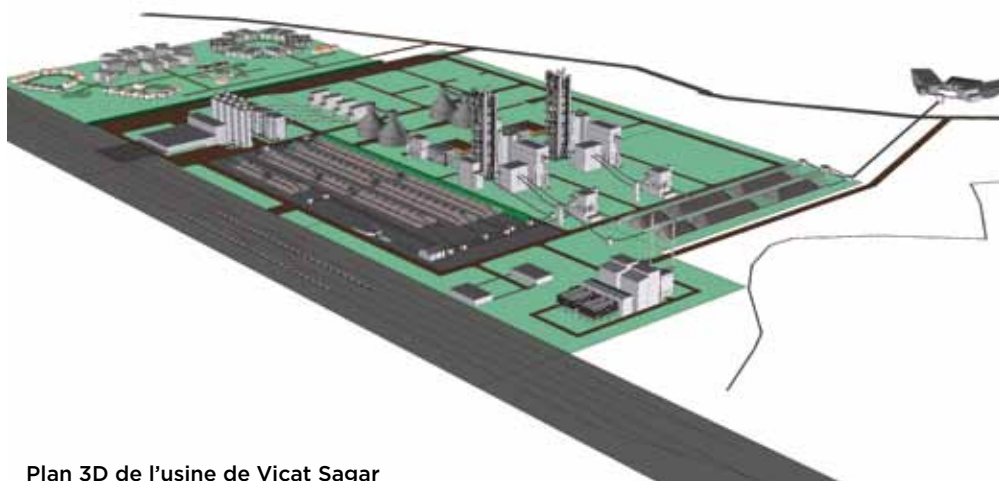
En juin 2009, le ministère de l'Environnement et des Forêts a attribué à VSL l'autorisation d'exploitation des carrières et de l'usine. En juillet 2009, l'accord d'établissement a été émis par le Bureau de Contrôle de la Pollution de l'Andhra Pradesh. La licence d'exploitation des carrières du site de Chatrasala, notifiée par le département des mines et de la géologie de l'État du Karnataka, a été enregistrée en novembre 2009.

La compagnie de chemin de fer *South Central Railway* a donné son accord pour le tracé de la ligne de chemin de fer reliant l'usine au réseau dont la mise en service est prévue pour fin 2011. Le dossier est géré par un consultant spécialisé dans le domaine.

Des discussions avancées avec l'autorité électrique du Karnataka déboucheront avant la fin du premier semestre 2010 sur la sélection du réseau alimentant l'usine. La finalisation du choix du fournisseur de la centrale électrique de 40 MW est prévue pour avril 2010.

Des lettres d'intention permettant le démarrage des études ont été signées en décembre 2009 avec des équipementiers pour la fourniture des broyeurs à cru et ciment et pour la ligne de cuisson. Les contrats, en cours de négociations, seront signés prochainement. Les négociations sont en cours de finalisation avec le sous-traitant qui effectuera les travaux de génie civil.

Après plusieurs mois d'études et de travaux préparatoires, le montage du financement du projet est maintenant dans sa phase finale avec le lancement le 19 janvier de la syndication du financement. La structure retenue vise à bénéficier des maturités longues proposées par les institutions de financement du développement, et à protéger la filiale du risque de change par un *cross currency swap*, permettant au global d'aboutir à un financement long terme à taux fixe en roupie compétitif.



Plan 3D de l'usine de Vicat Sagar Cement dans l'État du Karnataka - Inde

RESSOURCES HUMAINES

cinq zones

11 PAYS

effectif moyen

6 712

accidents avec arrêt

-17,4 %

collaborateurs hors de France

4 143

L'appropriation des valeurs du Groupe par ses collaborateurs est le facteur clé des succès qu'il a pu connaître tout au long de plus de cent cinquante ans d'existence :

- la réactivité et la capacité du management à prendre des décisions rapidement ;
- le goût pour l'innovation, la recherche & développement et le progrès, qui se nourrit des découvertes de Louis Vicat au XIX^e siècle ;
- la ténacité, qui a permis au Groupe de surmonter les épreuves qu'il a connues depuis sa création ;
- le sentiment commun d'appartenance au Groupe, qui donne une capacité à mobiliser les énergies et une puissance d'action forte pour atteindre les objectifs.





POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES

La politique de ressources humaines doit mettre en adéquation les compétences individuelles des collaborateurs ou collectives des équipes avec la stratégie de développement du Groupe, dans une vision à court, moyen ou long terme. Elle s'envisage dans le respect et la promotion des valeurs qui fondent sa culture. Elle cherche à maintenir et à développer l'attractivité du Groupe pour les salariés, ainsi qu'à les fidéliser.

Dans cet esprit, la promotion interne est privilégiée autant que possible. Elle doit permettre d'offrir à chacun des perspectives d'évolution à la hauteur de ses capacités et de ses ambitions. La mobilité tant fonctionnelle que géographique est l'une des conditions de cette progression.

FORMATION

Le développement des compétences de ses collaborateurs représente un enjeu important pour le Groupe : chaque année, une part significative de sa masse salariale est investie dans les actions de formation.

Dans un contexte d'investissements industriels importants et de complexification croissante des process due à l'innovation technologique, la formation des ingénieurs et des techniciens aux outils et méthodes nécessaires au bon fonctionnement de l'outil industriel constitue une priorité. Comme chaque année, deux séminaires « process » et un séminaire maintenance ont été organisés en 2009 pour des ingénieurs et cadres techniques de toutes les cimenteries du Groupe.

L'accent a été mis en 2009 sur la formation à l'usage des combustibles et matières de substitution des responsables de cette activité dans les filiales du Groupe. Enfin, une action a été conduite pour former les forces de vente de l'activité Béton France à leur nouvel outil marketing.

Des formations internes ou externes permettant d'acquérir les compétences transversales (formation au management, conduite de projet, langues...) nécessaires au Groupe complètent les formations techniques.

ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

L'effectif moyen global du Groupe est en baisse de 1,8% par rapport à 2008 malgré la montée en puissance des projets au Kazakhstan et en Inde.

Évolution de l'effectif moyen par zone géographique

	2008	2009	Écart
France	2 650	2 569	-3,1%
Suisse/Italie	1 023	1 061	3,7%
États-Unis	1 335	1 150	-13,8%
Turquie/ Kazakhstan/Inde	892	906	+1,6%
Sénégal/ Mauritanie/Mali /Égypte	936	1 026	+9,6%
Total	6 836	6 712	-1,8%

Cette baisse des effectifs traduit l'impact de la crise sur le dimensionnement des équipes. Ce dernier a été revu à la baisse sauf en Afrique de l'Ouest et en Suisse où l'activité est restée soutenue, et au Kazakhstan et en Inde où les projets montent en puissance. L'impact social pour les collaborateurs du Groupe a pu être limité et n'a pas donné lieu à la fermeture de sites ou à des plans de

départ. L'attrition naturelle et la diminution de l'intérim (-45% en France par exemple, soit environ 120 postes équivalents temps plein) ont permis de diminuer les charges globales de personnel. En France, l'effectif moyen global, toutes activités confondues, baisse de 3,1% en 2009 par rapport à 2008.

Évolution de l'effectif ponctuel par type de mouvements

	Effectif
Effectif au 31 décembre 2008	6 892
Départs naturels (démissions, fins de contrats, décès)	-456
Départs en retraite, préretraite, licenciements, autres mouvements...	-412
Variations de périmètre de consolidation	20
Embauches	625
Effectif au 31 décembre 2009	6 669

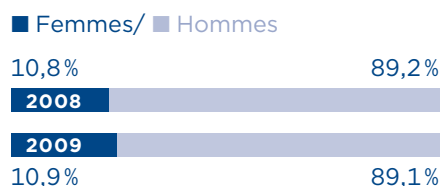
L'âge moyen et l'ancienneté moyenne des collaborateurs du Groupe continue à progresser tant en France qu'à l'étranger.

Évolution de la séniorité

	Âge moyen		Ancienneté moyenne	
	2008	2009	2008	2009
Total Groupe	41,2	42,6	8,9	9,8
Dont France	41,6	42,1	11,5	11,9

La part des femmes dans l'effectif global est en légère progression pour la quatrième année consécutive passant de 9,8% en 2006 à 10,9% en 2009. Il en va de même pour la France où la proportion passe de 15,6% en 2006 à 16,7% en 2009. Au cours de l'exercice, les femmes représentaient 12,4% de l'encadrement (dont 16,5% en France), 24,9% des employés et seulement 1,8% du personnel ouvrier.

Répartition de l'effectif par sexe



SÉCURITÉ

En 2009, la multiplication des actions de sensibilisation et de prévention aux risques dans le Groupe a permis d'améliorer les résultats « sécurité ». Ainsi, le nombre d'accidents avec arrêt de travail décroît pour la troisième année consécutive.

En France, dans l'activité Béton & Granulats, la démarche OHSAS 18001 conduite en 2009 devrait permettre d'obtenir la certification avant la fin 2010. Dans l'activité Ciment, après l'usine de Peille qui avait été certifiée OHSAS 18001 en 2007, l'usine de Montalieu devrait également obtenir sa certification en 2010.

Indicateurs de sécurité

	2008	2009
Nombre d'accidents avec arrêt	190	157
Nombre de jours de travail perdus	7 490	6 207
Taux de fréquence	15,7	13,6
Taux de gravité	0,62	0,54



L'ENVIRONNEMENT

axes prioritaires

5 AXES

combustibles de substitution
utilisés en % des thermies totales

13,6 %

carrières réaménagées

894 109 m²

carrières avec un plan
de réaménagement

84 %

Le Groupe développe son action pour le respect de l'environnement autour de cinq axes prioritaires :

- la meilleure insertion des carrières de matières premières dans l'environnement ;
- le choix optimisé des sources d'énergie pour maximiser la part des combustibles de substitution et déchets ;
- la gestion des eaux et leur recyclage ;
- la réduction des nuisances (émissions, bruits) ;
- la protection du climat par la gestion du CO₂.





Site de la carrière de Sainte-
Hélène-sur-Isère réaménagé en
base de loisirs - Savoie, France

L'INSERTION DES CARRIÈRES DANS L'ENVIRONNEMENT

La prise en compte de l'environnement dans l'exploitation des carrières est réalisée suivant trois axes majeurs.

RÉAMÉNAGEMENT DES CARRIÈRES

84% des carrières du Groupe disposent d'un plan de réaménagement. En 2009, près de 900 000 m² ont été réaménagés dans le cadre de ces programmes. Ces réaménagements, à vocations multiples, s'adaptent au contexte et aux besoins locaux et intègrent notamment des prairies, des boisements ainsi que des plans d'eau. Ainsi en 2009, les plantations se sont poursuivies sur les carrières de Konya et Elmadag, en Turquie, avec plus de 13 000 arbres plantés, ou au Sénégal, autour de la carrière de granulats de Bandia.

MESURES COMPENSATOIRES AUX EXTRACTIONS

Le Groupe s'attache à mettre en place

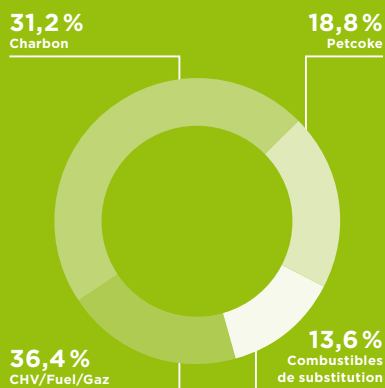
dans le cadre de ses projets des mesures compensatoires prises en concertation avec les ONG locales et les pouvoirs publics. Citons comme illustration la signature le 5 décembre 2009 d'une convention de mécénat avec l'association iséroise « Le Tichodrome », spécialisée dans la sauvegarde et les soins aux animaux sauvages blessés, et la Fédération Rhône Alpes de Protection de la Nature (FRAPNA). Le partenariat comprend la mise à disposition d'anciens terrains de carrière pour implanter des volières de convalescence, le prêt d'une ancienne habitation pour accueillir un nouveau centre de soins, et un don financier à titre de mécénat d'entreprise.

RÉDUCTION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

La maîtrise des nuisances et de l'empreinte des carrières sur la biodiversité

reste indissociable de la manière d'exploiter du Groupe. En 2009, cet axe se traduit par exemple sur la carrière de granulats de Saint-Denis-Lès-Bourg (Ain). Dans le cadre d'un partenariat entre la filiale Granulats Vicat et le syndicat mixte Veyre Vivante, le cours d'eau traversant la gravière a été déplacé pour permettre le maintien de l'activité d'extraction tout en rendant sa dynamique fluviale à la rivière. Le projet, défini par un bureau d'études spécialisé, comprend des tronçons aux caractéristiques différentes qui permettront au cours d'eau de remodeler un lit mineur de façon naturelle : méandres, dépôts, rapides... Le projet a reçu le Grand Prix catégorie « réaménagement » du concours « développement durable » organisé par l'Union Nationale des Producteurs de Granulats.

LE CHOIX OPTIMISÉ DES SOURCES D'ÉNERGIE



Le choix des combustibles utilisés dans les cimenteries intègre systématiquement les paramètres environnementaux que cela se traduise par le choix de combustibles moins émetteurs de CO₂ comme le gaz ou par la mise en œuvre de combustibles de substitution dès qu'un marché de collecte de déchets le permet industriellement et économi-

quement (sous réserve de l'accord des autorités de contrôle concernées). En 2009, la répartition des combustibles a peu évolué au global du Groupe, avec néanmoins une progression du taux de combustibles de substitution qui passe de 13,3% des thermies consommées en 2008 à 13,6% en 2009.

Au global, le taux de combustibles de substitution hors Égypte (qui n'utilise pas encore de combustibles de substitution) est de 19,5% en 2009 contre 16,2% en 2008. Ainsi, le taux de combustibles progresse de près de 1 point en France et en Turquie, et de près de 8 points en Suisse, 4 points aux États-Unis, 5 points au Sénégal.

Plusieurs projets en cours dans le cadre des plans « Performance 2010 » et « Performance + » permettront de poursuivre la progression de l'utilisation de ces combustibles.

LA GESTION DES EAUX ET LEURS RECYCLAGES

La gestion des eaux est prise en compte dans les trois métiers de base du Groupe :

- Dans le ciment, l'eau n'est utilisée que pour le refroidissement et le Groupe vise à minimiser le prélèvement sur l'environnement en privilégiant les systèmes de recyclage et en recueillant les eaux de pluie.
- Pour le béton prêt à l'emploi, l'eau est utilisée à la fois pour être incorporée au produit mais aussi pour le lavage des installations et véhicules. En France, cette activité a poursuivi la mise en œuvre du programme de gestion des eaux. En 2009, les installations de recyclage des eaux de process de 25% des sites de l'activité ont ainsi été remises à niveau.
- Dans les granulats, les prélèvements importants nécessaires au lavage des matériaux sont compensés par des systèmes de recyclage des eaux. La part de l'eau recyclée augmente chaque année pour atteindre 72% en 2009.

RÉDUCTION DES NUISANCES

Le Groupe porte une attention continue et soutenue à la réduction des nuisances causées par la conduite des activités industrielles. Ainsi, les émissions de polluants sont mesurées régulièrement et des plans d'action sont conduits pour permettre leur réduction.

L'important effort d'investissement réalisé par le Groupe au cours des dernières années avec l'installation de filtres à manches dans plusieurs usines porte ses fruits, plaçant le Groupe parmi les plus performants de la profession dans le domaine.

Par ailleurs, au-delà des émissions aux cheminées des cimenteries, des efforts sont engagés en matière de maîtrise des émissions de poussières diffuses : ainsi au Sénégal plusieurs filtres à manches ont été installés à la cimenterie de Rufisque et plusieurs transporteurs ont été mis en route pour éviter les manutentions de matières et un hall de stockage de clinker entièrement dépoussiéré est en construction.

ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE

Dans tous les pays où le groupe Vicat est présent, il a mis en œuvre des actions pour participer à l'effort collectif des pays signataires des accords de Kyoto en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'activité ciment est essentiellement concernée par les émissions de CO₂ provenant de la décarbonatation du calcaire et des combustibles utilisés dans les fours.

En 2009, les émissions totales de l'activité Ciment du Groupe ont représenté 8 752 898 tonnes de CO₂. Ces émissions sont en nette baisse en valeur absolue, 5,6%, compte tenu de celle de la production clinker, 4,7%. Les émissions par tonne diminuent de 1% à 815 kg de CO₂ par tonne de clinker notamment du fait du mix de production des usines et de la part croissante de combustibles biomasse.



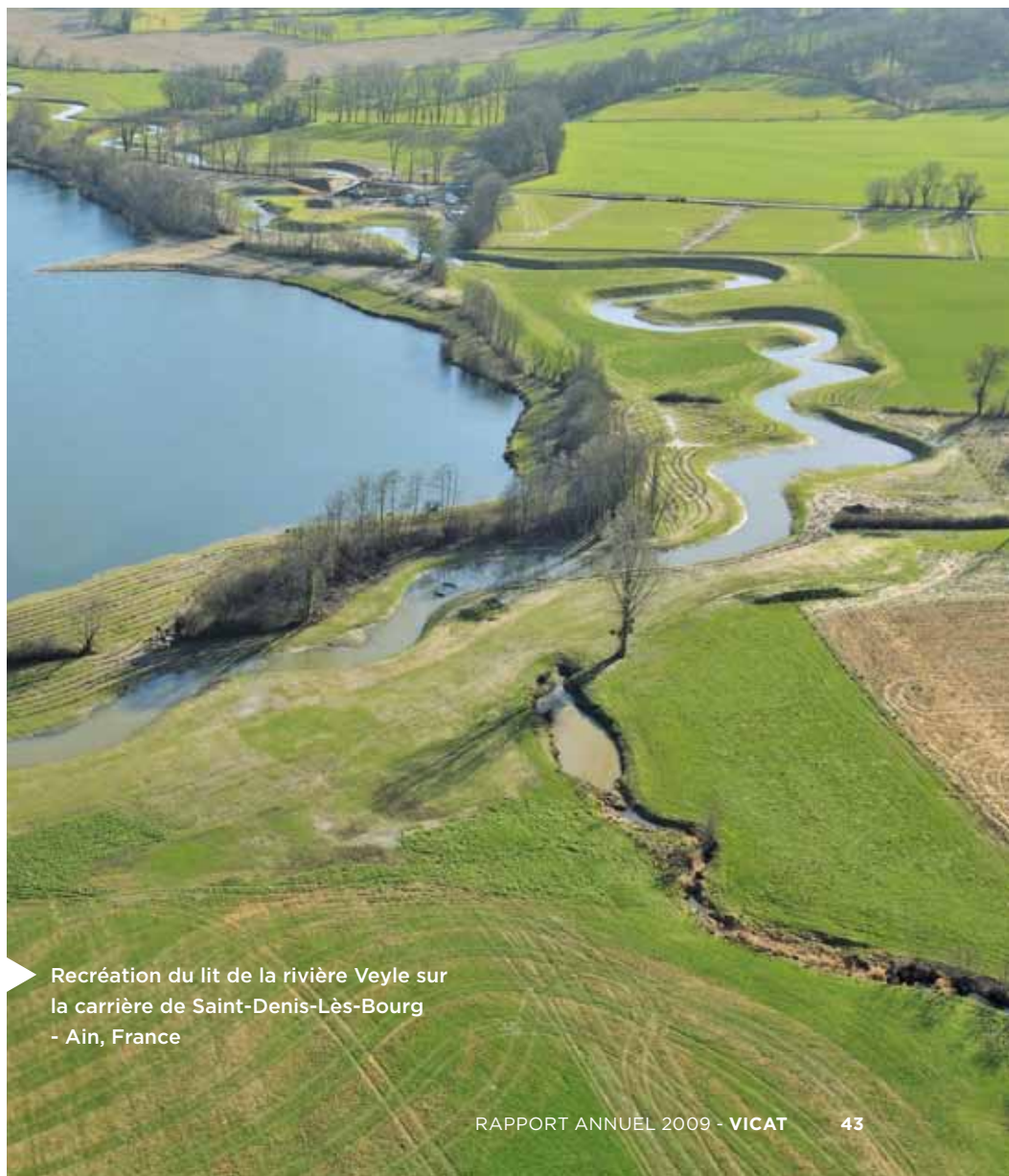
Plantation de 500 ha de Jatropha sur les carrières de l'usine de Sococim Industries pour être utilisés comme biocombustible - Rufisque, Sénégal

Évolution des émissions

	% de la production clinker 2009 couverte par l'analyse	Émissions totales (tonnes)		Émissions (g/t de clinker)	
		2008*	2009	2008*	2009
Poussières	100%	476	451	42	42
SOx	50%	2 861	2 942	552	552
NOx	69%	11 840	8 605	1 469	1 164

* Hors données relatives aux émissions de l'usine de Rufisque jugées non représentatives.

© Vital/Veyle-vivante



Recréation du lit de la rivière Veyle sur la carrière de Saint-Denis-Lès-Bourg - Ain, France

GOUVERNANCE CONSEIL & DIRECTION

DIRECTION

JACQUES MERCERON-VICAT
Président

GUY SIDOS
Directeur général

JEAN-MICHEL ALLARD
Directeur général adjoint

ÉRIC HOLARD
Directeur général adjoint

RAOUL DE PARISOT
Directeur général adjoint

BERNARD TITZ
Directeur général adjoint et
Secrétaire général

ÉRIC BOURDON
Directeur performances et
investissements

PIERRE-OLIVIER BOYER
Directeur des relations humaines

PHILIPPE CHIORRA
Directeur juridique

GILBERT NATTA
Directeur du développement

DOMINIQUE RENIÉ
Directeur technique

JEAN-PIERRE SOUCHET
Directeur financier

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DÉCEMBRE 2009

JACQUES MERCERON-VICAT
Président

PIERRE BREUIL

RAYNALD DREYFUS

RENÉ FEGUEUX

JACQUES LE MERCIER

LOUIS MERCERON-VICAT

BRUNO SALMON

SOPHIE SIDOS

GUY SIDOS

P&E MANAGEMENT
représenté par PAUL VANFRACHEM

COMMISSAIRES AUX COMPTES

TITULAIRES
KPMG Audit
Wolff & Associés SAS

SUPPLÉANTS
Cabinet Constantin
Exponens Conseil et Expertise

Structure tubulaire du hall de préhomogénéisation calcaire de l'usine de Jambyl Cement assemblée par l'équipe spécialisée du sous-traitant chinois, China Triumph International Engineering Company - Mynaral, Kazakhstan

GOUVERNANCE

Un certain nombre de textes récents sont venus transposer en droit français les directives européennes sur la gouvernance des sociétés cotées. Afin de se conformer à ces textes ainsi qu'aux recommandations qui en découlent, notre Société a pris les décisions suivantes :

CONCERNANT LE GOUVERNEMENT

D'ENTREPRISE, la Société a fait le choix de se référer au code de gouvernement d'entreprise élaboré par l'Afep et le Medef. À cet effet, les actions suivantes ont été engagées, notamment au cours des deux dernières années :

- renouvellement des membres du Conseil d'administration portant en 2009 le nombre des administrateurs indépendants à la moitié du Conseil ;
- mise en place de deux comités : un comité d'audit et un comité des rémunérations ;
- renforcement de l'information financière avec la création d'un poste relations investisseurs, dont l'action a été primée par la communauté financière ;
- accélération des délais de publication des comptes ;
- établissement d'un document de référence ;
- prise en compte des recommandations relatives aux rémunérations des dirigeants ;
- développement du rapport du Président sur la gouvernance et le contrôle interne.

CONCERNANT LE CONTRÔLE INTERNE, le cadre de référence choisi par la Société est celui de l'AMF publié en janvier 2007. Le guide, établi en application de ce cadre, définit le contrôle interne comme un dispositif qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et orientations fixées par la Direction générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la Société, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs ;
- la fiabilité des informations financières.

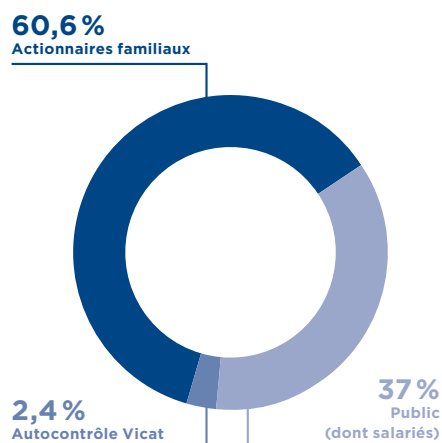
Pour plus d'information, le rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne est présenté aux pages 129 et suivantes du présent rapport annuel.



BOURSE & ACTIONNARIAT

CAPITAL SOCIAL

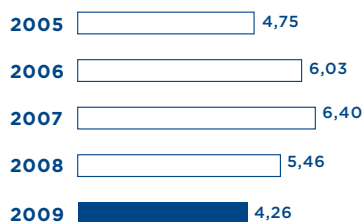
Le capital est composé de 44 900 000 actions d'une valeur nominale de 4 euros chacune, soit un montant de capital de 179 600 000 euros. La répartition du capital social au 31 décembre 2009 est présentée ci-dessous.



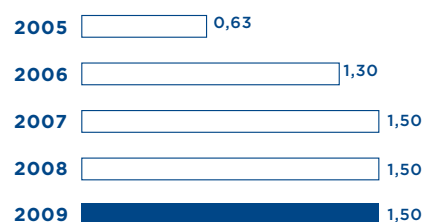
DIVIDENDE

Sur la base des résultats 2009, et confiant dans la capacité du Groupe à poursuivre son développement, le Conseil d'administration a décidé de proposer aux actionnaires de voter, lors de l'Assemblée Générale du Groupe qui se tiendra le 28 avril 2010, en faveur du maintien du dividende de 1,50 euro par action.

Résultat par action en euros



Dividende par action en euros



INFORMATION DES ACTIONNAIRES

Service actionnaires et investisseurs :

Tél. : 01 58 86 86 14 - Fax : 01 58 86 87 88

Email : relations.investisseurs@vicat.fr

Site internet : www.vicat.fr

Mnemonic : VCT

Code ISIN : FR0000031775

Sicovam : 03177

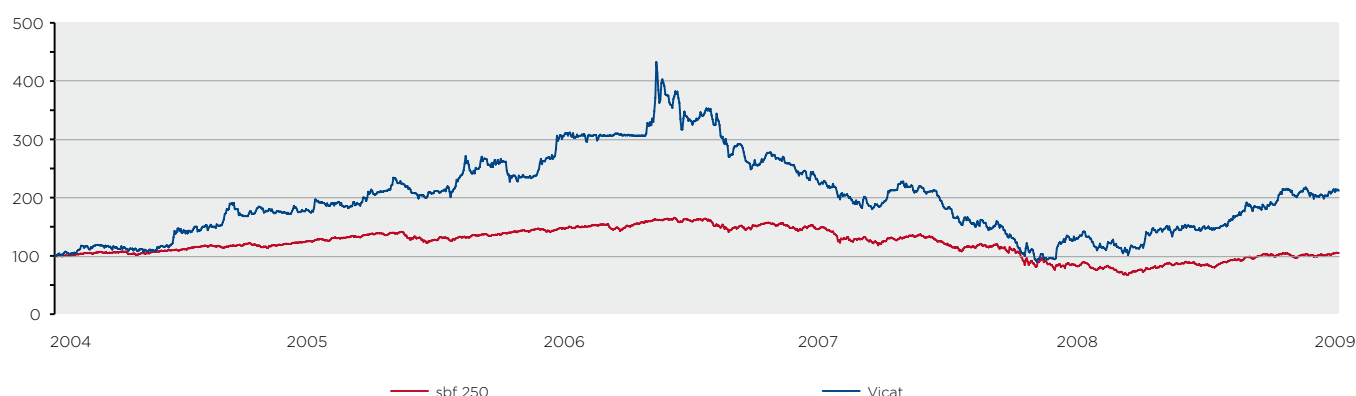
Bloomberg : VCT.PA

Reuters : VCTP.PA



STATUT BOURSIER

Évolution du cours de l'action



Vicat fait partie depuis le 24 décembre 2007 de l'indice SBF 250. Les titres Vicat sont éligibles au Service du règlement différé (SRD) depuis le 26 février 2008.

LA COMMUNICATION FINANCIERE

Vicat poursuit ses efforts de communication vis-à-vis de ses actionnaires avec un souci permanent de transparence et de facilité d'accès à l'information. Le Groupe s'engage donc à mettre régulièrement à la disposition du public les informations relatives à son activité, sa stratégie, ses résultats et ses objectifs. Le programme de communication du Groupe comporte notamment :

- la mise à la disposition du public des informations réglementées AMF sur le site internet du Groupe (www.vicat.fr) ;
- des communiqués de presse trimestriels, semestriels, annuels et relatifs à toute

information significative concernant la vie et le développement du Groupe ;

- un rapport annuel ;
- un document de référence ;
- un site internet dédié : www.vicat.fr, section « Informations financières ».

Enfin, Vicat participe à de nombreuses conférences et événements pour faciliter et accroître les contacts directs entre les différents acteurs de la communauté financière et le Groupe.

Calendrier de communication financière

28 avril 2010

Assemblée Générale annuelle

5 mai 2010 (publication après bourse)

Chiffre d'affaires 1^{er} trimestre 2010

4 août 2010 (publication après bourse)

Chiffre d'affaires et résultats du 1^{er} semestre 2010

3 novembre 2010

(publication après bourse)
Chiffre d'affaires 9 mois 2010

GLOSSAIRE

Adjuvant

Produit chimique incorporé à faible dose (moins de 5 % de la masse du ciment) dans le béton ou le mortier afin de modifier certaines de ses propriétés. L'incorporation se fait soit avant, soit pendant le mélange, soit au cours d'une opération supplémentaire de malaxage.

Agrégat

Fragment généralement de roche, utilisé comme granulat d'un béton ou d'un mortier. Le terme granulat est mieux adapté.

Béton prêt à l'emploi (BPE)

Béton fabriqué dans une installation extérieure au site de construction ou sur le chantier de construction, mélangé dans un malaxeur fixe, livré par le producteur à l'utilisateur, à l'état frais et prêt à l'emploi.

Broyeur

Appareil de broyage qui permet de réduire en poudre ou en très fines parcelles. En cimenterie il peut être soit à boulets, soit à galets, soit à rouleaux.

Ciment

Liant hydraulique, c'est-à-dire une poudre fine qui, gâchée avec de l'eau, forme une pâte qui fait prise et durcit par suite de réactions avec l'eau. Après durcissement, cette pâte conserve sa résistance et sa stabilité même sous l'eau.

Clinker

Constituant de base du ciment, composé à partir de quatre éléments minéraux majeurs : calcaire, silice, alumine et oxyde de fer. Il est obtenu par cuisson à haute température en four de cimenterie.

Concasseur

Engin de concassage, utilisé surtout en carrière.

Cru

Nom donné à la matière première dosée avant entrée dans le four à ciment.

Électrofiltre

Filtre électrostatique très répandu dans les cimenteries pour dépoussiérer les gaz de four ou de cheminée des broyeurs.

Enduit

Revêtement superficiel constitué d'un mortier de ciment et/ou de chaux hydraulique, destiné à recouvrir une paroi, afin d'en homogénéiser la surface et de l'imperméabiliser.

Ensacheuse

Dispositif automatisé de mise en sacs. En cimenterie, sa capacité peut atteindre 5 000 sacs/heure.

Granulat

Constituant du béton. Ensemble de grains minéraux que l'on désigne, suivant leur dimension qui est comprise entre 0 et 125 mm (la dimension est la longueur du côté de la maille carrée du tamis à travers laquelle le grain peut passer) : fillers, sablons, sables ou gravillons.

Filtre à manches

Utilisé pour dépoussiérer les gaz, le filtre à manches est constitué de plusieurs centaines de manches de tissus placées sur plusieurs chambres disposées en parallèle. À leur traversée, les gaz abandonnent leur poussière dans les poches qui sont vidées périodiquement et alternativement par frappage mécanique ou soufflage d'air à contre-courant.

Homogénéisation

Opération pratiquée en cimenterie pour obtenir un mélange intime des composants de la farine avant cuisson.

Mortier

Mélange de ciment, de sable et d'eau, éventuellement complété par des adjuvants et des additions. Il se distingue du béton par son absence de gravillons.

Précalcinateur

Chambre de combustion disposée en pied de la tour de préchauffage, alimentée en combustibles de tous types et en air de combustion chaud (750 à 900°C) provenant du refroidissement du clinker. Le précalcinateur peut apporter jusqu'à 55 % de la chaleur nécessaire à la bonne marche du four.

Préfabrication

Réalisation de composants de construction hors de leur emplacement définitif, en usine ou sur un site à proximité de l'ouvrage. On peut préfabriquer en béton de nombreux composants de structure poteaux, poutres, panneaux porteurs, ou d'enveloppe, panneaux de façade, bardages, ainsi que des éléments standardisés blocs, poutrelles, prédalles, dalles alvéolées, tuiles et enfin des pièces de voirie, d'assainissement ou de mobilier urbain.

Préhomogénéisation

Opération pratiquée en cimenterie pour obtenir un pré-mélange des matières premières concassées avant broyage.

Refroidisseur

Appareil situé en sortie d'un four de cimenterie destiné à refroidir le clinker de 1 400°C à la température ambiante.

Tour de conditionnement

Tour disposée sur la sortie des fumées de la tour de préchauffage afin de les refroidir et les humidifier afin d'optimiser le rendement de l'électrofiltre situé en aval.

Valorisation énergétique

Introduction dans le processus de production, de sous-produits, déchets ou combustibles a priori inutiles afin d'en utiliser le contenu calorifique pour la production de chaleur. Ces produits viennent en substitution totale ou partielle des combustibles primaires tels que charbon, fuel ou gaz.

ÉLÉMENTS FINANCIERS

**Organigramme juridique simplifié du Groupe
au 31 décembre 2009** 50

Commentaires sur les chiffres clés du Groupe 51

Évolution du chiffre d'affaires consolidé 51

Compte de résultat consolidé 53

Évolution de la structure financière 59

Avancement des plans «Performance 2010»
et «Performance +» 61

Perspectives 2010 62

Comptes consolidés au 31 décembre 2009 63

État de la situation financière consolidée 64

Compte de résultat consolidé 65

État du résultat global consolidé 66

État des flux de trésorerie consolidés 67

État de variation des capitaux propres
consolidés 68

Annexes aux comptes consolidés 2009 69

Rapport des commissaires aux comptes 105

Compte sociaux au 31 décembre 2009 106

Bilan au 31 décembre 2009 107

Compte de résultat de l'exercice 2009 109

Annexe aux comptes sociaux 2009 111

Tableau des filiales et participations 118

Analyse du résultat de l'exercice 119

Résultats financiers des 5 derniers exercices 120

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels 121

Rapport spécial des commissaires aux comptes
sur les conventions et engagements réglementés 122

Informations juridiques 123

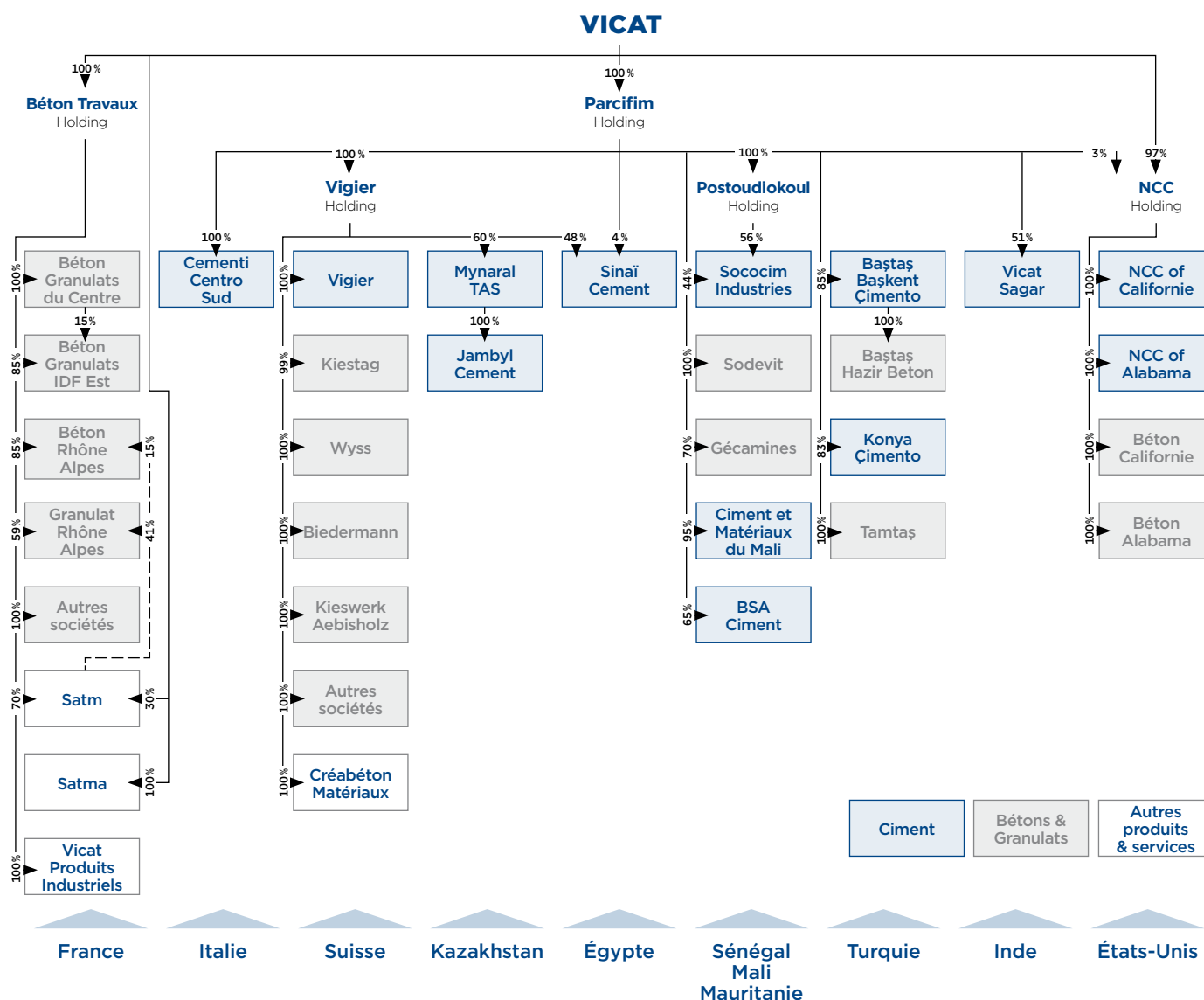
Informations environnementales et sociales 124

Rapport du Président sur le gouvernement
d'entreprise et le contrôle interne 129

Rapport des commissaires aux comptes sur le
rapport du Président du Conseil d'administration 137

Projet de résolutions de l'Assemblée Générale Mixte
du 28 avril 2010 138

ORGANIGRAMME JURIDIQUE SIMPLIFIÉ DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2009



* L'organigramme ci-dessus représente de manière résumée les principaux liens entre les sociétés du Groupe. Les pourcentages mentionnés correspondent à la part de détention du capital. Par simplification, certaines participations intra-groupes ont été regroupées.

COMMENTAIRES SUR LES CHIFFRES CLÉS DU GROUPE

Commentaires sur les chiffres clés du Groupe

Évolution du chiffre d'affaires consolidé	51
Compte de résultat consolidé	53
Évolution de la structure financière	59
Avancement des plans «Performance 2010» et «Performance +»	61
Perspectives 2010	62

I. ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2009 atteint 1 896 millions d'euros, en baisse de 7,8% par rapport à celui de l'année précédente. Ceci résulte d'une évolution organique de l'activité de -9,1%, représentant une baisse de près de 187 millions d'euros; d'une progression de 0,4%, représentant une hausse de 8 millions d'euros, imputable à l'évolution favorable des cours de change en 2009 par rapport à 2008, en particulier sur le dollar US; et d'une augmentation de 0,8%, représentant une hausse de 17 millions d'euros, liée aux variations du périmètre de consolidation, avec principalement l'effet report de l'intégration des sites du groupe Walker aux États-Unis en mai 2008, et de BSA Ciment en Mauritanie au 1^{er} octobre 2008.

COMMENTAIRES SUR LES CHIFFRES CLÉS DU GROUPE

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

1.1. Chiffre d'affaires consolidé par activité

L'évolution du chiffre d'affaires consolidé par activité pour l'exercice 2009, par rapport à 2008, se présente comme suit :

(en millions d'euros sauf%)	2009	2008	Variation (%)	
			Publiée	A périmètre et change constant (%)
Ciment	950	929	2,3	+1,2
Béton & Granulats	695	845	(17,7)	(19,0)
Autres Produits & Services	251	283	(11,5)	(13,2)
Total	1 896	2 057	(7,8)	(9,1)

En termes géographiques, l'activité de Vicat est stable en Europe (-0,5%), a reculé en France (-17%), aux États-Unis (-35,8%) et en Turquie (-5,4%). La région Afrique et Moyen-Orient enregistre une hausse sensible de son activité de plus de 31% par rapport à 2008.

1.1.1. Activité Ciment

(en millions d'euros)	2009	2008	Variation (%)	
			Publiée	A périmètre et taux de change constants
Volume (en milliers de tonnes)	14 507	14 225	+ 2,0	
CA opérationnel	1 130	1 142	- 1,1	- 2,0
Eliminations	(179)	(213)		
CA consolidé	950	929	+ 2,3	+ 1,2

Le chiffre d'affaires de l'activité Ciment progresse de 2,3% et de 1,2% à périmètre et taux de change constants. Les volumes ont progressé de 2,0% sur la période.

1.1.2. Activité Béton et Granulats

(en millions d'euros)	2009	2008	Variation (%)	
			Publiée	A périmètre et taux de change constants
Volume Béton (en milliers m ³)	7 121	8 373	- 15,0	
Volume Granulats (en milliers de tonnes)	18 675	21 595	- 13,5	
CA opérationnel	725	882	- 17,9	- 19,0
Eliminations	(29)	(37)		
CA consolidé	696	845	-17,7	-19,0

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Béton et Granulats est en retrait de 17,7% et de 19,0% à périmètre et change constants. Les volumes de Béton livrés ont reculé de 15,0% sur la période et les volumes de Granulats de 13,5%.

1.1.3. Activité Autres Produits et Services

(en millions d'euros)	2009	2008	Variation (%)	
			Publiée	A périmètre et taux de change constants
CA opérationnel	313	361	- 13,2	- 14,3
Eliminations	(63)	(78)		
CA consolidé	250	283	- 11,7	- 13,2

Le chiffre d'affaires de l'activité Autres Produits et Services enregistre un recul de 11,7% de son chiffre d'affaires consolidé et de 13,2% à périmètre et change constants.

1.2. Chiffre d'affaires consolidé par zone géographique de destination

La répartition du chiffre d'affaires consolidé par zone géographique de vente est la suivante :

(en millions d'euros)	2009	%	2008	%
France	809	42,7	974	47,3
Amériques	187	9,8	268	13,0
Turquie	141	7,4	162	7,9
Afrique, Moyen-Orient et autres	431	22,8	335	16,3
Europe (hors France)	328	17,3	318	15,5
Total	1 896	100	2 057	100

Par zone géographique de vente, la part du chiffre d'affaires consolidé réalisée en France est en baisse de même que celle réalisée aux États-Unis du fait du repli de l'activité sur ces marchés qui a résulté de la contraction du secteur de la construction.

La part de la zone Afrique/Moyen-Orient progresse fortement, passant de 16,3 % en 2008 à 22,8% en 2009 du fait de la croissance soutenue de ces marchés et de l'effet de l'augmentation de capacité de Sinai Cement en année pleine.

II. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Le niveau de rentabilité opérationnelle du Groupe a reculé par rapport à 2008, essentiellement affecté par :

- une baisse sensible des volumes vendus aux États-Unis, en France et en Italie liée à la dégradation de l'environnement macro-économique qui a caractérisé l'exercice 2009 et aux conditions climatiques très défavorables enregistrées en Europe en début d'année;
- une forte pression sur les prix en Turquie, en Italie et plus particulièrement aux États-Unis;
- une augmentation sensible du coût des combustibles.

Cette baisse a été partiellement compensée par :

- les effets du plan «Performance 2010» et du plan complémentaire «Performance +» dont l'objectif de réductions des coûts sur l'EBITDA a été dépassé, atteignant 61 millions d'euros contre 50 millions initialement prévus;

- le dynamisme du Groupe dans les pays émergents, et l'amélioration progressive de l'environnement dans les pays matures au cours du second semestre, à l'exception des États-Unis;
- et enfin, par la baisse des coûts de l'électricité.

Par rapport à 2008, l'EBITDA consolidé du Groupe, à 473 millions d'euros, affiche un recul mesuré de 10,5% et de 11,6% à périmètre et taux de change constants. La marge d'EBITDA* s'établit à 24,9% contre 25,7% sur l'exercice 2008. Ce repli, particulièrement limité compte tenu du contexte économique qui a marqué l'exercice 2009, témoigne du succès de la stratégie de développement du Groupe mise en place dans le cadre du plan «Performance 2010», et de sa capacité à mettre en place les mesures d'adaptations nécessaires en période de crise. Ainsi, au cours du 2nd semestre, et conformément à ses objectifs, le Groupe a d'une part

* EBITDA/chiffre d'affaires opérationnel

bénéficié du démarrage d'unités de production supplémentaires en Suisse et au Sénégal qui lui ont permis de pleinement capter la croissance de la demande de ses marchés et, d'autre part, du plein effet des mesures de réduction de coûts complémentaires mise en place dans le cadre du plan «Performance +».

Sur ces bases, la marge d'EBITDA s'est établie à 26,0% au 2nd semestre 2009, en légère amélioration par rapport au 2nd semestre 2008 (25,8%) et en très forte progression par rapport au 1^{er} semestre 2009 (23,9%).

L'EBIT consolidé recule de 17,9% par rapport à 2008, à 322 millions d'euros, et de 18,5% à périmètre et taux de change constants. La marge d'EBIT s'établit ainsi à 17,0% contre 19,1% en 2008.

Il est à noter là aussi que la marge d'EBIT a enregistré un fort rebond au cours du 2nd semestre par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2009, s'établissant à 18,4%, contre 15,6% sur la première partie de l'année.

Les frais financiers se sont réduits, reflétant principalement l'impact positif de la baisse des taux d'intérêts. Le taux d'endettement financier net sur capitaux propres (gearing) du Groupe s'établit à

31,4% au 31 décembre 2009 contre 34,7% un plus tôt. La baisse de la dette financière du Groupe résulte du niveau élevé de cash flows libres (sommes des flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles et des décaissements et encaissements liés à des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles) générés par l'activité en 2009 qui s'élèvent à 119 millions d'euros (contre 5 millions d'euros en 2008).

Le taux d'imposition du Groupe s'établit à 17,0%, contre 23,4% en 2008. Cette baisse est le reflet de la contribution accrue des zones géographiques où les taux d'impositions sont les plus faibles, notamment au Sénégal et en Egypte du fait des investissements réalisés, et de la baisse de l'activité du Groupe aux États-Unis et en France, pays dans lesquels les taux d'impositions sont les plus élevés.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 191 millions d'euros, en retrait de 22,0% et de 22,2% à périmètre et taux de change constants. La marge nette s'établit à 10,1% du chiffre d'affaires consolidé, contre 11,9% en 2008.

2.1. Compte de résultat du Groupe par activités

2.1.1. Activité Ciment

(en millions d'euros)	2009	2008	Variation (%)	
			Publiée	A périmètre et taux de change constants
Volume (kt)	14 507	14 225	2,0	
CA opérationnel	1 129	1 142	- 1,2	-2,0
CA consolidé	950	929	2,3	1,2
EBITDA	364	388	- 6,1	- 7,1
EBIT	269	304	- 11,5	- 12,3

Le chiffre d'affaires de l'activité Ciment progresse de 2,3% et de 1,2% à périmètre et taux de change constants. Cette performance remarquable de l'activité «cœur de métier» résulte d'une augmentation de 2,0% des volumes de ciment et d'un environnement prix qui, à l'exception des États-Unis, et notamment en Californie, s'est progressivement amélioré au cours de l'exercice.

L'EBITDA s'établit à 364 millions d'euros, en baisse de 7,1% à périmètre et taux de change constants. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel s'incrit en retrait à 32,2% contre 33,9% en 2008. Néanmoins, la marge d'EBITDA de cette activité enregistre une très forte progression au second semestre de l'année par rapport au premier semestre 2009.

2.1.2. Activité Béton & Granulats

(en millions d'euros)	2009	2008	Variation (%)	
			Publiée	A périmètre et taux de change constants
Volume Béton (km³)	7 121	8 373	- 15,0	
Volume Granulats (kt)	18 675	21 595	- 13,5	
CA opérationnel	724	882	- 17,9	- 19,0
CA consolidé	696	845	- 17,7	- 19,0
EBITDA	83	110	- 24,5	- 26,4
EBIT	40	70	- 42,9	- 42,7

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Béton et Granulats est en retrait de 17,7% et de 19,0% à périmètre et change constants. Cette baisse résulte principalement du recul de l'activité aux États-Unis et du repli en France enregistré sur la première partie de l'année. L'EBITDA recule de 24,5% et de 26,4% à périmètre et taux de change constants. Sur ces bases, la marge d'EBITDA fléchit à 11,4% contre 12,4% en 2008.

2.1.3. Compte de résultat de l'activité Autres Produits et Services

(en millions d'euros)	2009	2008	Variation (%)	
			Publiée	A périmètre et taux de change constants
CA opérationnel	314	361	- 13,0	- 14,2
CA consolidé	251	283	- 11,5	- 13,1
EBITDA	26	31	- 15,1	- 16,4
EBIT	13	19	- 29,7	- 28,7

Le chiffre d'affaires de l'activité Autres Produits et Services enregistre un recul de 11,5% de son chiffre d'affaires consolidé et de 13,1% à périmètre et change constants. L'EBITDA s'établit à 26 millions d'euros, en retrait de 15,1% par rapport à 2008, et de 16,4% à périmètre et taux de change constants. La marge est stable.

2.2. Compte de résultat du Groupe par zones géographiques**2.2.1. Compte de résultat France**

(en millions d'euros)	2009	2008	Variation (%)	
			Publiée	A périmètre constant
CA consolidé	844	1 017	- 17,0	- 17,0
EBITDA	206	262	- 21,1	- 20,7
EBIT	153	209	- 26,6	- 26,1

Le chiffre d'affaires consolidé en France au 31 décembre 2009 affiche un recul de 17,0%. L'EBITDA s'établit à 206 millions d'euros, en recul de 20,7% à périmètre constant. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel est en retrait à 24,2% contre 25,5% en 2008. Ce recul a été atténué par les effets positifs du plan « Performance 2010 » et par les me-

sures complémentaires de réduction des coûts du plan « Performance + » qui ont pris leur plein effet sur la seconde partie de l'année. Ainsi, la marge d'EBITDA sur le second semestre 2009 s'affiche à 24,8%, en progression par rapport celle enregistrée au 1^{er} semestre 2009 (23,6%) et stable par rapport à celle du 2nd semestre 2008 (24,8%).

- Dans l'activité Ciment, le Groupe enregistre un recul de son chiffre d'affaires de 12,2% à périmètre constant, affecté par une baisse des volumes de 14,7%, légèrement compensée par des prix de vente restés fermes. Sur ces bases, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel reste solide, en retrait toutefois d'environ 150 points de base par rapport à 2008. L'impact de la baisse des volumes et de l'augmentation du coût de l'énergie n'a pu être que partiellement compensé par la hausse des prix de vente et les effets du plan de réduction de coûts « Performance + ». Néanmoins, il est à noter que la marge d'EBITDA de cette activité a enregistré au cours du second semestre un progression sensible (plus de 300

points de base) par rapport au 1^{er} semestre 2009. Cette amélioration est pour l'essentiel le résultat des efforts de réductions de coûts et de la reprise progressive de l'activité dès la fin du premier semestre.

- Dans l'activité Béton et Granulats, le chiffre d'affaires est en retrait de 20,0% à périmètre constant. Les volumes de Béton vendus reculent de près de 23% et ceux de Granulats de moins de 22% en 2009. Soutenus par un meilleur mix produit, les prix de vente sont cependant restés favorablement orientés sur l'année. Par conséquent, le retrait de la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel a été là aussi contenu, celle-ci diminuant d'environ 210 points de base par rapport à 2008.

2.2.2. Compte de résultat Europe (hors France)

(en millions d'euros)	Variation (%)			
	2009	2008	Publiée	A périmètre et taux de change constants
CA consolidé	298	283	5,3	- 0,5
EBITDA	80	67	19,7	13,2
EBIT	55	49	11,0	6,3

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2009 en Europe, hors France, est en progression de 5,3%. A périmètre et taux de change constants, l'activité est stable. Sur l'ensemble de la région, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel progresse de 320 points de base, passant de 23,6% à 26,8%.

En Suisse, après un début d'année marqué par des conditions climatiques très défavorables, l'activité a fortement rebondi sur la seconde partie de l'année, portée par le dynamisme du secteur de la construction. Sur l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe en Suisse, à périmètre et change constants, est en progression de 1,5%.

La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel en Suisse progresse de près de 200 points de base par rapport à 2008, et ce en dépit d'une augmentation notable du coût des combustibles nobles (charbon).

- Dans l'activité Ciment, le chiffre d'affaires consolidé affiche une progression de près de 9% à périmètre et taux de change constants. Cette performance résulte d'une forte amélioration des volumes vendus au cours du second semestre (+5%) dans un environnement prix favorable. Le redémarrage réussi du four de Reuchenette, effectué à l'été dans le cadre du plan « Performance 2010 », a permis d'arrêter les achats ex-

ternes de clinker et jouer un rôle clé dans la progression régulière de la marge d'EBITDA. Ainsi, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel de cette activité progresse de près de 200 points de base.

- Dans l'activité Béton et Granulats, le chiffre d'affaires consolidé est en légère progression à périmètre et taux de change constants (+1%). Portée par une hausse graduelle des volumes et des prix de vente, la croissance de la marge d'EBITDA est d'environ 220 points de base.
- Dans l'activité Préfabrication, le chiffre d'affaires consolidé est en recul de plus de 3% à périmètre et taux de change constants. Là aussi, le rebond progressif de cette activité au cours du second semestre a permis de faire très légèrement progresser la marge d'EBITDA sur l'exercice.

En Italie, le chiffre d'affaires consolidé est en retrait de 12,7%, toujours affecté par un recul des volumes vendus dû à l'environnement macro-économique difficile. Dans un contexte fortement concurrentiel, le Groupe a su cependant tirer parti de ses positions de niches pour globalement maintenir ses prix de vente.

La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel est ainsi en amélioration très sensible, bénéficiant essentiellement de la baisse marquée des coûts d'achats de clinker et de frêt.

2.2.3. Compte de résultat États-Unis

(en millions d'euros)	2009	2008	Variation (%)	
			Publiée	A périmètre et taux de change constants
CA consolidé	187	268	- 30,4	- 35,8
EBITDA	12	49	- 75,7	- 76,4
EBIT	(17)	23	n.s	n.s

L'activité aux États-Unis a été particulièrement affectée par le contexte macro-économique en 2009. Sur l'ensemble de la période, le chiffre d'affaires consolidé à périmètre et change constants est en repli de 35,8%. Reflétant deux ans de baisses cumulées des volumes d'activités et une pression très forte qui s'est exercée sur les prix notamment en Californie, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel a considérablement fléchi, s'inscrivant à 6,3% en 2009 contre 18,1% en 2008.

- Dans l'activité Ciment, le chiffre d'affaires consolidé à périmètre et change constants recule de 34,9%, affecté par une forte baisse des volumes vendus, notamment dans la région du Sud-Est. Les prix de vente en Californie ont affiché une baisse importante sur l'ensemble de l'année, particulièrement affectés par un environnement concurrentiel toujours difficile. Dans la région du Sud-Est, la baisse des prix a été sensiblement moins marquée. Sur ces bases, et en dépit des efforts très impor-

tants de réduction de coûts décidés dans le cadre du plan « Performance + », la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel de cette activité s'est logiquement contractée de manière très sensible. Il convient de noter que la marge d'EBITDA affiche une très légère progression au 2nd semestre par rapport au 1^{er} semestre 2009, grâce aux effets du plan de réductions de coûts.

- Dans l'activité Béton, le chiffre d'affaires consolidé recule de 36,2% à périmètre et taux de change constants, marqué par un fléchissement, plus prononcé en Californie. Les prix de vente sont restés sous pression sur l'ensemble de la période, tant en Californie que dans le Sud-Est. Dans ce contexte, le recul de la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel, bien que limité par les effets des mesures de réduction des coûts, a été sensible. Par ailleurs, l'érosion de la marge d'EBITDA enregistrée au 1^{er} semestre s'est poursuivie sur le 2nd semestre 2009.

2.2.4. Compte de résultat Turquie, Kazakhstan et Inde

(en millions d'euros)	2009	2008	Variation (%)	
			Publiée	A périmètre et taux de change constants
CA consolidé	156	187	- 16,5	- 5,4
EBITDA	22	35	- 38,0	- 28,7
EBIT	8	17	- 55,4	- 46,7

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit en Turquie à 156 millions d'euros, en recul de 5,4% à périmètre et change constants sur l'ensemble de l'exercice.

La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel passe de 19,8% en 2008 à 14,9% sur l'exercice. Celle-ci s'est néanmoins améliorée au cours de l'année, et ce au fur et à mesure de l'évolution plus favorable de l'environnement économique, de la progression des volumes de ventes qui, conjuguée aux effets des réductions de coûts, a permis à la marge d'EBITDA de

s'élever à 19,4% au 2nd semestre, soit plus du double de la performance enregistrée au 1^{er} semestre 2009.

- Dans l'activité Ciment, le Groupe a enregistré un recul de 13,4% du chiffre d'affaires consolidé à périmètre et taux de change constants. Sur ces bases, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel de cette activité affiche une contraction sensible sur l'ensemble de l'année. Néanmoins, avec l'amélioration de l'environnement macro économique sur la

seconde partie de l'année, le plein effet du plan de réductions des coûts et au travers de l'efficacité de l'outil industriel du Groupe dans cette région, la marge d'EBITDA de cette activité s'est très sensiblement améliorée au 2nd semestre par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice.

- Dans l'activité Béton, les volumes vendus sont en croissance de plus de 15% sur l'ensemble de l'exercice compensant largement la pression sur les prix. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé progresse de

8,8% à périmètre et taux de change constants. Sur ces bases, cette activité a enregistré au cours de l'exercice 2009 une amélioration continue et soutenue de sa marge d'EBITDA.

Les nouvelles implantations au Kazakhstan et en Inde seront respectivement opérationnelles, comme initialement prévu, fin 2010 et début 2012. Toutefois, certaines dépenses d'exploitation ont été comptabilisées en charges sur l'année 2009.

2.2.5. Compte de résultat Afrique et Moyen-Orient

(en millions d'euros)	2009	2008	Variation (%)	
			Publiée	A périmètre et taux de change constants
CA consolidé	411	302	36,3	31,1
EBITDA	153	117	31,5	26,8
EBIT	123	94	30,9	26,5

Dans la région Afrique et Moyen-Orient, le chiffre d'affaires consolidé sur l'exercice 2009 s'établit à 411 millions d'euros en progression de 31,1% à périmètre et change constants.

La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 37,2% en 2009 contre 38,6% sur la même période en 2008. Cette baisse, anticipée par le Groupe, s'explique essentiellement par une augmentation du coût des combustibles sur l'ensemble de la zone, et par l'impact d'une taxe sur le ciment dite «taxe sur l'argile» mise en place par le gouvernement égyptien au cours de l'exercice 2008 et qui a affecté l'ensemble de l'exercice 2009.

- En Égypte, le chiffre d'affaires consolidé sur l'année est en progression de 66,7% à périmètre et taux de change constants. Le doublement de la capacité de l'usine de Sinaï Cement dès la seconde moitié de l'exercice 2008, a permis à Vicat de pleinement capter en 2009 les augmentations de volume associées au dynamisme du marché égyptien. Dans une année impactée par des mesures gouvernementales défavorables (hausse du prix du gaz et «taxe sur l'argile»), le Groupe a su tirer parti d'une évolution favorable des volumes vendus et de la hausse des prix de vente limitant ainsi la baisse de sa marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel à moins de 300 points de base. Il convient de rappeler que les niveaux de rentabilité de l'activité en Égypte demeurent particulièrement satisfaisants. Par ailleurs, il est à noter que la marge d'EBITDA au 2nd semestre est en forte progression par rapport à celle enregistrée

au cours du 1^{er} semestre 2009, mais progresse aussi par rapport à la marge d'EBITDA du 2nd semestre 2008. Cette très bonne performance est le résultat des efforts continus d'amélioration de la productivité et de l'efficacité industrielle mis en place dans le cadre du plan «Performance 2010».

- En Afrique de l'Ouest, le chiffre d'affaires a progressé en 2009 de 9,7% à périmètre et taux de change constants. Au Sénégal, le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Ciment progresse de 13,0%. La mise en service de nouvelles capacités de broyage et d'ensilage dans le cadre du plan «Performance 2010» a permis de pleinement satisfaire la demande domestique. Ainsi, les volumes de ciment vendus au Sénégal enregistrent une hausse de plus de 11% et les prix de vente sont restés bien orientés. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel est en recul sur l'ensemble de l'année. Cette baisse s'explique au Sénégal par la hausse en 2009 du coût des combustibles du fait de contrats passés en 2008 à des niveaux de prix très élevés, l'augmentation des achats externes de clinker réalisés au cours du 1^{er} semestre (avant le démarrage du nouveau four) et enfin, par une forte baisse d'activité dans les granulats. Néanmoins, il faut noter la solide performance de l'activité Ciment au Sénégal au 2nd semestre. Celle-ci enregistre une progression de son niveau de marge d'EBITDA par rapport au 1^{er} semestre de l'année et affiche également une très légère amélioration par rapport au 2nd semestre 2008. Cette performance résulte pour l'essentiel

de la mise en service du nouveau four de l'usine de Rufisque dans le cadre du plan «Performance 2010». Ce nouveau four, dont la montée en puissance s'est déroulée dans de très bonnes conditions, bénéficie d'excellentes performances industrielles et

permet de réduire les achats de clinker externes. En Mauritanie, l'activité et la profitabilité du Groupe ont été sensiblement affectées par la pénurie d'électricité au 2nd semestre. Ce problème a été résolu par l'installation de groupes électriques dédiés.

III. ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIÈRE

A l'issue de l'exercice 2009, le Groupe présente une structure financière solide qui peut être caractérisée par les indicateurs suivants :

(en millions d'euros)	2009	2008	Évolution
Dettes financières brutes	887	787	
Trésorerie	(235)	(109)	
Dettes financières nettes	653	678	-25
Capitaux propres consolidés	2 082	1 954	+128
Ratio d'endettement «gearing»	31,4 %	34,7 %	
EBITDA	473,0	528,3	
Ratio de «leverage»	x 1,38	x 1,28	

L'endettement financier net ressort à 653 millions d'euros au 31 décembre 2009, contre 678 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Au 31 décembre 2009, les capitaux propres consolidés du Groupe s'élèvent à 2 082 millions d'euros contre 1 954 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Les contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (covenants) imposant notamment le respect de ratios financiers. Compte tenu du nombre réduit de sociétés concernées, pour l'essentiel Vicat SA société mère du Groupe, du faible niveau de l'endettement net représentant 31,4 % des capitaux propres consolidés («gearing») et 1,38 fois l'Ebitda consolidé («leverage»), et de la liquidité du bilan du Groupe, l'existence de ces «covenants» ne constitue pas un risque sur la situation financière du Groupe. Au 31 décembre 2009, Vicat respecte largement l'ensemble des ratios visés par les «covenants» contenus dans les contrats de financement.

L'année 2009 a vu, avec la renégociation des principales lignes de financement, une nouvelle manifestation du support des principaux partenaires bancaires du Groupe :

- renouvellement en mars 2009 pour une durée de 5 ans des lignes bilatérales à hauteur de 240 millions d'euros,

- renouvellement du crédit syndiqué en juillet 2009 pour une durée de 3 ans et un montant de 445 millions d'euros, en augmentation par rapport à la ligne renouvelée.

Compte tenu du contexte de l'année, le Groupe considère que les conditions liées à ces renouvellements peuvent être qualifiées de bonnes.

Après cette opération, le Groupe dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 609 millions d'euros au 31 décembre 2009 (603 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Le Groupe dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 152 millions d'euros. Au 31 décembre 2009, le montant des billets émis s'élève à 136 millions d'euros. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme telles en dettes à moyen terme dans le bilan consolidé.

COMMENTAIRES SUR LES CHIFFRES CLÉS DU GROUPE

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2009, le Groupe dispose des lignes de financements confirmées, utilisées et/ou disponibles suivantes :

Type de ligne	Emprunteur	Année de mise en place	Autorisation en millions			Utilisation (M€)	Échéance	Taux Fixe (TF)/Taux variable (TV)
			Devise	devises	€			
Placement Privé US	VICAT S.A.	2003	\$	400	353	353	2010 à 2015	TV/TF
Crédit Syndiqué	VICAT S.A.	2009	€	445	445	(1)	2012	TV
Lignes bilatérales bancaires	VICAT S.A.	2009	€	240	240	(1)	2014	TV
	VICAT S.A.	Sans	€	11	11	(1)	Sans	TV
Total lignes bancaires	VICAT S.A.		€	696	696	236	2012 et 2014	TV
	Sococim	2006	FCFA	20000	30	30	2011	TF
	Sococim	2007	€	20	20	20	2010 à 2013	TV
	Sococim	2009	FCFA	37000	56	26	2011	TV
	CMM	2007	FCFA	300	0	0	2010 à 2012	TF
	Gécamines	2009	FCFA	1000	2	0	2011	TV
	Sodevit	2009	FCFA	250	0	0	2011	TV
(Club Deal)	SCC	2007	EGP	300	38	0	2012	TV
	NCC	2008	\$	105	73	35	2011 et 2012	TV
	Vigier	2009	CHF	25	17	0	2010 à 2019	TF
	Çözüm	2009	TRY	5	2	2	2010	TF
	Jambyl	2008	\$	50	35	27	2012 à 2018	TV
	Jambyl	2008	\$	110	76	60	2011 à 2015	TV
Total prêts ou lignes bilatérales					349	200		
Juste valeur des dérivés						1		
Total moyen terme					1398	790		
Autres dettes						98		
Total endettement brut					1398	888		

Le Groupe a généré au cours de l'année 2009 une capacité d'autofinancement de 387 millions d'euros, contre 402 millions d'euros en 2008. Les investissements industriels nets réalisés par Vicat se sont élevés à 274 millions d'euros sur cet exercice contre 383 millions d'euros en 2008. Ils correspondent essentiellement à la finalisation des investissements réalisés dans le cadre du plan « Performance 2010 », notamment au

Sénégal et en Suisse, et à la montée en puissance des investissements au Kazakhstan et en Inde.

Sur ces bases, le Groupe a généré en 2009 un niveau de cash flows libres de 119 millions d'euros, contre 5 millions en 2008.

Les investissements financiers réalisés sur la période s'élèvent à 20 millions d'euros contre 83 millions d'euros en 2008.

IV. AVANCEMENT DES PLANS « PERFORMANCE 2010 » ET « PERFORMANCE + »

Performance 2010

En Suisse, le four de l'usine de Reuchenette a été remis en service à la fin du mois de juin après la réalisation des travaux d'augmentation de capacité pour porter celle-ci de 700 000 tonnes à près de 900 000 tonnes de ciment par an. Cette nouvelle capacité permet au Groupe de faire face à la demande du marché local sans procéder à des achats externes de clinker et de ciment, comme ce fût le cas en 2008. Par ailleurs, elle permet de poursuivre les efforts déjà réalisés dans le cadre d'une utilisation accrue de combustibles de substitution.

Au Sénégal, le plan « Performance 2010 » améliore la productivité de l'usine de Rufisque, et porte la capacité ciment du Groupe dans cette région à 3,5 millions de tonnes par an. Cette capacité additionnelle permet au Groupe de mettre un terme aux achats externes significatifs de clinker pour faire face à la demande du marché, et d'utiliser une proportion accrue de combustibles de substitution.

Performance +

Le plan « Performance + » a été mis en place pro-activement en complément du plan « Performance 2010 » pour faire face à la très forte dégradation du contexte macro-économique mondial. Visant à améliorer et à optimiser la structure de coûts, il s'est organisé autour de trois axes :

- l'amélioration des performances industrielles des outils de production ;
- l'adaptation des coûts de structure ;
- le report de tous les investissements considérés comme étant non stratégiques dans l'environnement actuel.

Ainsi, l'ensemble des mesures engagées a permis de dégager une économie de 61 millions d'euros sur l'ensemble de l'exercice 2009, contre 50 millions d'euros initialement prévus.

Sur cet ensemble de mesures, près des deux tiers (62 %) proviennent d'économies de type récurrent liées à :

- des gains structurels générés par des mesures d'amélioration des performances techniques et industrielles de l'outil de production du Groupe ;
- l'utilisation accrue de combustibles secondaires ;
- des économies dans la gestion opérationnelle réalisées sur certaines structures.

Le solde (38 %) provient d'économies de type conjoncturel car liées à la baisse de l'activité dans certaines régions. Ces coûts de nature plus variable sont susceptibles d'évoluer à nouveau à la hausse en cas de reprise des volumes d'activités sur ces régions.

V. PERSPECTIVES 2010

Sur l'exercice 2010, le Groupe souhaite fournir des éléments d'appréciation sur ses différents marchés :

- **En France**, en 2010, le Groupe s'attend à une stabilisation très progressive des volumes vendus, notamment de ciment, dans un environnement prix qui, au mieux, pourrait rester très légèrement positif. Les premiers effets du plan de relance annoncé par le gouvernement devraient très progressivement avoir un impact sur le secteur de la construction en général, notamment sur les infrastructures, alors que le secteur résidentiel neuf devrait bénéficier de l'impact des incitations fiscales mises en place en 2009. En revanche, le secteur non résidentiel devrait poursuivre sa décroissance sur l'ensemble de l'exercice. Le Groupe devrait bénéficier de prix d'achats plus favorables sur les combustibles nobles qui seront consommés, et de la poursuite de sa politique d'utilisation accrue de combustibles de substitution.
- **En Suisse**, l'environnement devrait rester globalement favorable, en s'appuyant sur la poursuite d'importants projets d'infrastructure. L'augmentation de la capacité du four de l'usine de Reuchenette réalisée en fin de 1er semestre 2009 a mis un terme définitif aux achats externes de clinker et permet d'augmenter la capacité d'utilisation de combustibles de substitution. Enfin, le Groupe bénéficiera de prix d'achats plus favorables sur les combustibles nobles qui seront consommés, et poursuivra sa politique d'utilisation accrue de combustibles de substitution.
- **En Italie**, le Groupe anticipe une situation encore tendue sur le marché italien en 2010, tant en terme de volumes que de prix. Dans ce contexte, Vicat s'appuiera sur sa position de niche et devrait bénéficier de conditions d'achats du clinker et du frêt qui devraient rester favorables.
- **Aux États-Unis**, le manque de visibilité tant sur la situation macro-économique que sur l'importance des investissements que pourraient réaliser les États ne permet pas au Groupe de formuler des anticipations sur l'exercice 2010 qui devrait néanmoins rester très difficile. Si la mise en œuvre du plan de relance au niveau national peut avoir des effets substantiels sur les marchés du Groupe, la localisation, la nature et le calendrier des investissements demeurent en effet aujourd'hui toujours incertains.
- **En Turquie**, l'environnement devrait se stabiliser très progressivement notamment en terme de volumes. En revanche, la persistance d'une situation concurrentielle tendue pourrait avoir à nouveau un impact défavorable sur l'évolution des prix de vente. Toutefois, dans ce contexte, la modernisation de l'outil

industriel du Groupe réalisée dans le cadre du plan «Performance 2010», donne au Groupe la possibilité de produire à bas coûts. Par ailleurs, le Groupe devrait être en mesure d'augmenter de façon sensible l'utilisation de combustibles de substitution.

- **En Egypte**, le marché local devrait rester favorable, tant en terme de volumes que de prix. Néanmoins, pour les volumes, la base de comparaison sera sensiblement moins favorable qu'en 2009, l'augmentation de la capacité de l'usine de Sinaï Cement étant déjà pleinement intégrée au cours de cet exercice. Ainsi, Vicat anticipe une évolution de son activité en ligne avec celle du marché.
- **En Afrique de l'Ouest**, l'environnement de marché devrait rester globalement favorable, mais restera étroitement lié aux investissements des pouvoirs publics dans les grands projets d'infrastructure d'une part, et à l'évolution des transferts financiers en provenance de la diaspora d'autre part. Par ailleurs, le Groupe devrait bénéficier de certains effets de levier. Tout d'abord, Vicat pourra pleinement tirer profit de l'augmentation de ses capacités, finalisée dans le cadre du plan «Performance 2010», lui permettant de répondre à la demande locale et à l'export sans avoir recours à des achats externes de clinker. Par ailleurs, Vicat devrait bénéficier de prix d'achats plus favorables sur les combustibles nobles qui seront consommés. Enfin, le Groupe devrait être en mesure d'augmenter sensiblement la proportion de combustibles de substitution utilisée.

Dans cet environnement, le Groupe est déterminé à poursuivre prudemment sa stratégie de développement, en s'appuyant :

- sur une structure financière solide;
- sur les effets du plan d'investissements «Performance 2010», liés notamment à la réduction des coûts de production générée par la modernisation de l'outil industriel, et le renforcement des positions industrielles et commerciales du Groupe;
- dans la prolongation du plan «Performance 2010», sur les effets du plan complémentaire «Performance +» qui seront préservés;
- et enfin, sur la réussite de ses développements au Kazakhstan et en Inde, dont les projets respectent les calendriers initialement prévus, et dont le premier d'entre eux verra le démarrage de son usine à l'automne 2010.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2009

Comptes consolidés au 31 décembre 2009

État de la situation financière consolidée	64
Compte de résultat consolidé	65
État du résultat global consolidé	66
État des flux de trésorerie consolidés	67
État de variation des capitaux propres consolidés	68
Annexes aux comptes consolidés 2009	69
Rapport des commissaires aux comptes	105

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

AU 31 DÉCEMBRE 2009

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	2009	2008
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	3	671 224	670 901
Autres immobilisations incorporelles	4	74 484	43 600
Immobilisations corporelles	5	1 782 307	1 697 650
Immeubles de placement	7	19 206	20 024
Participations dans des entreprises associées	8	36 579	10 059
Actifs d'impôts différés	25	2 682	2 124
Créances et autres actifs financiers non courants	9	68 387	94 597
Total des actifs non courants		2 654 869	2 538 955
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours	10	295 140	312 456
Clients et autres débiteurs	11	320 538	368 662
Actifs d'impôts exigibles		6 050	3 345
Autres créances	11	103 285	94 044
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	234 708	109 558
Total des actifs courants		959 721	888 065
Total de l'actif		3 614 590	3 427 020
PASSIF (en milliers d'euros)			
CAPITAUX PROPRES			
Capital	13	179 600	179 600
Primes		11 207	11 207
Réserves consolidées		1 691 382	1 583 705
Capitaux propres part du Groupe		1 882 189	1 774 512
Intérêts minoritaires		199 384	179 256
Total capitaux propres		2 081 573	1 953 768
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	14	44 090	42 228
Autres provisions	15	87 498	84 590
Dettes financières	16	660 090	710 472
Impôts différés passif	25	146 016	150 609
Autres passifs non courants		26 231	16 727
Total des passifs non courants		963 925	1 004 626
PASSIFS COURANTS			
Provisions	15	8 169	7 162
Dettes financières à moins d'un an	16	227 256	76 900
Fournisseurs et autres créditeurs		189 820	227 473
Passifs d'impôts exigibles		6 962	8 052
Autres dettes	18	136 885	149 039
Total des passifs courants		569 092	468 626
Total des passifs		1 533 017	1 473 252
Total capitaux propres et passifs		3 614 590	3 427 020

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

DE L'EXERCICE 2009

(en milliers d'euros)	Notes	2009	2008
CHIFFRE D'AFFAIRES	19	1 896 013	2 057 043
Achats consommés		(1 076 892)	(1 199 064)
VALEUR AJOUTÉE	1.20	819 121	857 979
Charges de personnel	20	(309 446)	(312 454)
Impôts, taxes et versements assimilés		(55 532)	(40 447)
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	1.20 & 23	454 143	505 078
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations	21	(158 340)	(126 302)
Autres produits et charges	22	8 348	3 092
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	23	304 151	381 868
Coût de l'endettement financier net	24	(23 977)	(30 087)
Autres produits financiers	24	8 779	11 219
Autres charges financières	24	(8 736)	(7 011)
RÉSULTAT FINANCIER	24	(23 934)	(25 879)
Quote-part dans les résultats des sociétés associées	8	1 021	338
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		281 238	356 327
Impôts sur les résultats	25	(47 669)	(83 316)
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ		233 569	273 011
Part attribuable aux intérêts minoritaires		42 171	27 755
PART ATTRIBUABLE AU GROUPE		191 398	245 256
EBITDA	1.20 & 23	473 011	528 297
EBIT	1.20 & 23	321 923	392 195
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT		387 368	401 909
Résultat par action (en euros)			
Résultat net part du Groupe de base et dilué par action	13	4,26	5,46

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

DE L'EXERCICE 2009

(en milliers d'euros)

	2009	2008
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	233 569	273 011
Écarts de conversion	(35 658)	402
Couverture des flux de trésorerie	(7 752)	2 902
Impôts sur les autres éléments du résultat global	2 669	(999)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (après impôt)	(40 741)	2 305
RÉSULTAT GLOBAL	192 828	275 316
Part attribuable aux intérêts minoritaires	35 884	21 997
PART ATTRIBUABLE AU GROUPE	156 944	253 319

Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

	2009			2008		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Écarts de conversion	(35 658)	-	(35 658)	402	-	402
Couverture des flux de trésorerie	(7 752)	2 669	(5 083)	2 902	(999)	1 903
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (après impôt)	(43 410)	2 669	(40 741)	3 304	(999)	2 305

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

DE L'EXERCICE 2009

(en milliers d'euros)

Notes

2009

2008

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Résultat net consolidé		233 569	273 011
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		(1 021)	(338)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		135	936
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité:			
- amortissements et provisions		164 658	122 915
- impôts différés		(5 962)	14 170
- plus ou moins values de cession		(1 312)	(9 262)
- gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(2 671)	740
- autres		(28)	(263)
Capacité d'autofinancement		387 368	401 909
Variation du besoin en fonds de roulement		(4 260)	(17 411)
Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles ⁽¹⁾	27	383 108	384 498

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT

Décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations:

- immobilisations corporelles et incorporelles		(270 221)	(395 187)
- immobilisations financières		(14 455)	(28 922)

Encaissements liés à des cessions d'immobilisations:

- immobilisations corporelles et incorporelles		6 082	15 871
- immobilisations financières		2 325	10 571

Incidence des variations de périmètre		(3 463)	(65 990)
---------------------------------------	--	---------	----------

Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	28	(279 732)	(463 657)
---	-----------	------------------	------------------

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

Dividendes versés		(88 945)	(70 699)
Augmentation de capital		5 504	6 236
Émissions d'emprunts		148 372	261 628
Remboursement d'emprunts		(56 724)	(100 189)
Acquisitions d'actions propres		(9 029)	(17 461)
Cession - attribution d'actions propres		20 172	24 847
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		19 350	104 362
Incidence des variations de cours des devises		(4 753)	200
Variation de la trésorerie		117 973	25 403
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture	29	95 038	69 635
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	29	213 011	95 038

⁽¹⁾ dont flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat: (51 898) milliers d'euros en 2009 et (50 310) milliers d'euros en 2008
dont flux de trésorerie provenant des intérêts décaissés et encaissés: (15 556) milliers d'euros en 2009 et (22 934) milliers d'euros en 2008.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Auto-contrôle	Réserves conso- lidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts mino- ritaires	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2008	187 085	11 207	(262 838)	1 697 267	(70 159)	1 562 562	154 078	1 716 640
Résultat annuel				245 256		245 256	27 755	273 011
Autres éléments du résultat global				1 903	6 160	8 063	(5 758)	2 305
<i>Résultat global</i>				<i>247 159</i>	<i>6 160</i>	<i>253 319</i>	<i>21 997</i>	<i>275 316</i>
Dividendes distribués				(65 393)		(65 393)	(5 490)	(70 883)
Variation nette des actions propres			2 665	748		3 413		3 413
Annulation d'actions propres ⁽¹⁾	(7 485)		160 923	(153 438)		-		-
Variations de périmètre						-	1 758	1 758
Augmentation de capital						-	7 344	7 344
Autres variations ⁽¹⁾				20 611		20 611	(431)	20 180
Au 31 décembre 2008	179 600	11 207	(99 250)	1 746 954	(63 999)	1 774 512	179 256	1 953 768
Résultat annuel				191 398		191 398	42 171	233 569
Autres éléments du résultat global				(5 083)	(29 371)	(34 454)	(6 287)	(40 741)
<i>Résultat global</i>				<i>186 315</i>	<i>(29 371)</i>	<i>156 944</i>	<i>35 884</i>	<i>192 828</i>
Dividendes distribués				(65 637)		(65 637)	(23 561)	(89 198)
Variation nette des actions propres			9 634	989		10 623		10 623
Variations de périmètre				5 736		5 736	2 289	8 025
Augmentation de capital						-	5 618	5 618
Autres variations				11		11	(102)	(91)
Au 31 décembre 2009	179 600	11 207	(89 616)	1 874 368	(93 370)	1 882 189	199 384	2 081 573

⁽¹⁾ L'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 mai 2008 a approuvé la réduction du capital par annulation de 1 871 200 actions de la société détenues en propre. Cette opération affectant les capitaux propres, la reprise de l'impôt différé lié à la dépréciation de ces actions annulées a été constatée directement dans capitaux propres Groupe pour 16,6 millions d'euros.

Les réserves de conversion Groupe au 31 décembre 2009 se ventilent comme suit par devises (en milliers d'euros) :

Dollar :	(36 355)	Tengué kazakh :	(18 043)
Franç suisse :	24 745	Ouguiya mauritanien :	(1 033)
Livre turque :	(49 328)	Roupie indienne :	(223)
Livre égyptienne :	(13 133)		(93 370)

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS 2009

NOTE 1	PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION	70
NOTE 2	VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE ET AUTRES FAITS MARQUANTS	77
NOTE 3	GOODWILL	78
NOTE 4	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	79
NOTE 5	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	79
NOTE 6	CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT ET CRÉDIT BAIL	81
NOTE 7	IMMEUBLES DE PLACEMENT	81
NOTE 8	PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES	82
NOTE 9	CRÉANCES ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS	82
NOTE 10	STOCKS ET EN COURS	83
NOTE 11	CRÉANCES	83
NOTE 12	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	83
NOTE 13	CAPITAL SOCIAL	84
NOTE 14	AVANTAGES AU PERSONNEL	84
NOTE 15	AUTRES PROVISIONS	87
NOTE 16	DETTE FINANCIÈRE	88
NOTE 17	INSTRUMENTS FINANCIERS	89
NOTE 18	AUTRES DETTES	91
NOTE 19	CHIFFRE D'AFFAIRES	91
NOTE 20	CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS	91
NOTE 21	DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS	92
NOTE 22	AUTRES PRODUITS ET CHARGES	92
NOTE 23	INDICATEURS DE PERFORMANCE	92
NOTE 24	RÉSULTAT FINANCIER	93
NOTE 25	IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	93
NOTE 26	INFORMATIONS SECTORIELLES	95
NOTE 27	FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	97
NOTE 28	FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS	97
NOTE 29	COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE NETTE	98
NOTE 30	RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS	98
NOTE 31	TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES	98
NOTE 32	HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES	99
NOTE 33	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	99
NOTE 34	LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS RETENUES POUR LA CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2009	99

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION**1.1. Déclaration de conformité**

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du Parlement européen du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les états financiers consolidés de Vicat sont établis, depuis le 1^{er} janvier 2005 conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Les normes retenues comme principes comptables de référence sont celles applicables à la date du 31 décembre 2009.

Les normes, interprétations et amendements publiés par l'IASB, mais non encore entrés en vigueur au 31 décembre 2009 n'ont pas été appliqués par anticipation dans les comptes consolidés du Groupe à la clôture.

Les comptes consolidés du 31 décembre présentent des informations comparatives pour l'exercice antérieur, établies selon le même référentiel IFRS. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2009 sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels 2008, à l'exception des nouvelles normes d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009.

Ces nouvelles normes, qui traitent notamment du cadre, de la terminologie et du contenu des informations présentées, concernent principalement :

- la présentation des états financiers (IAS 1 Révisée – Présentation des états financiers) avec en particulier l'introduction de l'état du résultat global. En application de l'option offerte par IAS 1 révisée, le Groupe a choisi de présenter cet état en deux tableaux distincts : le compte de résultat d'une part et les autres éléments du résultat global d'autre part, qui inclut les informations relatives aux autres éléments du résultat global ;
- l'information sectorielle (IFRS 8 - Secteurs opérationnels) dont les modalités d'application sont décrites dans la Note 1.19.
- la comptabilisation des coûts d'emprunts. L'application de IAS 23 Révisée n'a pas eu d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe Vicat, celui-ci appliquant déjà antérieurement l'option consistant à capitaliser les coûts d'emprunts.
- l'amélioration des informations communiquées au titre des instruments financiers en application des amendements IFRS 7.

Ces comptes ont été définitivement arrêtés et approuvés par le Conseil d'administration le 5 mars 2010, et seront soumis à l'Assemblée Générale du 17 mai 2010 pour approbation.

1.2. Base de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

L'état du résultat global consolidé est présenté par nature en deux tableaux distincts : le compte de résultat et les autres éléments du résultat global. Les postes de l'état de la situation financière consolidée sont présentés selon la classification actifs courants - actifs non courants et passifs courants - passifs non courants, en fonction de leur exigibilité (correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an).

L'état des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte.

Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à la juste valeur : les instruments financiers dérivés, les actifs détenus à des fins de transaction, les actifs disponibles à la vente, la part des actifs et passifs faisant l'objet d'une opération de couverture.

Les principes et méthodes comptables exposées ci-après ont été appliqués de manière permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

L'établissement des comptes consolidés selon les normes IFRS implique qu'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses soient faites par la direction du Groupe, ayant une incidence directe sur les états financiers. Ces estimations reposent sur la continuité de l'exploitation et sont établies en fonction des éléments disponibles à la date de leur réalisation. Elles concernent principalement les hypothèses retenues pour :

- l'évaluation des provisions (Notes 1.16. et 15.), en particulier celles pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (Notes 1.15. et 14.),
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur (Notes 1.14. et 17.),
- les évaluations retenues pour la réalisation des tests de perte de valeur (Notes 1.4., 1.11. et 3.),
- la définition du traitement comptable à appliquer

en l'absence de norme définitive (Note 1.7. relative aux quotas d'émission).

Les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, dès que les circonstances le justifient, à minima à chaque clôture, et les éléments concernés des états financiers sont actualisés en conséquence.

1.3. Principes de consolidation

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs de la société acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les résultats des sociétés acquises ou cédées en cours d'exercice sont retenus dans le compte de résultat consolidé pour la période postérieure ou antérieure, selon le cas, à la date d'acquisition ou de cession.

La consolidation est réalisée à partir des comptes annuels des sociétés arrêtés au 31 décembre et retraités, s'il y a lieu, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les soldes et toutes les transactions internes significatives sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Filiales :

Les sociétés dans lesquelles le Groupe Vicat a le pouvoir de contrôle, seul, directement ou indirectement, sont consolidées par intégration globale.

Coentreprises :

Les coentreprises, dont le contrôle est partagé et qui font l'objet d'une exploitation en commun par un nombre limité d'actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Entreprises associées :

Les participations sur lesquelles Vicat exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les goodwills dégagés lors de l'acquisition de ces participations sont présentés sur la ligne « titres mis en équivalence ». La liste des principales sociétés retenues pour la consolidation au 31 décembre 2009 figure dans la Note 34.

1.4. Regroupement d'entreprises - Goodwill

Le goodwill représente la différence entre le coût d'acquisition des titres de la société acquise et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date

d'acquisition. Les goodwills issus des regroupements d'entreprises effectués à compter du 1^{er} janvier 2004 sont évalués dans la devise de l'entreprise acquise. En application de l'option offerte par IFRS1, les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition du 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été retraités et les goodwills y afférent ont été maintenus pour leur valeur nette figurant au bilan établi selon les principes français au 31 décembre 2003.

En cas d'excédent de la quote-part d'intérêts dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis par rapport au coût (« goodwill négatif »), la totalité de cet excédent résiduel est constatée dans le résultat de l'exercice d'acquisition, sauf en cas d'acquisition d'intérêts minoritaires d'une entreprise intégrée globalement, pour lesquels cet excédent est constaté dans les capitaux propres.

Les valeurs des actifs et passifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises doivent être déterminées de manière définitive dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Ces valeurs peuvent donc faire l'objet d'ajustement lors des clôtures de comptes intervenant durant ce délai.

Les intérêts minoritaires sont évalués sur la base de leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets acquis.

Lorsque le regroupement s'effectue par achats successifs, chaque transaction significative est traitée séparément et donne lieu à une évaluation des actifs et passifs acquis et à la détermination d'un goodwill.

Conformément à IFRS 3 et IAS 36 (cf. §1.11), les goodwills font l'objet, à chaque clôture annuelle, et en cas d'indice de perte de valeur, d'un test de dépréciation, consistant à comparer leur valeur nette comptable à leur valeur d'utilité déterminée sur la base d'une méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés. Lorsque cette dernière s'avère inférieure à la première, une dépréciation correspondant à la perte de valeur ainsi déterminée est constatée.

1.5. Monnaies étrangères

Transactions en monnaies étrangères :

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonction-

nelle au cours de change de clôture de l'exercice et les différences de change qui en résultent sont comptabilisées au compte de résultat.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères :

Les actifs et passifs des sociétés du Groupe libellés en devises étrangères, et ne faisant pas l'objet de couverture, sont convertis en euros, en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture, les produits et charges du compte de résultat et les flux du tableau des flux de trésorerie en appliquant le cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en capitaux propres.

En cas de cession ultérieure, le montant cumulé des écarts de change afférents à l'investissement net cédé libellé en devise étrangère est constaté en résultat. En application de l'option offerte par IFRS1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition ont été reclassés en report à nouveau à cette date. Ils ne donneront pas lieu à comptabilisation en résultat en cas de cession ultérieure de ces investissements libellés en devise étrangère.

Les cours utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	Cours de clôture		Cours Moyen	
	2009	2008	2009	2008
USD	1,4406	1,3917	1,3933	1,4697
CHF	1,4836	1,4850	1,5099	1,5871
EGP	7,9113	7,7723	7,7180	8,0190
TRL	2,1547	2,1488	2,1623	1,9080
KZT	213,91	170,25	206,18	177,06
MRO	379,02	369,46	369,67	354,20

1.6. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles (brevets, droits et logiciels principalement) sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Ce coût comprend le coût d'acquisition ou de production et tous les autres coûts directement attribuables engagés pour l'acquisition ou la production de l'actif et pour sa mise en service. Les immobilisations à durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité (durée n'excédant pas 15 ans pour l'essentiel) selon le mode linéaire.

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges de l'exercice où elles sont encourues. Les frais de développement répondant aux critères d'activation définis par IAS 38 sont immobilisés.

1.7. Quotas d'émission

En l'absence de norme définitive de l'IASB concernant les quotas d'émission de gaz à effet de serre, le traitement comptable suivant a été retenu :

- Les quotas alloués par l'État dans le cadre du Plan National d'Affectation des Quotas (PNAQ II) n'ont donné lieu à aucune comptabilisation tant à l'actif qu'au passif. Ils s'élèvent en 2009 à 2 802 milliers de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (14 011 milliers de tonnes sur la période 2008-2012).
- Seuls les quotas détenus à la clôture en excédent des émissions réelles cumulées de 4 719 milliers de tonnes ont fait l'objet d'une constatation à l'actif pour 10 909 milliers d'euros correspondant à 885 milliers de tonnes.
- La constatation des excédents, les ventes de quotas ainsi que les échanges de quotas (EUA) contre des Certificats de Réduction d'Émission (CER) ont été constatés dans le résultat de l'exercice pour un montant de 12 564 milliers d'euros (8 069 milliers d'euros au 31 décembre 2008).

1.8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, en appliquant l'approche par composants prévue par IAS 16. Lorsqu'une immobilisation corporelle comporte des composants significatifs ayant une durée d'utilité différente, ceux-ci sont amortis sur leur durée d'utilité, selon le mode linéaire, à compter de leur date de mise en service.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes en fonction des catégories d'actifs concernés :

	Actifs ciment	Actifs béton granulats
Génie civil	15 à 30 ans	15 ans
Gros matériel	15 à 30 ans	10 à 15 ans
Equipements annexes	8 ans	5 à 10 ans
Électricité	15 ans	5 à 10 ans
Automatismes et instrumentations	5 ans	5 ans

Les terrains de carrière sont amortis en fonction des tonnages extraits dans l'année par comparaison aux réserves totales estimées.

Certains terrains de sociétés françaises acquis avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation, maintenue dans les comptes, dont l'impact sur les postes concernés n'est pas significatif.

Les intérêts d'emprunts supportés pour financer la réalisation des investissements pendant la période précédant leur mise en service sont immobilisés. Sont également capitalisées les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêts et dans la limite de la charge d'intérêts qui aurait été supportée au titre d'un emprunt en monnaie locale. Le montant global d'intérêts capitalisés en 2009 s'élève à 10 884 milliers d'euros (5 947 milliers d'euros en 2008), déterminé sur la base d'un taux d'intérêts appliqué localement variant de 2,61% à 5,42% selon les pays concernés.

1.9. Contrats de location

Les contrats de location pour lesquels la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés par le bailleur au locataire, sont classés en contrats de location financement conformément à IAS17. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les biens détenus en vertu d'un contrat de location financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles pour le montant le plus bas de la juste valeur ou de la valeur actuelle des loyers minimum à la date de début des contrats et amortis sur la plus courte de la durée du contrat de location et de sa durée d'utilité, avec en contrepartie, la dette afférente au passif.

1.10. Immeubles de placement

Le Groupe comptabilise ses immeubles de placement au coût historique, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs pratiqués. Ils sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité (10 à 25 ans). La juste valeur de ses placements immobiliers est déterminée par les services dédiés du Groupe, principalement sur la base d'évaluations réalisées par capitalisation des loyers encaissés ou par référence aux prix du marché observés lors de transactions réalisées sur des biens comparables. Elle est présentée en annexe à chaque clôture annuelle.

1.11. Dépréciation d'actifs

Conformément à IAS 36, les valeurs comptables des actifs à durée de vie indéfinie sont revues à chaque

clôture annuelle et en cours d'exercice en cas d'indice de perte de valeur. Pour les actifs à durée de vie définie, les valeurs sont revues seulement si des indices de pertes de valeur montrent une dépréciation probable.

Une perte de valeur doit être comptabilisée en charges au compte de résultat, dès lors que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée selon la méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés sur une durée de 10 ans. Cette durée est en phase avec l'intensité capitalistique des activités du Groupe et la longévité des outils industriels.

Les cash flows prévisionnels sont déterminés sur la base des éléments suivants inflatés puis actualisés :

- l'EBITDA issu du Plan Long Terme sur les 5 premières années, puis projeté jusqu'à l'année 10 ;
- les investissements de maintien ;
- et la variation du Besoin en Fonds de Roulement.

Les flux de trésorerie projetés sont actualisés au coût moyen pondéré du capital (CMPC ou WACC) avant impôts, conformément aux prescriptions de la norme IAS 36. Ce dernier est calculé par pays en tenant compte du coût de l'argent sans risque à long-terme, du risque de marché pondéré par un facteur de volatilité sectorielle, ainsi que d'une prime pays, reflétant les risques spécifiques du marché sur lequel opère l'UGT concernée.

En effet, lorsque qu'il n'est pas possible d'estimer la valeur d'utilité d'un actif isolé, celle-ci est appréciée au niveau de l'UGT à laquelle l'actif appartient dans la mesure où les installations industrielles, les produits et les marchés constituent un ensemble cohérent. L'analyse a ainsi été menée au niveau de chaque zone géographique/pays/activité, et les UGT ont été déterminées en fonction de l'existence ou non d'une intégration verticale entre les activités du Groupe exercées sur la zone concernée.

La valeur des actifs ainsi testée, à minima annuellement au niveau de chaque UGT, est composée des actifs non courants incorporels et corporels et du Besoin en Fonds de Roulement.

Ces tests de dépréciation sont sensibles aux hypothèses retenues pour chaque UGT, principalement en matière :

- de taux d'actualisation, tel que précédemment défini ;

- de taux d'inflation, devant refléter l'évolution des prix de vente et des coûts futurs attendus.

Des tests de sensibilité à l'augmentation ou la diminution de un point du taux d'actualisation retenu sont réalisés à chaque clôture annuelle afin de mesurer l'incidence sur la valeur des goodwill et des autres actifs incorporels et corporels inclus dans les comptes consolidés du Groupe.

Les pertes de valeurs constatées sont réversibles et font l'objet d'une reprise en cas de diminution, à l'exception de celles afférentes aux goodwill, qui sont définitives.

1.12. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré, au plus bas du coût d'acquisition ou de production et de la valeur nette de réalisation (prix de vente diminué des coûts nécessaires estimés pour l'achèvement et pour réaliser la vente).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements consolidés des biens concourant à la production.

Pour les stocks de produits fabriqués et les en cours de production, le coût comprend une quote-part appropriée de charges fixes fondée sur des conditions d'utilisation normatives des outils de production.

Des dépréciations sont constituées, le cas échéant, sur les stocks pour prendre en compte les pertes probables identifiées à la clôture de l'exercice.

1.13. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (ayant une échéance inférieure à 3 mois et ne présentant pas de risque de variation de valeur). Ces derniers sont valorisés à leur valeur de marché à la clôture. La trésorerie nette, dont la variation est présentée dans le tableau des flux de trésorerie, est constituée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie diminués des découverts bancaires.

1.14. Instruments financiers

Actifs financiers :

Le Groupe classe ses actifs financiers non dérivés, lors de leur comptabilisation initiale, dans l'une des quatre catégories d'instruments financiers suivantes prévues par la norme IAS 39, en fonction des raisons ayant motivé leur acquisition à l'origine :

- les prêts et créances à long terme, actifs financiers non cotés sur un marché actif, dont le paiement est déterminé ou déterminable ; ils sont évalués au coût amorti ;
- les actifs disponibles à la vente qui intègrent notamment, selon la norme, les titres de participation dans des sociétés non consolidées ; ils sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée du coût des ventes à la clôture ;
- les actifs financiers évalués à leur juste valeur par le résultat, parce que détenus à des fins de transaction (acquis et détenus en vue d'être revendu à court terme) ;
- les placements détenus jusqu'à leur échéance, qui comprennent les titres cotés sur un marché actif assortis de paiements déterminés et à échéances fixées ; le Groupe ne possède pas de tels actifs à la clôture des exercices présentés.

Toutes les opérations d'achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisées à la date de transaction. Les actifs financiers font l'objet d'une revue à chaque clôture annuelle afin d'identifier l'existence éventuelle d'un indice de perte de valeur.

Passifs financiers :

Les passifs financiers non dérivés comprennent principalement les emprunts et les autres passifs financiers (autres financements, découverts bancaires...) ; ils sont comptabilisés au coût amorti.

Actions d'autocontrôle :

Conformément à IAS 32, les actions propres Vicat sont inscrites en déduction des capitaux propres.

Instruments dérivés et relations de couverture :

Le Groupe utilise des instruments de couverture pour réduire son exposition aux variations de taux d'intérêts et de cours de change résultant de ses activités opérationnelles, de financement et d'investissement. Ces opérations de couverture sont réalisées au moyen d'instruments financiers dérivés. Le Groupe utilise des swaps et caps de taux d'intérêts pour gérer son exposition aux risques de taux et des contrats de change à terme et swaps de devises

pour couvrir l'exposition au risque de change.

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe exclusivement à des fins de couverture économique et aucun instrument n'est détenu à des fins spéculatives. Cependant, certains instruments financiers dérivés utilisés ne sont pas, pas encore ou plus éligibles à la comptabilité de couverture à la date de clôture selon les critères de la norme IAS 39.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat dans le résultat financier (« Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers »). Les justes valeurs des dérivés sont estimées à partir des modèles de valorisation communément utilisés en prenant en compte les données issues des marchés actifs.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon le type de relation de couverture :

- La couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change et qui affecterait le résultat net présenté ;
- La couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple vente ou achat attendu, opération future « hautement probable ») et qui affecterait le résultat net présenté.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie est applicable si :

- La relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- L'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine puis par la vérification régulière et la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- en cas de documentation d'une relation de couverture de Juste Valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en

compte de résultat, venant se compenser avec la variation de la juste valeur de l'instrument financier couvert. Le résultat est impacté de la seule part inefficace de la couverture ;

- en cas de documentation d'une relation de couverture de Flux de Trésorerie, la variation de juste valeur du dérivé de couverture est enregistrée initialement en capitaux propres pour la part efficace et directement en compte de résultat pour la part inefficace de la variation. Les variations cumulées de la juste valeur de l'instrument de couverture précédemment enregistrées en capitaux propres sont transférées en compte de résultat au même rythme que les flux de trésorerie couverts.

1.15. Avantages du personnel

Les réglementations, usages et accords contractuels en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés consolidées du Groupe, prévoient des avantages postérieurs à l'emploi (indemnités de départ en retraite, compléments de retraite, retraite chapeau pour les dirigeants...) ainsi que d'autres avantages à long terme (couverture de dépenses médicales, ...).

Les régimes à cotisations définies, dont les cotisations sont comptabilisés en charges lorsqu'elles sont encourues, ne constituant pas un engagement futur pour le Groupe, ne donnent pas lieu à constitution de provisions.

Les régimes à prestations définies, qui comprennent tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, autres que ceux à cotisations définies, constituent un engagement futur pour le Groupe. Les engagements correspondants font l'objet d'un calcul actuariel (évolution des salaires, mortalité, rotation...) selon la méthode des unités de crédits projetées, conformément aux clauses prévues par les conventions collectives et aux usages.

Certains régimes de retraite à prestations définies, principalement aux États-Unis et en Suisse sont couverts pour tout ou partie par des actifs dédiés qui sont composés pour l'essentiel d'actions et d'obligations. Ils sont donc provisionnés dans l'état de la situation financière, déduction faite, le cas échéant, de la juste valeur de ces actifs investis. En cas d'excédent d'actif, celui-ci n'est comptabilisé dans l'état de la situation financière que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs effectivement disponibles pour le Groupe, et dans la limite du plafond défini par IAS 19.

Les écarts actuariels résultent du changement d'hypothèses actuarielles et/ou d'écarts constatés entre ces hypothèses et la réalité. En application de l'option offerte par IFRS 1, le Groupe a choisi de mettre à zéro les écarts actuariels liés aux avantages au personnel non encore reconnu dans le bilan de transition par imputation sur les capitaux propres. La part de gains et pertes actuariels excédant 10% de la plus grande de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies ou la juste valeur des actifs du régime est comptabilisée en résultat. Les écarts actuariels résiduels sont étalés sur la durée de vie active résiduelle moyenne attendue du personnel adhérent à chaque régime, selon la méthode dite du « corridor », à l'exception de ceux concernant les autres avantages à long terme.

1.16. Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite, résultant d'un fait générateur antérieur à la clôture qui entraînera une sortie de ressources sans contrepartie, pouvant être estimée de manière fiable.

Elles incluent notamment les provisions pour remise en état des sites, constituées au fur et à mesure de l'exploitation des carrières et comprenant les coûts prévisionnels liés à l'obligation de reconstitution des sites de carrière.

Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an, font l'objet d'une actualisation, conformément à IAS 37, lorsque son effet est significatif. Les effets de cette actualisation sont enregistrés en résultat financier.

1.17. Impôts et taxes

La loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par la Contribution Economique Territoriale (C.E.T) qui comprend deux nouvelles contributions :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle Taxe Professionnelle ;
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Le Groupe a comptabilisé la taxe professionnelle en charges opérationnelles au 31 décembre 2009, sans changement par rapport aux exercices précédents

et a engagé la réflexion préalable nécessaire à une prise de position définitive en 2010 sur la qualification de ces contributions.

1.18. Impôts sur le résultat

Les impôts différés sont calculés avec les taux d'impôts, dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, et qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont déterminés sur la base d'une analyse bilantielle, pour les différences temporelles identifiées dans les filiales et les coentreprises du Groupe entre les valeurs dans l'état de la situation financière consolidé et les valeurs fiscales des éléments d'actif et de passif.

Des impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles, y compris sur le retraitement des contrats de location financement, sauf si la différence temporelle est générée par un goodwill.

Les impôts différés actif et passif sont compensés au niveau de chaque entité. Lorsque le solde correspond à une créance, un impôt différé actif est constaté s'il est probable que la société disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels elle pourra imputer les actifs d'impôts considérés.

1.19. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » (appliquée par le Groupe depuis le 1^{er} janvier 2009 en lieu et place de la norme IAS 14), l'information sectorielle présentée dans la Note 26 a été définie sur la base des données issues du reporting interne, tant en ce qui concerne les secteurs opérationnels identifiés que les indicateurs présentés. Cette information est celle utilisée par la Direction Générale qui met en œuvre la stratégie définie par le Président du Conseil d'administration, pour la mesure de la performance économique du Groupe et l'allocation des investissements et ressources aux secteurs et zones géographiques.

L'application de la norme IFRS 8 n'a pas eu d'incidence significative sur la présentation de l'information sectorielle du Groupe, les secteurs déterminés en application de IFRS 8 correspondant à ceux de premier niveau antérieurement présentés dans le cadre d'IAS 14. Ils sont constitués des 3 secteurs dans lesquels le Groupe exerce son activité : le

Ciment, le Béton & Granulats et les Autres produits & services.

Les indicateurs de gestion présentés ont été adaptés pour être en cohérence avec ceux suivis par la Direction Générale tout en respectant les informations requises par IFRS 8: Chiffre d'affaires opérationnel et consolidé, EBITDA et EBIT (cf. § 1.20), Total des actifs non courants, Capitaux nets investis (cf. § 26), Investissements industriels, Dotation nette aux amortissements des immobilisations et Effectifs. Les informations relatives aux zones géographiques requises par IFRS 8 sont communiquées selon la même segmentation géographique que celle qui avait été déterminée dans le cadre d'IAS14 pour le second niveau.

Les indicateurs de gestion suivis dans le cadre du reporting interne sont communs à l'ensemble des secteurs opérationnels et zones géographiques définis ci-dessus et sont déterminés conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

1.20. Indicateurs financiers

La définition des indicateurs de performance financière, utilisés par le Groupe, comme par d'autres acteurs industriels notamment dans le domaine des matériaux de construction, et présentés avec le compte de résultat, est la suivante :

Valeur Ajoutée : elle est égale à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires.

Excédent Brut d'exploitation : il est égal à la valeur ajoutée, diminuée des charges de personnel, des impôts et taxes (hors impôts sur les résultats et impôts différés) et augmentée des subventions d'exploitation.

EBITDA (Earning Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization) : il se calcule en sommant l'Excédent Brut d'Exploitation et les autres produits et charges ordinaires.

EBIT (Earning Before Interest and Tax) : il se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.

1.21. Saisonnalité

La demande dans les activités du Ciment, du Béton prêt à l'emploi et des Granulats est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Le Groupe enregistre par conséquent généra-

lement un chiffre d'affaires plus bas aux premier et quatrième trimestres, pendant la saison hivernale sur les principaux marchés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

NOTE 2 VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE ET AUTRES FAITS MARQUANTS

L'exercice 2009 a été marqué par un environnement macro économique et financier global particulièrement difficile. Dans ce contexte, le Groupe Vicat a affiché en 2009 une solide performance démontrant sa capacité de résistance et sa solidité financière. À ce titre, le Groupe a finalisé au cours de cet exercice le refinancement d'une partie significative de ses lignes de crédits bilatérales et syndiquées, dans des conditions qui peuvent être considérées comme bonnes, compte tenu de cet environnement dégradé, rallongeant ainsi la maturité moyenne de sa dette tout en renforçant la liquidité de son bilan et sa flexibilité financière.

NOTE 3 GOODWILL

La variation des goodwills nets par secteurs d'activité s'analyse comme suit :

	Ciment	Béton et Granulats	Autres Produits et Services	Total net
Au 31 décembre 2007	415 129	118 490	14 672	548 291
Acquisitions/Augmentations ⁽¹⁾	36 038	71 016		107 054
Cessions/Diminutions		(75)		(75)
Variations de change et autres	5 913	8 586	1 132	15 631
Au 31 décembre 2008	457 080	198 017	15 804	670 901
Acquisitions/Augmentations ⁽²⁾	11 156	907	4	12 067
Cessions/Diminutions		(68)	(17)	(85)
Variations de change et autres	(5 667)	(6 005)	13	(11 659)
Au 31 décembre 2009	462 569	192 851	15 804	671 224

⁽¹⁾ l'augmentation des goodwills au cours de l'exercice 2008 résulte pour l'essentiel :

- pour l'activité ciment, de la prise de participation à hauteur de 65% dans la société mauritanienne BSA Ciment,
- pour l'activité béton et granulats, de l'acquisition des actifs du groupe Walker aux États-Unis.

⁽²⁾ l'augmentation des goodwills au cours de l'exercice 2009 résulte pour l'essentiel des investissements complémentaires engagés en 2009 en application du pacte d'actionnaires conclu dans le cadre de la création d'une joint-venture avec le cimentier indien Sagar Cements, dont l'objectif est la construction d'une cimenterie *greenfield* en Inde.

Test de perte de valeur sur les écarts d'acquisition :

Conformément à IFRS 3 et IAS 36, les goodwills font l'objet, à chaque clôture annuelle, et en cas d'indice de perte de valeur, d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite dans les Notes 1.4. et 1.11.

Les taux d'actualisation retenus pour effectuer les tests sont les suivants :

(%)	France	Europe (hors France)	États-Unis	Turquie	Afrique de l'Ouest et Moyen-Orient
2009	7,48	8,88 à 8,95	9,41	10,51	10,51
2008	7,00	7,00	7,00	7,75	8,25

Les tests de dépréciation réalisés en 2009 et 2008 n'ont pas donné lieu à la constatation d'une perte de valeur au titre des goodwills.

Au 31 décembre 2009, les tests de perte de valeur ont fait l'objet de tests de sensibilité sur la base d'un taux d'actualisation majoré de 1%. Une hausse de 1% aurait pour effet de générer des valeurs recouvrables inférieures à la valeur nette comptable pour certaines unités génératrices de trésorerie. Le montant correspondant est de 63 millions d'euros.

NOTE 4 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les autres immobilisations incorporelles se ventilent comme suit par nature :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Concessions, brevets et droits similaires	48 161	20 832
Logiciels	4 395	2 365
Autres immobilisations incorporelles	21 912	20 392
Immobilisations incorporelles en cours	16	11
Autres immobilisations incorporelles	74 484	43 600

Au 31 décembre 2009, les immobilisations incorporelles nettes s'élève à 74 484 milliers d'euros contre 43 600 fin 2008. La variation au cours de l'exercice 2009 s'explique principalement par une dotation aux amortissements de 4 754 milliers d'euros, des acquisitions ayant conduit à un accroissement de 17 654 milliers d'euros, des variations de périmètre pour 5 318 milliers d'euros et pour le solde, par des écarts de conversion négatifs, des reclassements et des cessions.

Les immobilisations incorporelles nettes s'élevaient

au 31 décembre 2008 à 43 600 contre 29 262 fin 2007. La variation au cours de l'exercice 2008 s'expliquait principalement par une dotation aux amortissements de 3 801 milliers d'euros, des acquisitions ayant conduit à un accroissement de 16 337, des variations de périmètre pour 12 et pour le solde, par des écarts de conversion négatifs, des reclassements et des cessions.

Les frais de recherche et développement inscrits en charges en 2009 s'élèvent à 1 757 milliers d'euros (2 113 en 2008).

NOTE 5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les autres immobilisations incorporelles se ventilent comme suit par nature :

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Terrains & constructions	Installations industrielles	Autres immo- bilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances/ acomptes	Total
Au 31 décembre 2007	662 905	1 827 413	124 324	171 338	2 785 980
Acquisitions	46 275	76 139	21 654	162 072	306 140
Cessions	(5 499)	(20 670)	(9 803)	(909)	(36 881)
Variations de périmètre	721	15 214	2 741	15 471	34 147
Variations de change	2 843	(31 123)	3 548	6 895	(17 837)
Autres mouvements	18 351	55 855	1 456	(76 438)	(776)
Au 31 décembre 2008	725 596	1 922 828	143 920	278 429	3 070 773
Acquisitions	24 490	56 196	8 934	165 865	255 485
Cessions	(5 632)	(29 568)	(8 972)	(221)	(44 393)
Variations de périmètre	2 150	1 057	18	1 482	4 707
Variations de change	(7 377)	(19 227)	(1 079)	(9 971)	(37 654)
Autres mouvements	59 391	210 321	1 677	(270 814)	575
Au 31 décembre 2009	798 618	2 141 607	144 498	164 770	3 249 493

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS 2009

Amortissements et pertes de valeur (en milliers d'euros)	Terrains & constructions	Installations industrielles	Autres im- mobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances/ acomptes	Total
Au 31 décembre 2007	(255 864)	(942 412)	(87 598)	(45)	(1 285 919)
Augmentation	(22 866)	(95 556)	(12 722)	(8)	(131 152)
Diminution	2 226	18 190	8 941	46	29 401
Variations de périmètre	(249)	(661)	(395)		(1 305)
Variations de change	(1 239)	17 789	(1 896)	(1)	14 654
Autres mouvements	261	1 269	(332)		1 198
Au 31 décembre 2008	(277 731)	(1 001 381)	(94 002)	(8)	(1 373 123)
Augmentation	(25 783)	(105 318)	(13 358)		(144 459)
Diminution	4 790	27 810	8 221		40 821
Variations de périmètre	(523)	(383)	(16)		(922)
Variations de change	1 767	8 722	2		10 491
Autres mouvements	87	(117)	27	8	5
Au 31 décembre 2009	(297 393)	(1 070 667)	(99 126)		(1 467 186)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2008	447 865	921 447	49 918	278 421	1 697 650
Valeur nette comptable au 31 décembre 2009	501 225	1 070 940	45 372	164 770	1 782 307

Les immobilisations corporelles en cours totalisent 136 millions d'euros au 31 décembre 2009 (202 millions d'euros au 31 décembre 2008) et les avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles représentent 29 millions d'euros au 31 décembre 2009 (77 millions d'euros au 31 décembre 2008). Pour mémoire, l'augmentation globale de plus de 107 millions d'euros de ces postes entre 2007 et 2008 était liée à la poursuite en 2008 du programme d'investissements industriels présenté dans le cadre du plan « Performance 2010 », notamment en France, en

Turquie, au Sénégal et en Égypte. Ces programmes étaient principalement destinés à augmenter les capacités de production des usines existantes, principalement en France, en Turquie, en Égypte, au Sénégal et aux États-Unis.

Le montant des engagements contractuels pour l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles s'élève à 70 millions d'euros au 31 décembre 2009 (151 millions d'euros au 31 décembre 2008).

NOTE 6 CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT ET CRÉDIT BAIL

Valeur nette comptable par catégorie d'actifs :

(en milliers d'euros)

	2009	2008
Installations industrielles	5 822	5 717
Autres immobilisations corporelles	1 721	2 887
Immobilisations corporelles	7 543	8 604

Echéanciers des paiements minimaux :

Paiements minimaux

A moins d'un an	4 258	4 679
De 1 à 5 ans	4 087	4 674
A plus de 5 ans	-	-
Total	8 345	9 353

NOTE 7 IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en milliers d'euros)

	Montants bruts	Amortissements & Pertes de valeur	Montants nets
Au 31 décembre 2007	33 278	(14 369)	18 909
Acquisitions	213		213
Cessions	(314)	92	(222)
Amortissements		(150)	(150)
Variations de change	1 596	(322)	1 274
Variations de périmètre et autres	22	(22)	
Au 31 décembre 2008	34 795	(14 771)	20 024
Acquisitions	85		85
Cessions	(1 106)		(1 106)
Amortissements		(249)	(249)
Variations de change	(3)	(5)	(8)
Variations de périmètre et autres	480	(20)	460
Au 31 décembre 2009	34 251	(15 045)	19 206
Juste valeur des immeubles de placement au 31 décembre 2008			58 168
Juste valeur des immeubles de placement au 31 décembre 2009			58 216

Les produits locatifs des immeubles de placement s'élèvent à 2,6 millions d'euros au 31 décembre 2009 (3,2 millions d'euros au 31 décembre 2008).

NOTE 8 PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

(en milliers d'euros)

Variation des participations dans des entreprises associées	2009	2008
Au 1^{er} janvier	10 059	8 680
Quote-part de résultat des entreprises associées	1 021	338
Dividendes reçus des participations dans des entreprises associées	(135)	(936)
Variations de périmètre ⁽¹⁾	26 060	1 033
Variations de change et autres	(426)	944
Au 31 décembre	36 579	10 059

⁽¹⁾ les variations de périmètre 2009 sont liées à l'entrée dans le périmètre de consolidation des sociétés Sodicapéi et Sinai White Cement.

NOTE 9 CRÉANCES ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS

(en milliers d'euros)

	Montants bruts	Pertes de valeur	Montants nets
Au 31 décembre 2007	84 804	(1 773)	83 031
Acquisitions / Augmentations	28 609	(1 122)	27 487
Cessions / Diminutions	(20 730)	65	(20 665)
Variations de périmètre	4 141		4 141
Variations de change	2 775	80	2 855
Autres	(2 252)		(2 252)
Au 31 décembre 2008	97 347	(2 750)	94 597
Acquisitions / Augmentations	14 338	(306)	14 032
Cessions / Diminutions	(4 193)	552	(3 641)
Variations de périmètre	(29 992)		(29 992)
Variations de change	(290)		(290)
Autres	(6 319)		(6 319)
Au 31 décembre 2009	70 891	(2 504)	68 387
dont :			
- titres de participation	17 033	(677)	16 356
- titres immobilisés	1 766	(411)	1 355
- prêts et créances ⁽¹⁾	45 244	(1 416)	43 828
- actifs des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi	6 848		6 848
Au 31 décembre 2009	70 891	(2 504)	68 387

⁽¹⁾ dont 4 873 milliers d'euros de sicav de trésorerie détenues dans le cadre du contrat de liquidité confié par la société Vicat à Crédit Agricole Cheuvreux, et 4 millions d'euros d'indemnités des assureurs à recevoir dans le cadre du sinistre survenu en 2006 tel que décrit dans la Note 15.

Concernant la société Mynaral, une option de vente a été consentie par le Groupe à la S.F.I sur ses parts, représentant 10% du capital de l'entité. Cette option exerçable au plus tôt dans 4 ans sera évaluée à terme à dire d'expert. Au 31 décembre 2009, compte tenu

de ce délai et de l'état d'avancement partiel du projet *greenfield* porté par l'entité, l'obligation du Groupe relative à cette option de vente n'est pas chiffrable et n'a donc pas été constatée dans les états financiers à la clôture.

NOTE 10 STOCKS ET EN COURS

(en milliers d'euros)	2009			2008		
	Brut	Provisions	Montant net	Brut	Provisions	Montant net
Matières premières et consommables	211 089	(5 970)	205 119	219 803	(4 640)	215 163
Encours, produits finis et marchandises	91 181	(1 160)	90 021	98 580	(1 287)	97 293
Total	302 270	(7 130)	295 140	318 383	(5 927)	312 456

NOTE 11 CRÉANCES

(en milliers d'euros)	Clients et autres débiteurs	Provisions Clients et autres débiteurs	Clients et autres débiteurs net	Autres Créances fiscales	Créances sociales	Autres créances	Provisions Autres créances	Total Autres Créances net
Au 31 décembre 2007	418 139	(11 631)	406 508	34 383	5 230	49 809	(2 974)	86 448
Augmentations		(6 458)	(6 458)				(49)	(49)
Diminutions avec utilisation		2 223	2 223				165	165
Diminutions sans utilisation			-					-
Variations de change	(2 296)	478	(1 818)	(946)	214	615		(117)
Variations de périmètre	3 939	(507)	3 432	2 602	50	439		3 092
Autres mouvements	(35 223)	(2)	(35 225)	976	1 630	1 952	(53)	4 505
Au 31 décembre 2008	384 559	(15 897)	368 662	37 016	7 124	52 816	(2 911)	94 044
Augmentations		(6 787)	(6 787)				(149)	(149)
Diminutions avec utilisation		5 286	5 286				212	212
Variations de change	(911)	169	(742)	(818)	26	(107)		(899)
Variations de périmètre	3 133	(29)	3 104	186		1 144		1 330
Autres mouvements	(49 109)	124	(48 985)	6 025	(3 549)	6 271		8 747
Au 31 décembre 2009	337 672	(17 134)	320 538	42 409	3 601	60 124	(2 848)	103 285
dont échu au 31 décembre 2009:								
- depuis moins de 3 mois	44 041	(3 182)	40 859	13 813	580	28 311	(1 190)	41 514
- depuis plus de 3 mois	27 304	(13 627)	13 677	12 112	1	370	(7)	12 476
dont non échu au 31 décembre 2009:								
- à moins de un an	263 487	(156)	263 331	13 380	1 903	20 455	(1 066)	34 672
- à plus de un an	2 840	(169)	2 671	3 104	1 117	10 988	(585)	14 623

NOTE 12 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	2009	2008
Disponibilités	56 648	89 276
Valeurs mobilières de placement	178 060	20 282
Trésorerie et équivalents de trésorerie	234 708	109 558

NOTE 13 CAPITAL SOCIAL

Le capital social de Vicat est composé de 44 900 000 actions ordinaires de 4 euros entièrement libérées dont 1 083 443 actions détenues en propre au 31 décembre 2009 (1 367 979 au 31 décembre 2008) acquises dans le cadre de programmes de rachat d'actions approuvés par les Assemblées Générales Ordinaires, et dans le cadre de la cession par HeidelbergCement de sa participation de 35% dans Vicat en 2007.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix, à l'exception des actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative

depuis 4 ans au moins au nom du même actionnaire, à qui est attribué un droit de vote double.

Le dividende versé au cours de l'exercice 2009 au titre de l'exercice 2008 s'est élevé à 1,50 euro par action soit au total 67 350 milliers d'euros à comparer à 1,50 euro par action versé en 2008 au titre de l'exercice 2007 soit au total 70 157 milliers d'euros. Le dividende proposé par le Conseil d'administration à l'Assemblée Générale Ordinaire au titre de l'exercice 2009 s'élève à 1,50 euro par action, soit au total 67 350 milliers d'euros.

En l'absence d'instrument dilutif, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action et s'obtient en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre d'actions ordinaires moyen pondéré de Vicat en circulation sur l'exercice.

NOTE 14 AVANTAGES AU PERSONNEL
Détail des provisions par nature d'engagement

(en milliers d'euros)	2009	2008
Régimes de retraites et indemnités de fin de carrière (IFC)	23 898	21 086
Autres avantages postérieurs à l'emploi	20 192	21 142
Total	44 090	42 228

Actifs et passifs comptabilisés au bilan

(en milliers d'euros)	2009			2008		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
Valeur actualisée des obligations financées	260 206	29 582	289 788	259 119	25 833	284 952
Juste valeur des actifs des régimes	(244 991)		(244 991)	(225 457)		(225 457)
Situation nette	15 215	29 582	44 797	33 662	25 833	59 495
Ecart actuariel nets non reconnus	(9 517)	(8 372)	(17 889)	(37 794)	(4 660)	(42 454)
Coûts des services passés non reconnus	(15)	16	1	(35)	(9)	(44)
Actifs nets comptabilisés	10 333		10 333	18 370		18 370
Passif net	16 016	21 226	37 242	14 204	21 163	35 367

Composante de la charge annuelle nette

(en milliers d'euros)	2009			2008		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	(6 732)	(559)	(7 291)	(6 172)	(561)	(6 733)
Coût financier	(12 620)	(1 577)	(14 197)	(12 601)	(1 300)	(13 901)
Rendement attendu des actifs du régime	11 433		11 433	12 401		12 401
Écarts actuariels reconnus dans l'année	(1 399)	(256)	(1 655)	(60)	(223)	(283)
Coût des services passés reconnus	(21)	(26)	(47)	(511)	(24)	(535)
Charge de l'exercice	(9 339)	(2 418)	(11 757)	(6 943)	(2 108)	(9 051)

Variation des actifs financiers de couverture du régime

(en milliers d'euros)	2009			2008		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
Juste valeur des actifs au 1^{er} janvier	225 457	-	225 457	234 095	-	234 095
Rendement attendu des actifs	11 433		11 433	12 400		12 400
Cotisations payées	9 459		9 459	9 548		9 548
Différences de conversion	(395)		(395)	22 640		22 640
Prestations payées	(13 822)		(13 822)	(7 655)		(7 655)
Variation de périmètre et autres	-		-	(850)		(850)
Gains et pertes actuariels	12 859		12 859	(44 721)		(44 721)
Juste valeur des actifs au 31 décembre	244 991	-	244 991	225 457	-	225 457

Variation du passif net

(en milliers d'euros)	2009			2008		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
Passif net au 1^{er} janvier	14 222	21 145	35 367	16 873	19 143	36 016
Charge de l'exercice	9 339	2 418	11 757	6 943	2 108	9 051
Cotisations payées	(5 859)		(5 859)	(6 133)		(6 133)
Différences de conversion	(56)	(726)	(782)	(1 448)	1 154	(294)
Prestations payées par l'employeur	(1 668)	(1 611)	(3 279)	(1 997)	(1 260)	(3 257)
Variation de périmètre			-	24		24
Autres	38		38	(40)		(40)
Passif net au 31 décembre	16 016	21 226	37 242	14 222	21 145	35 367

Principales hypothèses actuarielles

	France	Europe (hors France)	États-Unis	Turquie, Kazakhstan et Inde	Afrique de l'Ouest et Moyen-Orient
Taux d'actualisation					
2009	5,3%	3,3% à 5,3%	6,0%	12,0%	5,0% à 9,0%
2008	5,7%	3,4% à 5,8%	6,3%	11,0%	5,5% à 11,0%
Taux de rendement des actifs financiers					
2009	4,0%	4,4%	8,5%		
2008	4,8%	4,7%	8,5%		
Taux d'augmentation des salaires					
2009	2,5% à 4,0%	1,5% à 3,0%	0,0% à 3,0%	5,5%	4,0% à 8,0%
2008	2,5% à 3,5%	1,5% à 3,0%	0,0% à 3,5%	5,0%	4,0% à 8,0%
Taux d'évolution des coûts médicaux					
2009			4,5% à 7,0%		
2008			4,5% à 6,5%		

Le poids des différentes catégories d'actifs dans le portefeuille des actifs de régime au 31 décembre 2009 s'analyse comme suit :

(en %)	31 décembre 2009
Actions	27
Obligations	28
Immobilier	18
Monétaire	7
Autres	20
Total	100

La sensibilité de la valeur de l'obligation à fin 2009 correspondant à une variation de +/- 25 points de base du taux d'actualisation est de respectivement (7,6) et 7,9 millions d'euros.

Par ailleurs, la sensibilité de la valeur des actifs de couverture à fin 2009 correspondant à une variation de +/- 100 points de base du taux de rendement attendu des actifs est de respectivement 2,7 et (2,7) millions d'euros.

Le taux estimé d'évolution des coûts médicaux utilisé pour le calcul des engagements liés aux avantages postérieurs à l'emploi a une incidence directe sur l'évaluation de certains de ces engagements. L'incidence d'une variation de un point de ce taux d'évolution des coûts médicaux serait la suivante :

(en milliers d'euros)	Augmentation de 1%	Diminution de 1%
Augmentation (diminution) de la valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre 2009	3 518	(2 928)
Augmentation (diminution) du coût des services rendus et du coût financier	279	(350)

Les montants pour l'exercice 2009 et pour les quatre exercices précédents de la valeur actualisée de l'obligation, de la juste valeur des actifs de couverture et des ajustements liés à l'expérience se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	Déc. 2009	Déc. 2008	Déc. 2007	Déc. 2006	Déc. 2005
Valeur actualisée de l'obligation	(289 788)	(284 952)	(250 415)	(254 895)	(256 247)
Juste valeur des actifs de couverture	244 991	225 457	234 095	227 518	219 207
Surplus/(Déficit) des plans	(44 797)	(59 495)	(16 320)	(27 377)	(37 040)
Ajustements liés à l'expérience sur la valorisation des engagements	(2 999)	(1 875)	(4 999)	3 289	901
Ajustements liés à l'expérience sur la valorisation des actifs de régime	3 553	(45 511)	(3 491)	7 322	1 767

NOTE 15 AUTRES PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Reconstitution des sites	Démolitions	Autres risques	Autres charges	Total
Au 31 décembre 2007	25 871	1 945	78 283	6 962	113 061
Augmentations	4 032	5	9 585	1 173	14 795
Diminutions avec utilisation	(2 203)	(760)	(17 605)	(1 715)	(22 283)
Diminutions sans utilisation	(488)	(506)	(3 632)	(452)	(5 078)
Variations de change	1 560	136	576	285	2 557
Variations de périmètre			6	21	27
Autres mouvements	12		(11 382)	43	(11 327)
Au 31 décembre 2008	28 784	820	⁽¹⁾ 55 831	6 317	91 752
Augmentations	2 799	19	16 969	7 400	27 187
Diminutions avec utilisation	(2 702)	(66)	(7 400)	(2 017)	(12 185)
Diminutions sans utilisation		(81)	(1 792)		(1 873)
Variations de change	40	(2)	(262)	(34)	(258)
Variations de périmètre					-
Autres mouvements	2 020		(9 678)	(1 298)	(8 956)
Au 31 décembre 2009	30 941	690	⁽¹⁾ 53 668	10 368	95 667
<i>dont à moins d'un an</i>			6 918	1 251	8 169
<i>dont à plus d'un an</i>	30 941	690	46 750	9 117	87 498
Impact (net des charges encourues) au compte de résultat 2009:			Dotations	Reprises sans utilisation	
Résultat d'exploitation :			12 676	(1 801)	
Résultat hors exploitation :			14 511	(72)	

⁽¹⁾ Les autres risques incluent au 31 décembre 2009 :

- un montant 29,1 de millions d'euros (31,2 millions d'euros au 31 décembre 2008) correspondant à l'évaluation actuelle des coûts bruts attendus en réparation d'un sinistre survenu en 2006 suite à des livraisons de mélanges à béton et de béton effectuées en 2004 et présentant un taux de sulfate supérieur aux normes en vigueur. Ce montant correspond à l'estimation actuelle de la quote-part de responsabilité du Groupe dans la réparation des sinistres avérés avant indemnisation résiduelle à recevoir des assurances constatée pour 4 millions d'euros à l'actif non courant du bilan au 31 décembre 2009 (13,7 millions d'euros au 31 décembre 2008 - Note 9).
- un montant de 4,5 millions d'euros identique à celui du 31 décembre 2008 correspondant au montant résiduel de la sanction du conseil de la concurrence relative à une entente présumée en Corse, après réduction du montant de cette sanction par la cour d'appel. Le Groupe a formé recours contre cette décision devant la cour de cassation qui a partiellement cassé l'arrêt de la cour d'appel de Paris en juillet 2009.
- un montant de 6,7 millions d'euros (6,5 millions d'euros au 31 décembre 2008) correspondant au montant estimé de la franchise concernant des sinistres survenus aux États-Unis à la clôture dans le cadre d'accidents du travail, et qui devra être prise en charge par le Groupe.
- Le solde résiduel des autres provisions s'élevant à environ 13,4 millions d'euros au 31 décembre 2009 (13,6 millions d'euros au 31 décembre 2008) correspond au cumul des autres provisions qui, prises individuellement, ne sont pas matérielles.

NOTE 16 DETTES FINANCIÈRES
Répartition de la dette par catégorie et échéances

2009 (en milliers d'euros)	Total	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	790 877	145 861	98 930	35 431	124 897	251 681	134 077
Emprunts et dettes financières divers	15 855	4 955	6 097	3 509	332	459	503
Dettes sur immobilisations en location financement	7 873	3 699	2 571	1 094	418	91	
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	72 741	72 741					
Dettes financières	887 346	227 256	107 598	40 034	125 647	252 231	134 580
dont billets de trésorerie	136 000					136 000	

Les dettes financières à moins d'un an sont principalement composées des soldes créditeurs de banque ainsi que de la première échéance de remboursement du PPUS.

2008 (en milliers d'euros)	Total	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	722 427	38 045	396 487	42 421	11 480	113 335	120 659
Emprunts et dettes financières divers	26 327	4 716	18 910	240	253	520	1 688
Dettes sur immobilisations en location financement	8 556	4 077	2 547	1 290	511	131	
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	30 062	30 062					
Dettes financières	787 372	76 900	417 944	43 951	12 244	113 986	122 347
dont billets de trésorerie	58 000		58 000				

Caractéristiques des emprunts et dettes financières (devises et taux)

Selon la devise (après swaps de devises)

	2 009	2 008
Euros	642 591	609 963
Dollars américains	122 978	87 571
Livres turques	53 141	4 120
Francs CFA	59 040	62 969
Francs suisses	1 615	5 021
Ouguiya mauritanien	7 981	17 728
Total	887 346	787 372

Selon le taux	2 009	2 008
Taux fixe	230 031	249 839
Taux variable	657 315	537 533
Total	887 346	787 372

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut au 31 décembre 2009 est de 3,73%. Il était de 5,3% à fin décembre 2008.

NOTE 17 INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de change

Les activités du Groupe sont réalisées par des filiales qui opèrent essentiellement dans leur propre pays et dans leur propre monnaie. L'exposition du Groupe au risque de change est donc limitée. Les opérations d'importation et d'exportation effectuées par les sociétés dans des devises différentes de leur monnaie de compte sont, le plus souvent, couvertes par des opérations d'achat et de vente à terme de devises. Les financements intragroupes font l'objet de couvertures de change par les sociétés lorsque la devise de l'emprunt est différente de la monnaie fonctionnelle.

Le tableau ci-dessous décrit la décomposition du montant total des actifs et passifs en devises étrangères du Groupe, essentiellement en US dollars au 31 décembre 2009 :

(en millions)	Dollar US	Euros	Franc suisse
Actifs	128,6	13,3	28,0
Passifs et engagements hors bilan	(658,4)	(20,2)	
Position nette avant gestion	(529,8)	(6,9)	28,0
Instruments de couverture	386,9	5,2	(28,0)
Position nette après gestion	(142,9)	(1,7)	

N'est pas inclus dans la position Euros le prêt de 20 millions d'euros consenti à Sococim Industries dont la monnaie fonctionnelle est le Franc Cfa, monnaie dont la parité est fixe avec l'euro.

La position nette après gestion correspond pour 125 millions de dollars à l'emprunt du Kazakhstan pour lequel il n'y a pas de marché de couverture.

Le risque de perte de change sur la position nette en devise du fait d'une hypothèse d'évolution défavorable et uniforme d'un pour cent des devises fonctionnelles contre le US dollar s'élève, en contrevalet euros, à 1,1 million d'euros (dont 0,9 million d'euros pour la dette kazakh).

Par ailleurs, les montants en principal et en intérêts dus au titre d'un emprunt émis initialement par le Groupe en US Dollar (400 millions d'US Dollars) ont été convertis en Euro au moyen de Cross Currency Swaps, intégrés dans le portefeuille présenté ci-après.

Risque de taux

L'endettement à taux variable est couvert au moyen de caps sur des durées d'origine de 2, 3, 5, 10 et 12 ans et de swaps sur des durées d'origine de 3 ans. Le Groupe est exposé à un risque de taux d'intérêt sur ses actifs et passifs financiers et ses liquidités. Cette exposition correspond aux risques de cours pour les éléments d'actif et de passif financier à taux fixe, et aux risques de flux de trésorerie liés aux éléments d'actif et de passif à taux variable.

Le Groupe estime qu'une hausse ou une baisse uniforme de 100 points de base des taux d'intérêts aurait un impact non significatif sur le résultat financier et la situation nette du Groupe.

Risque de liquidité

Le Groupe dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 609 millions d'euros au 31 décembre 2009 (603 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Le Groupe dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 152 millions d'euros. Au 31 décembre 2009, le montant des billets émis s'élève à 136 millions d'euros. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme telles en dettes à moyen terme dans le bilan consolidé.

Le risque lié à l'impossibilité de placer les billets de trésorerie sur le marché est couvert par des lignes de crédit confirmées non utilisées pour un montant s'élevant au 31 décembre 2009 à celui des billets émis soit 136 millions d'euros.

Certains contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (covenants) imposant notamment le respect de ratios financiers, déclarés tous les semestres, et pouvant conduire à une demande de remboursement anticipé (clause d'accélération) en cas de non-respect. Ces covenants portent notamment sur des ratios relatifs à la rentabilité (« leverage » correspondant à l'endettement net/EBITDA consolidé) et à la structure financière (« gearing » correspondant à l'endettement net/capitaux propres consolidés) du Groupe ou des filiales concernées.

Par ailleurs, la marge appliquée à certains financements est fonction du niveau atteint sur l'un de ces ratios.

Compte tenu du nombre réduit de sociétés concernées, pour l'essentiel Vicat SA société mère du Groupe, du faible niveau de « gearing » (31,4%) et de « leverage » (138%), et de la liquidité du bilan du Groupe, l'existence de ces covenants ne constitue pas un risque sur la situation financière du Groupe. Au 31 décembre 2009, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les covenants contenus dans les contrats de financement.

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant à fin décembre 2009:

	Valeur nominale (devise)	Valeur nominale (euro)	Valeur de marché (euro)	Maturité résiduelle		
(en milliers de devises)				< 1 an (euro)	1 - 5 ans (euro)	> 5 ans (euro)
Couverture de juste valeur						
Instruments composés						
- Cross Currency Swap TF/TV US \$	200 000 (\$)	138 831	(1) (30 514)	(14 025)	(8 408)	(8 081)
Couverture de flux de trésorerie						
Instruments composés						
- Cross Currency Swap TF/TF US \$	200 000 (\$)	138 831	(2) (38 678)	(15 138)	(11 564)	(11 976)
Autres dérivés						
Instruments de taux d'intérêt						
- Caps Euro	360 000 (€)	360 000	(1 055)		(387)	(668)
- Caps Dollar	40 000 (\$)	27 766	32		32	
- Swaps Dollar	30 000 (\$)	20 825	(1 099)		(1 099)	
Instruments de change						
- Couverture du prêt Vicat à Vigier (VAT Vicat)	28 000 (chf)	18 873	(31)	(31)		
- Couverture du prêt Vicat à NCC (VAT Vicat)	45 000 (\$)	31 237	(57)	(57)		
- Couverture du prêt Parficim à Ravlied (AAT Ravlied)	4 700 (€)	4 700	(37)	(37)		
- Couvertures achats matières premières (AAT)	6 052 (\$)	4 201	(18)	(18)		
			(71 457)			

En application d'IFRS 7, la répartition des instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé selon leur niveau hiérarchique de juste valeur est la suivante au 31 décembre 2009:

(en millions d'euros)	31 décembre 2009	
Niveau 1: instruments cotés sur un marché actif	178,1	Note 12
Niveau 2: valorisation s'appuyant sur des données de marché observables	(71,5)	voir ci-dessus
Niveau 3: valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables	16,4	Note 9

⁽¹⁾ Parallèlement, la dette s'améliore de 32,23 millions d'euros

⁽²⁾ Parallèlement, la dette s'améliore de 37,76 millions d'euros

NOTE 18 AUTRES DETTES

(en milliers d'euros)	2009	2008
Dettes sociales	51 740	52 995
Dettes fiscales	17 627	18 953
Autres dettes et comptes de régularisation	67 518	77 091
Total	136 885	149 039

NOTE 19 CHIFFRE D'AFFAIRES

Conformément à IAS 18, le chiffre d'affaires est constaté pour la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, après déduction des éventuelles ristournes ou remises commerciales, à la date du transfert des risques et avantages inhérents à la propriété des produits et des biens.

(en milliers d'euros)	2009	2008
Ventes de biens	1 782 808	1 937 014
Ventes de services	113 205	120 029
Chiffre d'affaires	1 896 013	2 057 043

Évolution du chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2009	Variations de périmètre	Variations de change	31 décembre 2009 périmètre et change constants	31 décembre 2008
Chiffre d'affaires	1 896 013	17 073	8 523	1 870 417	2 057 043

NOTE 20 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

(en milliers d'euros)	2009	2008
Salaires et traitements	217 451	216 978
Charges sociales	85 726	87 976
Participation des salariés (sociétés françaises)	6 269	7 500
Charges de personnel	309 446	312 454
Effectifs moyens des sociétés intégrées	6 712	6 836

La participation des salariés des sociétés françaises est attribuée sous la forme d'actions Vicat. Le cours d'attribution est déterminé en fonction de la moyenne des 20 dernières cotations sur la période définie précédant son versement.

NOTE 21 DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS

(en milliers d'euros)	2009	2008
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	(149 182)	(135 002)
Dotations nettes aux provisions	827	3 510
Dotations nettes aux autres dépréciations sur actifs	(2 733)	(4 610)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	(151 088)	(136 102)
Autres dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires ⁽¹⁾	(7 252)	9 800
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(158 340)	(126 302)

⁽¹⁾ Incluant au 31 décembre 2009 une dotation de 7,6 millions d'euros constituée pour faire face à la prise en charge de la quote-part estimée de responsabilité du Groupe au-delà de l'indemnisation des assureurs dans le sinistre survenu en 2006 tel que décrit dans la Note 15. Cette provision avait fait l'objet d'une reprise au 31 décembre 2008 à hauteur de 6,1 millions d'euros. Une reprise de provision de 3,5 millions d'euros avait été constatée au 31 décembre 2008, correspondant à la réduction de la sanction du conseil de la concurrence prononcée par la cour d'appel relative à une entente présumée en Corse, décision contre laquelle le Groupe a formé recours.

NOTE 22 AUTRES PRODUITS ET CHARGES

(en milliers d'euros)	2009	2008
Résultat sur cession d'actifs	1 316	8 631
Produits des immeubles de placement	2 638	3 187
Autres	14 914	11 401
Autres produits et charges ordinaires	18 868	23 219
Autres produits et charges non ordinaires ⁽¹⁾	(10 520)	(20 127)
Total	8 348	3 092

⁽¹⁾ Incluant au 31 décembre 2009 une charge de 8,9 millions d'euros comptabilisée par le Groupe, correspondant aux dossiers constatés en charge en 2009 dans le cadre du sinistre survenu en 2006 tel que décrit dans la Note 15. Une charge nette de 17,3 millions d'euros avait été constatée à ce titre au 31 décembre 2008.

NOTE 23 INDICATEURS DE PERFORMANCE

La rationalisation du passage entre l'Excédent Brut d'Exploitation, l'EBITDA, l'EBIT et le Résultat d'exploitation est la suivante :

(en milliers d'euros)	2009	2008
Excédent brut d'exploitation	454 143	505 078
Autres produits et charges ordinaires	18 868	23 219
EBITDA	473 011	528 297
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	(151 088)	(136 102)
EBIT	321 923	392 195
Autres produits et charges non ordinaires	(10 520)	(20 127)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires	(7 252)	9 800
Résultat d'exploitation	304 151	381 868

NOTE 24 RÉSULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	2009	2008
Produits d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	10 629	12 148
Charges d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	(34 607)	(42 239)
Résultat sur cession d'actifs de trésorerie	1	4
Coût de l'endettement financier net	(23 977)	(30 087)
Dividendes	1 536	1 854
Gain de change	3 727	8 668
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	2 671	
Résultat sur cession de titres non consolidés		632
Reprises de provisions financières	845	65
Autres produits financiers	8 779	11 219
Perte de change	(3 953)	(3 312)
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers		(740)
Dotations aux provisions financières	(348)	(331)
Résultat sur cession de titres non consolidés	(3)	
Charge d'actualisation	(4 374)	(2 529)
Autres charges	(58)	(99)
Autres charges financières	(8 736)	(7 011)
Résultat financier	(23 934)	(25 879)

NOTE 25 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Charge d'impôt

Composantes de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	2009	2008
Impôts exigibles	53 631	69 146
Impôts différés	(5 962)	14 170
Total	47 669	83 316

Rapprochement entre la charge théorique et la charge réelle

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge nette d'impôt réelle s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2009	2008
Résultat net des sociétés intégrées	232 548	272 673
Impôts sur les résultats	47 669	83 316
Résultat avant impôt	280 217	355 989
Taux d'impôt théorique	34,43%	34,43%
Impôt théorique calculé au taux de la société mère	(96 479)	(122 568)
Rapprochement :		
Écarts de taux France / Juridictions étrangères	53 691	41 084
Opérations imposées à taux réduit	(3 700)	(15)
Changement de taux		729
Différences permanentes	(2 357)	(3 889)
Crédits d'impôts	1 254	1 109
Autres	(78)	234
Charge réelle d'impôt	(47 669)	(83 316)

Impôt différé

Variation des impôts différés actifs et passifs (en milliers d'euros)	Impôts différés Actif		Impôts différés Passif	
	2009	2008	2009	2008
Impôts différés au 1^{er} janvier :	2 124	2 458	150 609	150 554
Charge /Produit de l'exercice	596	(991)	(5 366)	13 179
Impôts différés imputés en capitaux propres ⁽¹⁾			(2 326)	(15 394)
Variations de conversion et autres	(39)	4	1 474	2 270
Variations de périmètre	1	653	1 625	
Impôts différés au 31 décembre :	2 682	2 124	146 016	150 609

⁽¹⁾ Variation de l'impôt différé liée principalement à la variation de juste valeur du dérivé de couverture qui est enregistrée en capitaux propres pour la part efficace (en cas de documentation d'une relation de couverture de flux de trésorerie) et des variations d'impôts différés liées à un changement des taux d'impôt pour la part concernant des éléments antérieurement comptabilisés en capitaux propres. Par ailleurs, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 mai 2008 ayant décidé de réduire le capital par annulation de 1 871 200 actions de la société détenues en propre, la reprise de l'impôt différé lié la dépréciation de ces actions annulées a été constatée directement dans capitaux propres Groupe pour 16,6 millions d'euros.

Décomposition de la (charge)/produit d'impôts différés nets par principale catégorie de différence temporelle

(en milliers d'euros)	2009	2008
Immobilisations et locations financement	2 489	3 787
Instruments financiers	(929)	320
Pensions et autres avantages assimilés	1 229	(200)
Amortissements dérogatoires, provisions réglementées & autres	840	(19 480)
Autres différences temporaires, reports déficitaires et divers	2 333	1 403
Charge d'impôts différés nets	5 962	(14 170)

Origine des impôts différés actifs et passifs

(en milliers d'euros)	2009	2008
Immobilisations et locations financement	104 628	108 932
Instruments financiers	(102)	1 180
Pensions	(8 037)	(18 408)
Autres provisions pour risques et charges, actualisation	16 911	30 699
Amortissements dérogatoires et provisions réglementées	36 456	28 262
Autres différences temporaires, reports déficitaires et divers	(6 522)	(2 180)
Actifs et passifs d'impôts différés nets	143 334	148 485
Impôts différés actifs	(2 682)	(2 124)
Impôts différés passifs	146 016	150 609
Solde net	143 334	148 485

NOTE 26 INFORMATIONS SECTORIELLES

a) Informations par secteur

2009 (en milliers d'euros sauf effectifs)	Ciment	Béton et Granulats	Autres Produits et Services	Total
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires opérationnel	1 129 077	724 453	313 614	2 167 144
Éliminations inter-secteurs	(179 190)	(28 914)	(63 027)	(271 131)
Chiffre d'affaires consolidé	949 887	695 539	250 587	1 896 013
EBITDA (cf. 1.20 & 23)	363 848	82 828	26 335	473 011
EBIT (cf. 1.20 & 23)	269 025	39 822	13 076	321 923
Bilan				
Total des actifs non courants	2 002 416	506 036	146 417	2 654 869
Capitaux nets investis ⁽¹⁾	2 133 711	466 457	159 980	2 760 148
Autres informations				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	232 231	31 844	10 043	274 118
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	92 054	43 396	13 732	149 182
Effectif moyen	2 444	2 851	1 417	6 712

2008 (en milliers d'euros sauf effectifs)	Ciment	Béton et Granulats	Autres Produits et Services	Total
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires opérationnel	1 142 453	882 137	360 674	2 385 264
Éliminations inter-secteurs	(213 640)	(37 056)	(77 525)	(328 221)
Chiffre d'affaires consolidé	928 813	845 081	283 149	2 057 043
EBITDA (cf. 1.20 & 23)	387 641	109 650	31 006	528 297
EBIT (cf. 1.20 & 23)	303 899	69 684	18 612	392 195
Bilan				
Total des actifs non courants	1 860 103	531 228	147 624	2 538 955
Capitaux nets investis ⁽¹⁾	1 986 906	484 984	176 020	2 647 910
Autres informations				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	208 946	150 102	23 785	382 833
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	82 175	39 425	13 402	135 002
Effectif moyen	2 504	2 996	1 336	6 836

⁽¹⁾ Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et impôts différés.

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS 2009

b) Informations par zones géographiques

L'information relative aux zones géographique est présentée selon l'implantation géographique des entités concernées.

2009 (en milliers d'euros sauf effectifs)	France	Europe (hors France)	États-Unis	Turquie, Kazakhstan et Inde	Afrique de l'ouest et Moyen Orient	Total
Compte de résultat						
Chiffre d'affaires opérationnel	853 373	298 166	186 577	156 172	415 500	1 909 788
Éliminations inter-secteurs	(9 440)	(277)			(4 058)	(13 775)
Chiffre d'affaires consolidé	843 933	297 889	186 577	156 172	411 442	1 896 013
EBITDA (cf. 1.20 & 23)	206 417	79 885	11 800	21 664	153 245	473 011
EBIT (cf. 1.20 & 23)	153 150	54 875	(16 780)	7 716	122 962	321 923
Bilan						
Total des actifs non courants	601 168	474 321	396 507	484 679	698 194	2 654 869
Capitaux nets investis ⁽¹⁾	660 540	458 815	390 250	499 547	750 996	2 760 148
Autres informations						
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	69 919	37 708	5 346	81 334	79 811	274 118
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	53 617	24 478	28 796	14 047	28 244	149 182
Effectif moyen	2 569	1 061	1 150	906	1 026	6 712

2008 (en milliers d'euros sauf effectifs)	France	Europe (hors France)	États-Unis	Turquie, Kazakhstan et Inde	Afrique de l'ouest et Moyen Orient	Total
Compte de résultat						
Chiffre d'affaires opérationnel	1 026 099	283 249	268 017	187 065	301 973	2 066 403
Éliminations inter-secteurs	(9 075)	(285)				(9 360)
Chiffre d'affaires consolidé	1 017 024	282 964	268 017	187 065	301 973	2 057 043
EBITDA (cf. 1.20 & 23)	261 572	66 714	48 530	34 961	116 520	528 297
EBIT (cf. 1.20 & 23)	208 585	49 439	22 925	17 295	93 951	392 195
Bilan						
Total des actifs non courants	600 954	454 276	434 707	404 844	644 174	2 538 955
Capitaux nets investis ⁽¹⁾	646 803	442 304	432 591	438 695	687 517	2 647 910
Autres informations						
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	68 219	34 146	124 565	62 975	92 928	382 833
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	52 320	20 475	25 902	15 162	21 143	135 002
Effectif moyen	2 650	1 023	1 335	892	936	6 836

⁽¹⁾ Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et impôts différés.

c) Informations relatives aux principaux clients

Le Groupe n'est pas dépendant de ses principaux clients.

NOTE 27 FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation réalisées en 2009 par le Groupe se sont élevés à 383 millions d'euros contre 385 millions d'euros en 2008.

Cette stabilité des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles entre 2008 et 2009 provient d'une diminution de la capacité d'autofinancement

de 15 millions d'euros compensée par une amélioration de la variation du besoin en fonds de roulement de 13 millions d'euros.

L'analyse du besoin en fonds de roulement par nature se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	BFR au 31 décembre 2007	Variation du BFR Année 2008	Autres variations (1)	BFR au 31 décembre 2008	Variation du BFR Année 2009	Autres variations (1)	BFR au 31 décembre 2009
Stocks	249 164	64 224	(932)	312 456	(15 407)	(1 909)	295 140
Autres éléments de BFR	186 753	(46 813)	(31 012)	108 928	19 667	(10 063)	118 532
BFR	435 917	17 411	(31 944)	421 384	4 260	(11 972)	413 672

(1) Change, périmètre et divers.

NOTE 28 FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement réalisées en 2009 par le Groupe se sont élevés à (280) millions d'euros contre (464) millions d'euros en 2008.

Acquisitions d'investissements incorporels et corporels

Ils intègrent les décaissements effectués pour les investissements industriels, qui se sont élevés à (270) millions d'euros contre (395) millions d'euros en 2008.

Les principaux investissements incorporels et corporels réalisés en 2009 correspondent essentiellement à la poursuite des investissements réalisés dans le cadre du plan « Performance 2010 » notamment en France, au Sénégal et en Suisse, et à la montée en puissance des investissements au Kazakhstan.

Les principaux investissements incorporels et corporels réalisés en 2008 l'ont été dans le cadre de la poursuite du plan « Performance 2010 », notamment en France, en Turquie, en Égypte et au Sénégal ainsi qu'à l'acquisition des actifs du groupe Walker aux États-Unis réalisée en mai 2008. La mise en œuvre des investissements prévus dans le Sud/Est des États-Unis dans le cadre de ce plan avait alors été retardée afin de prendre en compte le contexte économique

Acquisitions / cessions de titres consolidés

Les opérations d'acquisition de titres de sociétés consolidées réalisées au cours de l'exercice 2009 se sont traduites par un décaissement global de (4) millions d'euros correspondant à l'incidence nette de la période en l'absence de cession.

Les principaux décaissements effectués par le Groupe au cours de cet exercice correspondent principalement à l'acquisition de sociétés suisses, notamment dans les secteurs du béton et des granulats et de la préfabrication, ainsi qu'à l'acquisition par le Groupe de participations complémentaires dans des sociétés déjà consolidées.

En 2008, les opérations liées aux variations de périmètre avaient donné lieu à :

- un encaissement global de 19,7 millions d'euros correspondant principalement à la cession de certains sites de la société Astrada en Suisse,
- un décaissement global de (85,7) millions d'euros correspondant pour l'essentiel au paiement du solde dû au titre de l'acquisition fin 2007 de 60% du capital d'une société kazakh, au montant réglé pour l'acquisition de 65% du capital de la société mauritanienne BSA Ciment ainsi qu'à l'acquisition de diverses sociétés, notamment dans le secteur du béton et des granulats en France et en Suisse,

soit une incidence nette globale de (66,0) millions d'euros.

NOTE 29 COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2009 Montant net	Au 31 décembre 2008 Montant net
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. Note 12)	234 708	109 558
Découverts bancaires	(21 697)	(14 520)
Trésorerie nette	213 011	95 038

NOTE 30 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Conformément aux dispositions de l'article 225.102-1 du Code de Commerce et en application de la norme IAS 24, nous vous informons que les rémunérations brutes totales versées à chaque mandataire social au cours de l'exercice 2009 ont été les suivantes :

J.Merceron-Vicat :	721 519 €
G.Sidos :	709 542 €
L.Merceron-Vicat :	211 383 €

Ces sommes, qui ne comprennent pas de partie variable, correspondent à l'ensemble des rémunérations versées, tant par la société VICAT SA que par des sociétés qu'elle contrôle ou qui la contrôlent au sens

de l'article L233-16 du Code de Commerce.

Par ailleurs, aucune attribution ou option d'attribution de titres n'ont été consenties aux mandataires susvisés en dehors, le cas échéant, du bénéfice des régimes collectifs légaux ou conventionnels de participation et d'intéressement.

Enfin, les mandataires susvisés bénéficient en outre d'un régime de retraite sur complémentaire dans le cadre de l'article 39 du CGI. Les engagements correspondants ont fait l'objet de provisions dans les comptes au même titre que l'ensemble des engagements postérieurs à l'emploi pour un montant de 5 054 milliers d'euros à fin 2009 (Note 1.15).

NOTE 31 TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES

Outre les informations requises pour les parties liées au titre des principaux dirigeants, décrites dans la Note 30, les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées et les coentreprises dans lesquelles Vicat détient directement ou indirectement une participation, et des entités qui détiennent une participation dans Vicat.

Ces transactions ne sont pas significatives sur l'exercice 2009, et sont effectuées aux conditions normales du marché.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément aux transactions prévues par la norme IAS 24 et leur incidence sur les comptes consolidés du Groupe pour les exercices 2009 et 2008 est la suivante par nature de partie liée :

(en milliers d'euros)	Exercice 2009				Exercice 2008			
	Ventes	Achats	Créances	Dettes	Ventes	Achats	Créances	Dettes
Entreprises associées	774	1 122	5 857		467		4 419	
Coentreprises	978	674	93	881	1 591	967	216	841
Autres parties liées	43	2 147	11	497	42	1 539	30	198
Total	1 795	3 942	5 961	1 378	2 100	2 506	4 665	1 039

NOTE 32 HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes et des autres professionnels de leurs réseaux enregistrés dans les comptes des exercices 2009 et 2008 de la société Vicat S.A. et de ses filiales consolidées par intégration sont les suivants :

(en milliers d'euros)	KPMG				Wolff				Autres			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
AUDIT												
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	808	715	44	39	378	369	20	20	664	750	36	41
- VICAT SA	189	188	10	10	184	160	10	9				
- Filiales intégrées globalement et en proportionnel	619	527	34	29	194	209	11	11	664	750	36	41
Autres diligences et prestations directement liées		4		100					43		100	
- VICAT SA												
- Filiales intégrées globalement et en proportionnel		4		100					43		100	
Sous total Audit	808	719	43	39	378	369	20	20	707	750	37	41
AUTRES PRESTATIONS												
Juridique, fiscal, social		7		100								
Autres	4		100									
Sous total Autres prestations	4	7	100	100								
Total	812	726	43	39	378	369	20	20	707	750	37	41

NOTE 33 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Aucun événement postérieur à la clôture n'a d'incidence significative sur les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre.

NOTE 34 LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS RETENUES POUR LA CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2009

Intégration globale : FRANCE

SOCIÉTÉ	ADRESSE	N° SIREN	% DE CONTRÔLE	
			Déc. 2009	Déc. 2008
VICAT	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DÉFENSE	057 505 539	---	---
ALPES INFORMATIQUE	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	073 502 510	98,96	98,96
ANNECY BÉTON CARRIÈRES	14 chemin des grèves 74960 CRAN GEVRIER	326 020 062	50,00	50,00

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS 2009

SOCIÉTÉ	ADRESSE	N° SIREN	% DE CONTRÔLE	
			Déc. 2009	Déc. 2008
ATELIER DU GRANIER	Lieu-dit Chapareillan 38530 PONTCHARRA	305 662 504	100,00	100,0
BÉTON CONTRÔLE CÔTE D'AZUR	217 Route de Grenoble 06200 NICE	071 503 569	96,10	96,10
BÉTON DE L'OISANS	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	438 348 047	60,00	60,00
BÉTONS GRANULATS DU CENTRE	Les Genevriers 63430 LES MARTRES D'ARTIERE	327 336 343	100,00	100,00
BÉTON RHÔNE ALPES	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	309 918 464	99,53	99,53
BÉROUD	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	398 044 222	- ⁽¹⁾	100,00
BÉTON TRAVAUX	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DÉFENSE	070 503 198	99,98	99,98
BÉTON YSSINGELAIS	Villeneuve 43200 YSSINGEAUX	328 308 556	- ⁽¹⁾	100,00
B.G.I.E. BÉTON GRANULATS IDF/EST	52-56 rue Jacquard Z.I. 77400 LAGNY SUR MARNE	344 933 338	100,00	100,00
BOUE	Lieu-dit Bourjaguet 31390 CARBONNE	620 800 359	100,00	100,00
BRA	2 Chemin du Roulet 69100 VILLEURBANNE	310 307 392	100,00	100,00
CONDENSIL	1327 Av. de la Houille Blanche 73000 CHAMBÉRY	342 646 957	60,00	60,00
DELTA POMPAGE	1327 Av. de la Houille Blanche 73000 CHAMBÉRY	316 854 363	100,00	100,00
FOURNIER	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	586 550 147	100,00	100,00
GRANULATS RHÔNE-ALPES	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	768 200 255	100,00	100,00
GRAVIÈRES DE BASSET	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	586 550 022	100,00	100,00
KRISTO	10 rue de la Corne d'Abondance Village d'entreprises 74100 VILLE LA GRAND	388 592 735	- ⁽¹⁾	100,00
MARIOTTO BÉTON	Route de Paris 31150 FENOUILLET	720 803 121	100,00	100,00
MATERIAUX SA	7 bis Boulevard Serot 57000 METZ	378 298 392	99,99	99,99
MONACO BÉTON	24 Avenue de Fontvielle 98000 MONACO	326 MC 161	79,60	79,60
PARFICIM	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DÉFENSE	304 828 379	100,00	100,00
RUDIGOZ	Les communaux Route de St Maurice de Gourclans 01800 PÉROUGES	765 200 183	100,00	100,00

⁽¹⁾ Société fusionnée en 2009 dans une entité intégrée globalement.

Intégration globale : FRANCE (suite)

SOCIÉTÉ	ADRESSE	N° SIREN	% DE CONTRÔLE	
			Déc. 2009	Déc. 2008
SABLIÈRES DU GRESIVAUDAN	La Gache 38530 BARRAUX	065 502 627	- ⁽¹⁾	100,00
SATMA	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	304 154 651	99,99	99,99
SATM	1327 Av. de la Houille Blanche 73000 CHAMBÉRY	745 820 126	100,00	99,99
SIGMA BÉTON	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	343 019 428	100,00	100,00
SOCIETE AZURÉENNE DE GRANULATS	217 Route de Grenoble 06200 NICE	968 801 274	100,00	100,00
PAPETERIES DE VIZILLE	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DÉFENSE	319 212 726	100,00	100,00
BÉTON 83	ZI Camp Laurent 83500 LA SEYNE SUR MER	436 780 555	- ⁽¹⁾	100,00
VICAT INTERNATIONAL TRADING	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DÉFENSE	347 581 266	100,00	100,00
VICAT PRODUITS INDUSTRIELS	52-56 rue Jacquard Z.I 77400 LAGNY SUR MARNE	655 780 559	100,00	99,99

Intégration globale : ÉTRANGER

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT/VILLE	% DE CONTRÔLE	
			Déc. 2009	Déc. 2008
SINAI CEMENT COMPANY	ÉGYPTE	LE CAIRE	52,62	52,18
MYNARAL	KAZAKHSTAN	ALMATY	60,00	60,00
BUILDERS CONCRETE	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
KIRKPATRICK	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF CALIFORNIA	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL READY MIXED	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
UNITED READY MIXED	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
VIKING READY MIXED	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
SONNEVILLE INTERNATIONAL CORP	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	ALEXANDRIA	100,00	-
CEMENTI CENTRO SUD Spa	ITALIE	GENOVA	100,00	100,00
CIMENTS & MATERIAUX DU MALI	MALI	BAMAKO	95,00	95,00
GECAMINES	SÉNÉGAL	THIES	70,00	70,00
POSTOUDIOKOUL	SÉNÉGAL	RUFISQUE (DAKAR)	100,00	100,00

⁽¹⁾ Société fusionnée en 2009 dans une entité intégrée globalement.

Intégration globale : ÉTRANGER

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT/VILLE	% DE CONTRÔLE	
			Déc. 2009	Déc. 2008
SOCOCIM INDUSTRIES	SÉNÉGAL	RUFISQUE (DAKAR)	99,91	99,91
SODEVIT	SÉNÉGAL	BANDIA	100,00	100,00
ALTOLA AG	SUISSE	OLTEN (SOLTHURN)	100,00	100,00
DEPONIE RÜMBERGACKER	SUISSE	GUNZGEN (SOLEURE)	- ⁽¹⁾	99,64
KIESWERK AEBISHOLZ AG (ex AS- TRADA KIES AG)	SUISSE	AEBISHOLZ (SOLEURE)	99,64	99,64
BÉTON AG INTERLAKEN	SUISSE	MATTEN BEI INTERLAKEN (BERN)	98,55	98,55
BÉTON FRAIS MOUTIER SA	SUISSE	BELPRAHON (BERN)	90,00	90,00
BÉTON GRAND TRAVAUX SA	SUISSE	ASUEL (JURA)	75,00	75,00
BÉTONPUMPEN OBERLAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	72,22	72,22
BIEDERMANN SAND UND KIES TRANSPORT AG	SUISSE	SAFNERN (BERN)	100,00	100,00
CEMENTWERK DÄRLIGEN AG	SUISSE	DÄRLIGEN (BERN)	98,55	98,55
COVIT SA	SUISSE	SAINT-BLAISE (NEUCHÂTEL)	100,00	100,00
CREABÉTON MATERIAUX SA	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
EMME KIES + BÉTON AG	SUISSE	LÜTZELFLÜH (BERN)	66,66	66,66
FBF FRISCHBÉTON AG FRUTIGEN	SUISSE	FRUTIGEN (BERN)	98,55	98,55
FRISCHBÉTON AG ZUCHWIL	SUISSE	ZUCHWIL (SOLOTHURN)	88,94	88,94
FRISCHBÉTON LANGENTHAL AG	SUISSE	LANGENTHAL (BERN)	81,17	81,17
GRANDY AG	SUISSE	LANGENDORF (SOLEURE)	100,00	100,00
KIES- UND BÉTONWERK REULISBACH AG	SUISSE	ST STEPHAN (BERN)	98,55	98,55
KIESTAG STEINIGAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	98,55	98,55
MATERIALBEWIRTSCHAFTUNG MITHOLZ AG	SUISSE	KANDERGRUND (BERN)	98,55	98,55
MICHEL & CO AG	SUISSE	BÖNIGEN (BERN)	98,55	98,55
SABLES + GRAVIERS TUFFIERE SA	SUISSE	HAUTERIVE (FRIBOURG)	50,00	IP
SHB STEINBRUCH + HARTSCHOTTER BLAUSEE MITHOLZ AG	SUISSE	FRUTIGEN (BERN)	98,55	98,55
STEINBRUCH VORBERG AG	SUISSE	BIEL (BERN)	60,00	60,00

⁽¹⁾ Société fusionnée en 2009 dans une entité intégrée globalement.

Intégration globale : ÉTRANGER (suite)

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT/VILLE	% DE CONTRÔLE	
			Déc. 2009	Déc. 2008
VIBÉTON FRIBOURG SA	SUISSE	ST . URSEN (FRIBOURG)	100,00	100,00
VIBÉTON KIES AG	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
VIBÉTON SAFNERN AG	SUISSE	SAFNERN (BERN)	90,47	90,47
VIGIER CEMENT AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00
VIGIER HOLDING AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER MANAGEMENT AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIRO AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VITRANS AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00
WYSS KIESWERK AG	SUISSE	FELDBRUNNEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
AKTAŞ İNŞAAT MALZEMELERİ SANAYİ VE TİCARET A.Ş.	TURQUIE	ANKARA	100,00	100,00
BAŞTAŞ BAŞKENT ÇİMENTO SANAYİ VE TİCARET A.Ş.	TURQUIE	ANKARA	85,68	85,48
BAŞTAŞ HAZIR BETON SANAYİ VE TİCARET A.Ş.	TURQUIE	ANKARA	85,68	85,48
KONYA ÇİMENTO SANAYİİ A.Ş.	TURQUIE	KONYA	83,34	80,98
TAMTAŞ YAPI MALZEMELERİ SANAYİ VE TİCARET A.Ş.	TURQUIE	ANKARA	100,00	100,00
BSA CIMENT SA	MAURITANIE	NOUAKCHOTT	64,91	64,91
VICAT SAGAR	INDE	HYDERABAD	51,00	51,00

Intégration proportionnelle : FRANCE

SOCIÉTÉ	ADRESSE	N° SIREN	% DE CONTRÔLE	
			Déc. 2009	Déc. 2008
CARRIÈRES BRESSE BOURGOGNE	Port Fluvial Sud de Châlon 71380 EPERVANS	655 850 055	49,95	49,95
DRAGAGES ET CARRIÈRES	Port Fluvial sud de Chalon 71380 EPERVANS	341 711 125	50,00	50,00
SABLIÈRES DU CENTRE	Les Genévriers Sud 63430 LES MARTRES D'ARTIERE	480 107 457	50,00	50,00

Intégration proportionnelle : ÉTRANGER

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT/VILLE	% DE CONTRÔLE	
			Déc. 2009	Déc. 2008
FRISHBÉTON TAFERS AG	SUISSE	TAFERS (FRIBOURG)	49,50	49,50
KIESWERK NEUENDORF	SUISSE	NEUENDORF (SOLEURE)	50,00	50,00
SABLES + GRAVIERS TUFFIERE SA	SUISSE	HAUTERIVE (FRIBOURG)	IG	43,83

Mise en équivalence : FRANCE

SOCIÉTÉ	ADRESSE	N° SIREN	% DE CONTRÔLE	
			Déc. 2009	Déc. 2008
SOCAVA	74490 ST JEOIRE EN FAUCIGNY	606 320 752	40,00	39,90
SODICAPEI	Mines des Usclades 34560 VEYRAC	339 718 967	48,00	-

Mise en équivalence : ÉTRANGER

SOCIÉTÉ	PAYS	État/VILLE	% DE CONTRÔLE	
			Déc. 2009	Déc. 2008
HYDROELECTRA	SUISSE	AU (ST. GALLLEN)	49,00	49,00
SILO TRANSPORT AG	SUISSE	BERN (BERN)	50,00	50,00
SINAI WHITE CEMENT	ÉGYPTE	LE CAIRE	25,40	-

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Vicat S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos

appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans les Notes 1.4., 1.11. et 3. de l'annexe aux comptes consolidés. Les estimations comptables effectuées au 31 décembre 2009 dans le cadre de ce test ont été réalisées dans un contexte où les perspectives économiques sont difficiles à appréhender. C'est dans ce contexte que nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les Notes 1.4., 1.11. et 3. de l'annexe donnent une information appropriée.
- Les Notes 1-15. et 14. précisent les modalités d'évaluation des avantages au personnel postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par des actuaires externes. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que les Notes 1.15. et 14. de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense, le 5 mars 2010
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Jean-Marc Decléty
Associé

Chamalières, le 5 mars 2010
Wolff & Associés S.A.S.
Grégory Wolff
Associé

COMPTES SOCIAUX

Compte sociaux au 31 décembre 2009

Bilan au 31 décembre 2009	107
Compte de résultat de l'exercice 2009	109
Annexe aux comptes sociaux 2009	111
Tableau des filiales et participations	118
Analyse du résultat de l'exercice	119
Résultats financiers des 5 derniers exercices	120
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	121
Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	122

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2009

ACTIF	2009		2008	
	Montant brut	Amortissements & Dépréciations	Montant net	Montant net
(en milliers d'euros)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits similaires	27 417	8 756	18 661	6 785
Fonds commercial	1 163	1 163		
Autres immobilisations incorporelles	674	422	252	289
Immobilisations corporelles				
Terrains	88 218	15 017	73 201	68 889
Constructions	159 878	106 708	53 170	56 222
Installations techniques	499 617	375 853	123 764	124 441
Autres immobilisations corporelles	26 338	20 721	5 617	4 784
Immobilisations corporelles en cours	6 359		6 359	9 183
Avances et acomptes	33		33	74
Immobilisations financières				
Participations	1 219 861	609	1 219 252	1 093 289
Autres titres immobilisés	85	64	21	21
Prêts	67		67	67
Autres immobilisations financières	77 568	22 500	55 068	37 464
Total actif immobilisé	2 107 278	551 813	1 555 465	1 401 508
ACTIF CIRCULANT				
Stocks & en-cours				
Matières premières & autres approvisionnements	55 649		55 649	53 935
En-cours de production de biens	9 229		9 229	9 762
Produits intermédiaires et finis	10 286		10 286	10 689
Marchandises	158		158	114
Avances et acomptes versés sur commandes	1 380		1 380	1 080
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	123 235	147	123 088	132 452
Autres créances	127 752	445	127 307	88 577
Valeurs mobilières de placement :				
- actions propres	15 900	1 511	14 389	14 838
- autres titres	12 062		12 062	4 502
Disponibilités	4 055		4 055	4 126
Charges constatées d'avance	1 609		1 609	1 151
Total actif circulant	361 315	2 103	359 212	321 226
Charges à répartir	3 790		3 790	630
Écarts de conversion actif	14		14	17
TOTAL GÉNÉRAL	2 472 397	553 916	1 918 481	1 723 381

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2009 (SUITE)

PASSIF

(en milliers d'euros)

	2009	2008
CAPITAUX PROPRES		
Capital social*	179 600	179 600
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	11 207	11 207
Écarts de réévaluation	11 228	11 228
Réserve légale	18 708	18 708
Réserves réglementées	112	112
Autres réserves	511 094	510 266
Report à nouveau	82 714	45 764
Résultat de l'exercice	124 862	103 415
Provisions réglementées	95 492	72 106
Total	1 035 017	952 406
PROVISIONS		
Provisions pour risques	5 182	5 138
Provisions pour charges	12 817	7 510
Total	17 999	12 648
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit**	598 233	593 857
Emprunts et dettes financières divers	671	763
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 474	41 248
Dettes fiscales et sociales	23 703	23 122
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 596	13 945
Autres dettes	202 788	85 337
Produits constatés d'avance		3
Total	865 465	758 275
Ecarts de conversion passif		52
TOTAL GÉNÉRAL	1 918 481	1 723 381
*Ecarts de réévaluation incorporés au capital	14 855	14 855
**Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banques (inclus billets de trésorerie)	6 114	4 282

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2009

(en milliers d'euros)	2009	2008
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	3 425	4 108
Production vendue de biens et de services	445 284	507 734
Montant net du chiffre d'affaires	448 709	511 842
Production stockée	- 936	-796
Production immobilisée	1 015	548
Subventions d'exploitation	46	16
Reprises sur dépréciations, amortissements et provisions, transferts de charges	6 473	1 063
Autres produits	25 007	13 806
Total des produits d'exploitation	480 314	526 479
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	2 580	2 570
Variation de stocks	- 44	5
Achats de matières premières et approvisionnements	79 315	94 725
Variation de stocks	- 1 714	- 5 798
Autres achats et charges externes	159 957	178 945
Impôts et taxes et versements assimilés	17 861	18 127
Salaires et traitements	41 425	39 560
Charges sociales	19 044	18 192
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	21 704	18 928
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	153	104
Dotations aux provisions	710	654
Autres charges	10 405	3 620
Total des charges d'exploitation	351 396	369 632
Résultat d'exploitation	128 918	156 847
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	57 188	58 638
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	8	7
Autres intérêts et produits assimilés	354	980
Reprises sur dépréciations & provisions, transferts de charges	22 977	61
Différences positives de change	350	444
Total des produits financiers	80 877	60 130
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	14	37 434
Intérêts et charges assimilées	21 734	35 137
Différences négatives de change	295	882
Total des charges financières	22 043	73 453
Résultat financier	58 834	-13 323
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	187 752	143 524

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2009 (SUITE)

(en milliers d'euros)

	2009	2008
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	187 752	143 524
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	433	107
Sur opérations en capital	2 977	5 438
Reprises sur dépréciations & provisions, transferts de charges	2 314	6 384
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 724	11 929
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	2 196	439
Sur opérations en capital	1 821	3 767
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	30 843	19 877
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	34 860	24 083
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	- 29 136	-12 154
Participation des salariés aux résultats	4 850	5 333
Impôts sur les bénéfices	28 904	22 622
TOTAL DES PRODUITS	566 915	598 538
TOTAL DES CHARGES	442 053	495 123
BÉNÉFICE	124 862	103 415

ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX 2009

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût historique diminué des amortissements. Le fonds commercial, intégralement amorti, est constitué de valeurs reçues en apport antérieurement à l'exercice 1986. Les quotas d'émission de gaz à effet de serre sont comptabilisés selon les dispositions expliquées Note A1.

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilité des immobilisations selon le mode linéaire. Les amortissements résultant des durées d'usage sont constatés par dotations aux provisions réglementées.

Les terrains de carrière sont amortis en fonction des tonnages extraits dans l'année, par comparaison avec les réserves totales estimées.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition, sous déduction éventuelle des dépréciations jugées nécessaires, compte tenu du pourcentage de détention, des perspectives de rentabilité et des cours de bourse s'ils sont significatifs ou des prix de marché. Les participations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements des biens concourant à la production.

Les créances et les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Des dépréciations sont pratiquées tant sur les stocks que sur les créances pour prendre en compte les pertes probables pouvant apparaître à la clôture de l'exercice.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date d'opération. Les dettes et créances figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Les frais d'émission des emprunts ont été étalés sur la durée des emprunts.

La différence résultant de l'évaluation des dettes et créances en devises est portée au bilan en « Écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société a souscrit à l'augmentation de capital de sa filiale PARFICIM pour un montant de 125 886 K€.

ÉLÉMENTS CONCERNANT L'ACTIVITÉ DE L'EXERCICE

Le chiffre d'affaires net par secteurs d'activités et par marchés géographiques est :

(en milliers d'euros)	France	Étranger	TOTAL
CIMENT	383 590	29 499	413 089
PAPIER	24 531	11 089	35 620
TOTAL	408 121	40 588	448 709

ANALYSE DES COMPTES

A - Actif immobilisé

1) Immobilisations incorporelles et corporelles:

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Concessions, brevets, fonds commercial et autres immobilisations incorporelles	16 670	12 584	-	29 254
Terrains et aménagements	83 273	5 272	327	88 218
Constructions et aménagements	160 373	1 244	1 739	159 878
Installations techniques matériel et outillage industriels	497 576	12 651	10 610	499 617
Autres immobilisations corporelles	24 774	2 308	744	26 338
Immobilisations corporelles en cours	9 183	15 631	18 455	6 359
Avances et acomptes	74	1 528	1 569	33
TOTAUX	791 923	51 218	33 444	809 697

(en milliers d'euros)	Amortissements au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Amortissements à la fin de l'exercice
Concessions, brevets, fonds commercial et autres immobilisations incorporelles	9 596	745	-	10 341
Terrains et aménagements	13 326	874	241	13 959
Constructions et aménagements	104 151	4 288	1 731	106 708
Installations techniques matériel et outillage industriels	373 135	12 481	9 763	375 853
Autres immobilisations corporelles	19 990	1 466	735	20 721
TOTAUX	520 198	19 854	12 470	527 582

Les quotas alloués par l'État, dans le cadre du Plan National d'Affectation des Quotas (PNAQ II) n'ont donné lieu à aucune comptabilisation tant à l'actif qu'au passif. Ils s'élèvent en 2009 à 2 802 milliers de tonnes d'émission de gaz à effet de serre (14 011 milliers de tonnes sur la période 2008-2012).

Seuls les quotas détenus à la clôture en excédent des émissions réelles cumulées de 4 719 milliers de tonnes ont fait l'objet d'une constatation à l'actif pour 10 909 milliers d'euros correspondant à 885 milliers de tonnes.

La constatation des excédents, les ventes de quotas ainsi que les échanges de quotas (EUA) contre des Certificats de Réduction d'Émission (CER) ont été

constatés dans le résultat de l'exercice pour un montant de 12 564 milliers d'euros (8 069 milliers d'euros au 31 décembre 2008).

Les immobilisations corporelles en cours sont principalement constituées d'installations industrielles en phase de montage.

Les investissements industriels ont été amortis comme suit:

- Constructions et génie civil des installations
 - Industrielles: 15 à 30 ans
- Installations industrielles: 5 à 15 ans
- Matériel roulant: 5 à 8 ans
- Matériel divers: 5 ans
- Matériels informatiques: 3 ans

2) Immobilisations financières :

Les immobilisations financières brutes ont augmenté de 125 196 milliers d'euros principalement par suite :

- de l'augmentation des participations et des titres immobilisés pour un montant de : 125 897
 - de la variation des autres immobilisations financières : - 701
- 125 196

Au titre du contrat de liquidité confié à CA Cheuvreux, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité à la clôture de l'exercice :

- 10 000 titres pour une valeur brute de 561 milliers d'euros.
- 4 873 milliers d'euros de liquidités placées en SICAV de trésorerie.

Les prêts et autres immobilisations financières se ventilent en : (en milliers d'euros)

- un an au plus 0
 - plus d'un an 77 635
- 77 635

B - Capitaux propres

Le capital social est fixé à la somme de 179 600 000 euros, divisé en 44 900 000 actions de 4 euros

Dont détenues par :

- Personnel 4,82%
- dont actionnaires salariés ^(*) 2,45%
- Famille, Parfininco et Soparfi 60,57%
- Vicat 2,41%

^(*) au sens de l'article L 225-102 du code de commerce

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	2009	2008
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	952 406	1 009 434
Capitaux propres à la clôture de l'exercice	1 035 017	952 406
Variation	82 611	-57 028

ANALYSE DES VARIATIONS

Réduction du capital		-112 646
Résultat de l'exercice	124 862	103 414
Distribution de dividendes ⁽¹⁾	-65 637	-65 393
Écart de réévaluation		-33
Provisions réglementées	23 386	17 630
	82 611	-57 028

⁽¹⁾ sous déduction des dividendes sur actions propres

Les provisions réglementées se ventilent comme suit :

(en milliers d'euros)	Montant	Reprise à 1 an au plus	Reprise à plus d'1 an
Provision pour hausse des prix	11 378	227	11 151
Amortissements dérogatoires	74 845	2 552	72 293
Provision spéciale de réévaluation	2 465	-	2 465
Provision pour investissement	6 804	519	6 285
TOTAL	95 492	3 298	92 194

C - Provisions

(en milliers d'euros)	Montant au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour reconstitution de carrières	5 774	456	410		5 820
Provisions pour litiges	4 571	59	71	-	4 559
Autres provisions pour charges	2 303	5 335	18		7 620
TOTAL	12 648	5 850	499	-	17 999

Les provisions qui s'élèvent à 18 millions d'euros couvrent les coûts prévisionnels liés à l'obligation de reconstitution des sites de carrières à hauteur de 5,8 millions d'euros. Ces provisions sont constituées, pour chacune des carrières, en fonction des tonnages extraits rapportés au gisement potentiel, et par référence aux coûts estimés des travaux en fin d'exploitation.

Les provisions pour litiges intègrent une provision de 4,5 millions correspondant au montant résiduel de la sanction du Conseil de la Concurrence relative à une entente présumée en Corse après réduction du montant initial de cette sanction par la Cour d'appel

de Paris. La société a formé un recours contre cette décision devant la Cour de cassation qui a partiellement cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris en juillet 2009.

Les autres provisions pour charge incluent une provision de 6,1 millions pour impôt à restituer aux filiales dans le cadre du régime de l'intégration fiscale.

D - Dettes financières

Au cours de l'exercice 2009, les dettes financières à moyen et long terme, les concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque ont augmenté de 4 284 milliers d'euros.

ÉCHÉANCIER

(en milliers d'euros)	Montant brut	1 an au plus	+ 1 an et 5 ans au plus	+ 5 ans
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	589 204	141 311	341 956	105 937
Emprunts & dettes financières divers	671	84	339	248
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	9 029	9 029	-	-
⁽¹⁾ Dont billets de trésorerie	136 000		136 000	

Autres informations

La Société dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 460 millions d'euros au 31 décembre 2009 (438 millions d'euros au 31 décembre 2008).

La Société dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 152 millions d'euros. Au 31 décembre 2009, le montant des billets émis s'élève à 136 millions d'euros. Les billets de

trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme tels en dettes à moyen terme.

Les contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (covenants) imposant notamment le respect de ratios financiers. L'existence de ces covenants ne constitue pas un risque sur la situation financière de la société.

Couverture des risques**Risque de change**

Les montants en principal et en intérêts dus au titre d'un emprunt émis initialement par le Groupe en dollars US ont été convertis en euros au moyen de *cross currency swaps*.

Risque de taux

L'endettement à taux variable est couvert au moyen d'instruments financiers (caps) sur des durées d'origine de 5 à 12 ans pour un montant de 360 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Risque de liquidité

Le risque lié à l'impossibilité de placer les billets de trésorerie sur le marché est couvert par des lignes de crédit confirmées non utilisées pour un montant

s'élevant au 31 décembre 2009 à celui des billets émis soit 136 millions d'euros.

E - Échéance des créances et dettes d'exploitation

L'ensemble des créances et des dettes d'exploitation est à un an au plus d'échéance.

F - Autres éléments d'information sur le bilan et le compte de résultat

Le profit dégagé par la distribution d'actions aux salariés du Groupe dans le cadre de la participation s'élève à 232 milliers d'euros.

Les autres éléments d'information sont donnés dans les tableaux ci-après :

Éléments relevant de plusieurs postes du bilan (en milliers d'euros)	Dettes ou créances représentées par des effets de commerce	
	Entreprises liées	
Participations	1 215 942	
Créances clients et comptes rattachés	35 210	30 938
Autres créances	106 920	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 599	6 554
Autres dettes	180 829	
Éléments du compte de résultat		
Charges financières	778	
Produits financiers hors dividendes	971	
Charges à payer (en milliers d'euros)		Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 915
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		11 264
Dettes fiscales et sociales		12 666
Autres dettes		470
TOTAL		27 315
Charges constatées d'avance (en milliers d'euros)		Montant
Charges d'exploitation		1 463
Charges financières		146
TOTAL		1 609

Valeurs mobilières de placement

Elles sont constituées d'actions Vicat, à hauteur de 250 276 titres pour une valeur nette de 14 388 milliers d'euros acquis dans le cadre de l'attribution aux salariés. Leur valeur boursière s'élève

à 14 716 milliers d'euros au 31 décembre 2009. À ces titres, s'ajoutent des sicav monétaires pour un montant de 12 062 milliers d'euros.

Résultat financier

Le résultat financier a enregistré une reprise de provision pour dépréciation des titres autodétenus de 22 894 milliers d'euros.

RÉPARTITION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES ET DES CONTRIBUTIONS ADDITIONNELLES

Répartition (en milliers d'euros)	Résultat avant impôt	Impôt sur les sociétés	Contribution sociale	Résultat net après impôt
Résultat courant	187 752	-42 576	-1 706	143 470
Résultat exceptionnel (et participation)	-33 986	14 786	592	-18 608
Résultat comptable	153 766	-27 790	-1 114	124 862

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés (en milliers d'euros)	Montant
Engagements de départs en retraite ⁽¹⁾	10 256
Cautions et garanties	137 260
TOTAL	147 516

⁽¹⁾ dont 4.028 milliers d'euros au titre du régime de retraite sur complémentaire souscrit au profit des dirigeants dans le cadre de l'article 39 du CGI.

Engagements reçus (en milliers d'euros)	Montant
Lignes de crédit confirmées ⁽¹⁾	696 000
Autres engagements reçus	31 642
TOTAL	727 642

⁽¹⁾ dont 152 000 milliers d'euros affectés à la couverture du programme d'émission des billets de trésorerie.

Les engagements liés aux départs en retraite sont calculés conformément aux clauses prévues par les conventions collectives. Ils font l'objet d'un calcul actuariel selon la méthode des unités de crédits projetées qui intègre des hypothèses de rotation du personnel, d'espérance de vie et de niveau de rémunération future. Les engagements sont évalués, charges sociales incluses, au prorata des années de service des salariés.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Taux d'actualisation :	5,25%
Taux d'augmentation des salaires :	de 2,5% à 4%
Taux d'inflation :	2%

INCIDENCES DES ÉVALUATIONS FISCALES DÉROGATOIRES

Rubriques (en milliers d'euros)	Dotations	Reprises	Montants
Résultat de l'exercice			124 862
Impôt sur les bénéfices			27 790
Contribution sociale			1 114
Résultat avant impôt			153 766
Variation amortissements dérogatoires	20 266	1 776	18 490
Variation provisions pour investissement	2 269	526	1 743
Variation de la provision spéciale de réévaluation	-	-	-
Variation provisions pour hausse de prix	3 164	12	3 152
Sous total	25 699	2 314	23 385
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)			177 151

La société Vicat a opté pour le régime d'intégration fiscale dont elle est tête de groupe. Cette option concerne 17 filiales. Aux termes de la convention d'intégration fiscale, les filiales supportent une charge d'impôt équivalente à celle qu'elles auraient supportée en l'absence d'intégration. L'économie d'impôt résultant du régime d'intégration bénéficie

à la société tête de groupe, nonobstant les déficits à restituer aux filiales pour lesquels une provision est constituée. Pour l'exercice 2009, cette économie s'élève à 5 794 milliers d'euros.

Le montant des charges non fiscalement déductibles s'est élevé à 403 milliers d'euros pour l'exercice 2009.

SITUATION FISCALE DIFFÉRÉE

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant
Impôt dû sur :	
Provisions pour hausse de prix	3 917
Amortissements dérogatoires	25 769
Total accroissements	29 686

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant
Impôt payé d'avance sur charges non déductibles temporairement	3 485
dont participation des salariés	1 670
Total allègements	3 485
Situation fiscale différée nette	26 201

Rémunération des dirigeants (en milliers d'euros)	Montant
Rémunérations allouées :	
- aux administrateurs es qualités	210
- aux membres de la direction	2 227

Effectifs	Moyen	Au 31 décembre 2009
Cadres	198	203
Agents de maîtrise, techniciens, employés	382	381
Ouvriers	271	264
Total société	851	848
Dont papier	149	142

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en milliers d'unités monétaires : euros, usd, Fcfa)

SOCIÉTÉ OU GROUPES DES SOCIÉTÉS EXERCICE 2009	CAPITAL	RÉSERVES et report à nouveau avant affectation des résultats	QUOTE PART de capital détenu en %	VALEUR COMPTABLE des titres détenus		PRÊTS & AVANCES consentis par la société et non encore remboursés	MONTANT des cautions et avals donnés par la Société	CHIFFRE d'affaires H.T. du dernier exercice écoulé	BÉNÉFICE ou PERTE (-) du dernier exercice clos	DIVIDENDES encaissés par la société Vicat au cours de l'exercice	OBSER- VATIONS
FILIALES & PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR BRUTE D'INVENTAIRE EXCÈDE 1% DU CAPITAL DE VICAT											
1) FILIALES (50% au moins du capital détenu par la société)											
BÉTON TRAVAUX 92095 PARIS LA DEFENSE	27 997	189 271	99,97	88 869	88 869	56 779		18 387	37 266	26 240	
NATIONAL CEMENT COMPANY LOS ANGELES USA	280 521 (1)	196 069 (1)	97,85	229 581	229 581	31 206		259 958 (1)	-16 628 (1)		
PARFICIM 92095 PARIS LA DEFENSE	52 368	983 678	99,99	863 624	863 624				40 383	24 170	
SATMA 38081 L'ISLE D'ABEAU CEDEX	3 841	2 591	100,00	7 613	7 613			17 164	346	2 640	
2) PARTICIPATION (10 à 50% du capital détenu par la société)											
SOCIÉTÉ DES CIMENTES D'ABIDJAN CÔTE D'IVOIRE	2 000 000 (2)	9 391 586 (2)	17,14	1 596	1 596			50 183 700 (2)	1 230 948 (2)	461	Chiffres 2008
SATM 38081 L'ISLE D'ABEAU	1 600	35 747	22,00	15 765	15 765			79 947	7 926	1 980	
AUTRES FILIALES & PARTICIPATIONS											
Filiales françaises (ensemble)				10 065	9 437	223				726	
Filiales étrangères (ensemble)				2 833	2 787						
TOTAL				1 219 946	1 219 272	88 208				56 217	

(1) Chiffres présentés en usd

(2) Chiffres présentés en Fcfa

ANALYSE DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Le résultat courant s'élève à :	187 751 702
compte tenu :	
. des autres produits et charges exceptionnels	- 29 136 095
. de la participation des salariés	- 4 849 805
. de l'impôt sur les bénéfices	- 28 903 959
Le résultat de l'exercice 2009 s'élève à :	124 861 843

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons de répartir le résultat comme suit :

RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2009	124 861 843
Report à nouveau antérieur	82 713 938
TOTAL A RÉPARTIR	207 575 781
Nous vous proposons la répartition ci-après :	
. dividende 1,50€ par action d'un nominal de 4 euros	67 350 000
. réserve légale	
. dotation aux autres réserves	40 225 781
Report à nouveau	100 000 000

DISTRIBUTION AU COURS DES TROIS DERNIERES ANNEES (à nombre d'action comparable)

Exercice	2006	2007	2008
Dividende distribué	1,30	1,50	1,50

Nota : Le montant des dividendes mentionnés tient compte de toutes les actions existantes.

Lors de la mise en paiement, les dividendes sur actions propres seront affectés au compte « report à nouveau »

Les dividendes mis en distribution ouvrent droit à l'abattement de 40% dans les conditions prévues à l'article 158-3 du Code général des impôts

RÉSULTATS FINANCIERS DES 5 DERNIERS EXERCICES

ARTICLES L. 225-81, L. 225-83 ET L. 225-102 DU CODE DE COMMERCE

(en euros)	2005	2006	2007	2008	2009
1) Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	62 361 600	187 084 800	187 084 800	179 600 000	179 600 000
Nombre d'actions émises	15 590 400	46 771 200	46 771 200	44 900 000	44 900 000
2) Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires HT	432 641 769	475 747 670	510 432 697	511 841 942	448 708 588
Bénéfice avant impôt, participation, amortissements et provisions	160 930 224	176 747 531	204 175 655	201 208 409	186 205 363
Impôt sur les bénéfices	35 190 000	39 340 000	18 005 000	22 621 500	28 903 959
Participation des salariés due au titre de l'exercice	3 986 000	5 050 000	5 415 687	5 332 772	4 849 805
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	104 690 964	109 683 603	82 336 178	103 414 454	124 861 843
Montant des bénéfices distribués	29 621 760	60 802 560	70 156 800	67 350 000	67 350 000
3) Résultat des opérations réduit à une seule action					
Bénéfice après impôt, participation mais avant amortissements et provisions (à nombre d'actions comparables)	2,71	2,95	4,03	3,86	3,40
Bénéfice après impôt, participation amortissements et provisions (à nombre d'actions comparables)	2,33	2,44	1,83	2,30	2,78
Dividende versé à chaque action	1,90	1,30	1,50	1,50	1,50
4) Personnel					
Nombre de salariés	819	828	842	850	848
Montant de la masse salariale ⁽¹⁾	34 066 814	36 008 346	37 860 259	38 720 960	40 694 345
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc)	16 593 043	17 685 934	18 482 985	18 191 928	19 044 121

⁽¹⁾ Indemnités de départs des préretraites exclues

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Vicat S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La Note 1 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables utilisées.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans les Notes de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs de capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris La Défense, le 5 mars 2010
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Jean-Marc Decléty
Associé

Chamalières, le 5 mars 2010
Wolff & Associés S.A.S.
Grégory Wolff
Associé

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions et d'engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Absence d'avis de convention et d'engagement

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement conclu au cours de l'exercice et soumis aux dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

• Engagements pris en matière de retraite additionnelle :

Nature et objet : régime de retraite sur complémentaire dans le cadre de l'article 39 du CGI.

Modalités : les engagements pris auprès de CARDIF concernent les mandataires sociaux ainsi que les cadres dont le salaire dépasse 4 fois le plafond de la tranche A.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Paris La Défense, le 5 mars 2010

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Jean-Marc Decléty

Associé

Chamalières, le 5 mars 2010

Wolff & Associés S.A.S.

Grégory Wolff

Associé

INFORMATIONS JURIDIQUES

Informations juridiques

Informations environnementales et sociales	124
Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne	129
Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil d'administration	137
Projet de résolutions de l'Assemblée Générale Mixte du 28 avril 2010	138

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

Les informations ci-dessous sont publiées dans le cadre des prescriptions de l'article 116 de la loi sur les Nouvelles Réglementation Economique (NRE) et du décret N° 2022-221 du 20 février 2002.

1. INFORMATIONS SOCIALES

1.1. Analyse de l'effectif ponctuel au 31 décembre 2009 par catégorie & métier

	Total	Ciment	Dont Béton & Granulats	Autres Produits & Services
Encadrement	855	508	190	157
Employés	2 238	897	962	379
Ouvriers	3 575	1 094	1 666	815
Total	6 669	2 499	2 819	1 351

Les effectifs de l'activité ciment représentent 37,5%, ceux de l'activité Béton & Granulats 42,3% et les autres produits et services 20,3% (pour environ de 13% du chiffres d'affaires). L'effectif ouvrier représente 53,6% de l'effectif total.

1.2. Analyse de l'effectif au 31 décembre 2009 par sexe, par ancienneté et par catégorie

Le tableau ci-après présente les principales données de la « démographie » du Groupe, ils sont sans changement notable par rapport à l'exercice précédent.

	Total	Encadrement	Dont Employés	Ouvrier	Age Moyen	Ancienneté Moyenne
Hommes	5 939	749	1 681	3 509	42,8	9,9
Femmes	729	106	557	66	41,1	9,4
Total	6 669	855	2 238	3 575	42,6	9,8

Évolution de la séniorité dans le Groupe

	Age moyen		Ancienneté moyenne	
	2009	2008	2009	2008
Total Groupe	42,8	41,2	9,9	8,9
dont France	41,1	41,6	9,4	11,5

L'âge moyen et l'ancienneté moyenne des collaborateurs du Groupe continue à progresser tant en France qu'à l'étranger. Ce mouvement c'est un peu accéléré en 2009 dans la mesure où les départs concernent en priorité les salariés les plus récemment entrés.

Répartition Hommes/Femmes

	2009	2008
Total du Groupe		
Femmes	10,9%	10,8%
Hommes	89,1%	89,2%
<i>dont France :</i>		
<i>Femmes</i>	16,7%	16,2%
<i>Hommes</i>	83,3%	83,8%

La part des femmes dans l'effectif global est en légère progression pour la quatrième année consécutive passant de 9,8% en 2006 à 10,9% en 2009. Il en va de même pour la France où la proportion passe de 15,6% en 2006 à 16,7% en 2009. Au cours de l'exercice les femmes représentaient 12,4% de l'encadrement (dont 16,5% en France), 24,9% des employés et seulement 1,8% du personnel ouvrier.

Part de l'effectif féminin par catégorie

	2009	2008
Total du Groupe		
Encadrement	12,4%	11,9%
Employés	24,9%	24,5%
Ouvriers	1,8%	2,0%
<i>dont France :</i>		
<i>Encadrement</i>	16,5%	15,9%
<i>Employés</i>	27,5%	27,5%
<i>Ouvriers</i>	1,6%	1,7%

La faible représentation des femmes dans l'effectif du Groupe tient pour une large part à la nature de l'activité et des postes de travail. Ainsi, la part de l'effectif féminin est quasi négligeable dans l'effectif ouvrier et ce tant en France qu'à l'étranger (et tend à diminuer passant de 4% en 2005 à moins de 2% en 2009). A noter par ailleurs, que la part de l'effectif féminin est plus importante en France, 16,2%, qu'à l'étranger (et notamment en Egypte, Turquie, Afrique dont le taux moyen de féminisation est de environ 4,0%).

1.3. Analyse des effectifs au 31 décembre 2009 par type de contrat et par catégorie

	Total	Dont		
		Ciment	Béton & Granulats	Autres Produits & Services
Salariés à plein temps:	6 345	2 468	2 641	1 236
Encadrement	839	501	183	155
Employés	2 163	879	921	363
Ouvriers	3 343	1 088	1 537	718
Salariés à temps partiel:	324	31	167	126
Encadrement	16	7	7	2
Employés	76	18	36	22
Ouvriers	232	6	124	102
Total	6 669	2 499	2 808	1 362

La part des salariés à temps partiel progresse à un niveau limité de 4,9% de l'effectif total et 5,8% de l'effectif de l'activité Béton & Granulats.

1.4. Analyse de la variation de l'effectif

		Total	Commentaires
Effectif au 31 décembre 2008		6 892	
Départ Naturel	-	458	(démission, décès, fin de contrat, ...)
Retraite	-	118	
Départs provoqués	-	286	(licenciement, pré retraite, ...)
Autres Mouvements	+	12	Principalement périmètre
Embauche	+	625	
Effectif au 31 décembre 2009		6 669	

Le niveau d'embauches résulte d'une part de la nécessité de compenser certains départs naturels et d'autre part à faire face à la croissance de l'activité, notamment en Egypte et en Afrique de l'Ouest ainsi qu'au Kazakhstan.

Évolution de l'effectif ponctuel par zone géographique

Le tableau suivant fait apparaître le même phénomène de manière plus détaillée. La tendance globale reflétant des réalités différentes d'un pays à l'autre en fonction du contexte de marché : baisse de 13% de l'effectif aux États-Unis hors dans un marché en forte baisse, et hausse de près de +6% en Egypte/Afrique compte tenu du dynamisme de ces marchés. Par ailleurs, on peut noter qu'en France l'effectif est globalement en baisse de 4% en dépit des renforts nécessaires au pilotage de la croissance du Groupe.

Évolution de l'effectif fin d'année par zone géographique

	2009	2008	Ecart
France	2 532	2 647	-4,4%
Suisse + Italie	1 065	1 066	-0,1%
États-Unis	1 106	1 272	-13,1%
Turquie/Kazakhstan/Inde	922	919	+0,3%
Sénégal/Mauritanie/Mali/Egypte	1 044	988	+5,7%
Total	6 669	6 892	- 3,2%

1.5. Résultat de Sécurité

	Activité Ciment		Total Groupe	
	2009	2008	2009	2008
% de l'effectif analysé	92%	100%	82%	93%
Nombre d'accidents avec arrêt	51	57	157	190
Nombre de jours de travail perdus	1 603	1 424	6 207	7 490
Taux de Fréquence	9,5	11,3	13,6	15,7
Taux de Gravité	0,30	0,28	0,54	0,62

En 2009, le nombre d'accidents avec arrêt dans le Groupe a continué à baisser et les taux de fréquence et de gravité sont en amélioration. En 2009 la multiplication des actions de sensibilisation et de prévention aux risques dans le Groupe a permis globalement d'améliorer les résultats « sécurité ». Le nombre d'accidents avec arrêt de travail décroît ainsi pour la troisième année consécutive mais il convient d'être prudent sur la pérennité de ces résultats.

2. DONNEES ENVIRONNEMENTALES

2.1. Plan de réhabilitation des carrières VICAT en 2009

	Total	Ciment	Granulats
Nombre total de carrières	128	49	79
dont carrières ayant un plan de réhabilitation	107	36	71
Proportion de carrières ayant un plan de réhabilitation	84%	73%	90%

Les carrières ne disposant pas encore de plan de réhabilitation sont pour l'essentiel des carrières qui compte tenu du plan de d'exploitation ne devrait pas connaître d'action de réhabilitation à court terme et / ou qui sont situées dans des zones ayant peu de végétation préexistante. Au global, cet indicateur est toujours en progression.

Par ailleurs, les superficies de carrières réaménagées en 2009 représentent 894 109 m² dont 320 000 concernent les carrières de granulats 492000 sont réalisés hors de France.

2.2. Emissions CO₂ de l'activité ciment

	2009	2008	2007
CO ₂ émis (Tonnes)	8 752 898	9 271 780	8 455 711
CO ₂ émis par tonne de clinker (kg / tonne de clinker)	815	823	822

Les émissions de CO₂ par tonne de clinker s'améliorent en 2009. Elles étaient restées stables en 2008, en dépit d'une précision du mode de calcul qui était légèrement défavorable (à méthode de calcul identique, 2007 serait apparu à 827).

2.3. Autres émissions

% de la production clinker 2009 couverte par l'analyse		Emissions Totales Tonnes		Emissions g/t de clinker	
		2009	2008 ⁽¹⁾	2009	2008 ⁽¹⁾
Poussières	100%	451	476	42	42
SO _x	50%	2 942	2 861	552	552
NO _x	69%	8 605	11 840	1 164	1 469

⁽¹⁾ hors données relatives aux émissions de l'usine de Rufisque jugée non représentatives. Ces dernières qui pesaient sur la moyenne en 2006 ont connu une amélioration en 2008 compte tenu des investissements réalisés.

Les mesures ci-dessus concernent les émissions aux cheminées des fours. Ces données sont issues de mesures réalisées en continu à hauteur 79% des fours pour les poussières, 53% pour les NO_x et 34% pour les SO_x. Les autres fours analysés ayant fait l'objet de mesures périodiques qui ont ensuite été extrapolées.

2.4. Consommation de matières premières

Consommation d'eau

	Total	Ciment*	Béton & Granulats	Autres Produits & Services
Consommation totale d'eau (millions de m ³)	23,2	7,6	13,8	1,8
Volume d'eau recyclée	10,2	0,2	10	
% du total	44%	2%	72%	
Part de l'approvisionnement en eau venant du réseau d'eau public	5%	8%	3%	3%

*sauf Suisse

Autres matières premières
Activité Ciment

En milliers de tonnes	2009
Calcaire / Marnes / Sable	18 144
Oxyde de fer	208
Ajouts de matières	2 271
dont gypse	567
Matières de substitution	190

Activité Béton

En milliers de tonnes	2009
Granulats	13 752
Ciment	1 973
Autres	59

Activité Granulats

En milliers de tonnes	2009
Alluvionnaires	8 599
Roche massive	7 696
Matériaux recyclés	187

2.5. Consommation d'énergie
Electricité

	TOTAL	CIMENT	BÉTON GRANULAT	AUTRES PRODUITS ET SERVICES
Consommation totale d'électricité (KWH)	1 555 111 090	1 451 438 954	65 432 438	38 239 698
Dont achetée à un tiers	1 199 171 130	1 099 998 994	65 432 438	33 739 698
% du total	77%	76%	100%	88%

Combustibles (activité ciment)

	2009	2008
Energie consommée (GJoule)	37 651 525	38 117 304
Energie consommée par tonne de clinker produite (MJoule / T ck)	3 505	3 457
Répartition des combustibles		
Charbon	31.2%	46,9%
Petcoke	18.8%	19,9%
Combustibles substitution	13.6%	13,3%
CHV / Fuel / Gaz	36.4%	19,7%

RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTRÔLE INTERNE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L. 225-37, alinéa 6, du Code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- de la composition et des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ;
- des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société ;
- de la politique de rémunération des mandataires sociaux ;
- de l'étendue des pouvoirs du Président et du Directeur Général.

1. PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'exercice écoulé, votre Conseil d'administration s'est réuni deux fois. L'agenda et l'ordre du jour des réunions du Conseil ont été les suivants :

Séance du 27 février 2009 :

- Présentation du rapport d'activité ;
- Approbation des comptes sociaux au 31 décembre 2008 ;
- Approbation des comptes consolidés au 31 décembre 2008 ;
- Compte rendu des rapports des comités du Conseil d'administration ;
- Approbation du rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et sur le contrôle interne ;
- Présentation du budget 2009 ;
- Programme de rachat d'actions ;
- Délégations de pouvoirs en application du programme de rachat d'actions ;
- Prolongation de la durée de vie de la Société et modification corrélative des statuts ;
- Modifications statutaires (article 25 des statuts) ;
- Démission d'un administrateur ;
- Renouvellement de mandats d'administrateurs ;
- Nominations d'administrateurs ;
- Affectation du résultat ;

- Autorisation pour constituer des garanties ;
- Confirmation par le Conseil d'administration de son adhésion aux recommandations AFEP-MEDEF relatives aux rémunérations ;
- Conventions réglementées ;
- Convocation de l'Assemblée Générale Mixte et fixation de l'ordre du jour ;
- Questions diverses.

Tous les membres du Conseil ont assisté à cette réunion, ainsi que les commissaires aux comptes de la société et les quatre délégués du Comité Central d'Entreprise.

Les résolutions proposées au cours de cette séance ont toutes été adoptées à l'unanimité.

Séance du 3 août 2009 :

- Questions économiques et sociales ;
- Situation du Groupe au 30 juin 2009 et perspectives 2009 ;
- Questions diverses.

Tous les membres du Conseil ont assisté à cette réunion, ainsi que le Cabinet WOLFF et Associés SAS, commissaire aux comptes titulaire, et les quatre délégués du Comité Central d'Entreprise. Le Cabinet KPMG était absent excusé.

Chaque administrateur s'était vu adresser, avec sa convocation au Conseil, l'ensemble des documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration ont été établis à l'issue de chaque réunion.

• Composition du Conseil d'administration

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de cinq membres au moins et de douze membres au plus, nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires pour une durée de trois ou six ans.

Au 31 décembre 2009, le Conseil d'administration était composé de dix membres dont la liste figure en annexe du présent rapport. Elle indique en outre, la liste des mandats exercés par chacun des administrateurs dans d'autres sociétés du Groupe.

Le Conseil d'administration est composé de personnes qui détiennent une connaissance du secteur d'activité, une connaissance spécifique des métiers, une expérience technique, et/ou des compétences en gestion et dans les domaines financiers.

Au 31 décembre 2009, le Conseil d'administration comptait parmi ses membres six administrateurs indépendants : M. René Fégueux, M. Raynald Dreyfus, P&E Management (société détenue par M. Paul Vanfrachem), M. Jacques Le Mercier, M. Pierre Breuil et M. Bruno Salmon. Sont considérés comme indépendants les administrateurs n'entretenant aucune relation directe ou indirecte ou n'ayant aucun lien d'intérêt particulier avec la Société, ses filiales, ses actionnaires ou ses dirigeants. En outre, la Société considère comme administrateur indépendant, une personne qui n'est pas liée à la Société ou au Groupe par un contrat de travail, par un contrat de prestation de services ou par une situation de subordination ou de dépendance vis-à-vis de la Société, du Groupe, de ses dirigeants ou actionnaires importants ou par un lien familial avec l'actionnaire majoritaire.

• Composition des comités

Le Conseil d'administration est doté d'un comité d'audit et d'un comité des rémunérations.

Les comités sont composés de trois membres, tous administrateurs indépendants, nommés par le Conseil d'administration sur proposition du Président et choisis en fonction de leurs compétences. Les membres des comités sont nommés pour la durée de leur mandat d'administrateur. Ils sont rééligibles. Les membres des comités peuvent être révoqués à tout moment par le Conseil d'administration, lequel n'a pas à justifier sa décision. Un membre d'un comité peut renoncer à ses fonctions sans avoir à motiver sa décision.

Chaque comité est présidé par un président nommé par décision du comité prise à la majorité de ses membres. Le président du comité veille au bon fonctionnement de celui-ci, notamment en ce qui concerne les convocations, la tenue des réunions, l'information du Conseil d'administration.

Chaque comité désigne un secrétaire choisi parmi les

trois membres ou extérieur au comité et au Conseil d'administration.

Depuis le Conseil d'administration du 7 mars 2008, la composition des comités est la suivante :

Comité d'audit :

- . Monsieur Raynald Dreyfus, Président du comité ;
- . Monsieur René Fégueux ;
- . Monsieur Jacques Le Mercier.

Comité des rémunérations :

- . Monsieur Paul Vanfrachem, Président du comité ;
- . Monsieur René Fégueux ;
- . Monsieur Raynald Dreyfus.

• Modalités de fonctionnement :

Réunions :

Comité d'audit : deux fois par an et plus fréquemment, à la demande du Conseil d'administration.

Comité des rémunérations : une fois par an et plus fréquemment, à la demande du Conseil d'administration.

Les propositions des comités sont adoptées à la majorité des membres présents, chaque membre disposant d'une voix. Les membres ne peuvent se faire représenter aux séances des comités.

Les délibérations des comités sont constatées par des procès verbaux établis sur un registre spécial. Chaque comité rend compte au Conseil d'administration de ses travaux.

Le Conseil d'administration peut allouer aux membres des comités une rémunération ou des jetons de présence.

• Missions du comité d'audit :

Les attributions du comité d'audit consistent notamment à :

- examiner les comptes annuels et semestriels, tant consolidés que sociaux, (et porte notamment son attention sur la permanence et la pertinence des méthodes comptables utilisées) ;
- assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière ;
- prendre connaissance des procédures internes de collecte et de contrôle des informations financières qui garantissent les informations consolidées ;
- assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de

- contrôle interne et de gestion des risques ;
- examiner les candidatures des Commissaires aux Comptes dont la nomination est proposée à l'Assemblée générale des actionnaires ;
- examiner, chaque année les honoraires des Commissaires aux Comptes ainsi que leur indépendance.

Le comité d'audit s'est réuni deux fois en 2009 avec un taux de participation de 100% de ses membres et a procédé à l'examen des points suivants :

Séance du 23 février 2009 :

- Présentation générale de l'évolution du Groupe et de son environnement ;
- Activité et comptes 2008 ;
- Intervention des contrôleurs légaux et travaux de l'audit interne ;
- Gestion du risque de solvabilité client, liquidité, taux change ;
- Questions diverses.

Séance du 31 juillet 2009 :

- Présentation des résultats à fin juin 2009 ;
- Communication financière au titre des résultats ;
- Refinancement du Groupe ;
- Présentation des travaux de l'audit interne ;
- Questions diverses.

• Missions du comité des rémunérations :

Le comité des rémunérations est chargé :

- d'examiner les rémunérations des dirigeants et des salariés (partie fixe, partie variable, gratifications..) et notamment leur montant et leur répartition ;
- d'étudier les plans d'options de souscription ou d'achat d'actions et notamment en ce qui concerne les bénéficiaires, le nombre d'options qui pourraient leur être consenties, ainsi que la durée des options et les conditions du prix de souscription ainsi que de toute autre forme d'accès au capital de la société en faveur des dirigeants et des salariés ;
- d'étudier certains avantages notamment en matière de régime de retraite, de régime de prévoyance, assurance invalidité, assurance décès, rente éducation, assurance de responsabilité civile des mandataires sociaux et cadres dirigeants, etc.

Le comité des rémunérations s'est réuni une fois en 2009 avec un taux de participation de 100% de ses membres et a procédé à l'examen des points suivants :

- politique des rémunérations concernant l'année 2008 ;
- examen du rapport établi par un consultant externe sur le benchmark des rémunérations des cadres dirigeants et supérieurs ;
- examen de la position de la Société par rapport

aux recommandations AFEP-MEDEF sur les rémunérations.

2. PROCÉDURE DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

• Définition et objectifs du contrôle interne

Selon le cadre de référence de l'AMF, auquel la société a choisi de se référer, le contrôle interne est un dispositif qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la Direction Générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes du Groupe, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs ;
- la fiabilité des informations financières.

Ce dispositif consiste en un ensemble de moyens, de comportements de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques du Groupe, qui contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations, et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Il doit lui permettre également de prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs, qu'ils soient opérationnels, financiers ou de conformité. Néanmoins, comme tout système de contrôle, il ne peut fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

• Périmètre d'application

Le périmètre retenu en matière de contrôle interne est la société mère et l'ensemble des filiales qu'elle contrôle exclusivement ou conjointement.

• Description des composantes du contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est fondé sur une organisation interne, adaptée à chaque activité du Groupe, et caractérisée par une forte responsabilisation du management opérationnel par la Direction.

Le Groupe met en œuvre au niveau de ses filiales, des procédures et modes opératoires, relatifs notamment à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et prenant en compte les risques inhérents à chacun des métiers et marchés sur lesquels le Groupe est présent, dans le respect des directives et règles communes définies par le Groupe.

En terme d'outils, le Groupe pilote et contrôle le déroulement de ses activités industrielles (notam-

ment approvisionnements, production, maintenance), commerciales (ventes, expéditions et crédit clients), et les retranscrit en informations comptables à l'aide de progiciels intégrés reconnus comme des standards du marché ou d'applications spécifiques développées par la Direction des Systèmes d'Information du Groupe. Dans ce contexte, le Groupe a engagé une refonte progressive de ses systèmes d'information et de ses plateformes techniques visant à harmoniser les outils utilisés, développer des pôles d'expertise partagés, renforcer la sécurité des données et des transactions et faciliter l'intégration des nouvelles entités. Cette refonte porte sur les logiciels, l'infrastructure technique et les processus transactionnels.

La société a mis en place un système de remontée d'information vers la Direction Générale et les directions fonctionnelles concernées, permettant une prise de décision éclairée et rapide. Ce système comprend :

- des revues d'activité hebdomadaires par les Directions opérationnelles (pays ou filiale) ;
- des revues mensuelles opérationnelles et financières (performances usines, tableaux de bord industriels et commerciaux) analysées par le contrôle financier Groupe en référence au budget et à l'exercice précédent ;
- des arrêtés mensuels des résultats consolidés décomposés par pays et par branches d'activité, rapprochés du budget ;
- des situations mensuelles consolidées de trésorerie et d'endettement, décomposées par pays et par branches d'activité ;
- des visites régulières de la Direction Générale dans l'ensemble des filiales au cours desquelles lui sont présentées les résultats et le déroulement des opérations commerciales et industrielles, lui permettant d'évaluer la mise en œuvre des directives, faciliter les échanges et la prise de décision.

Dans l'objectif d'améliorer la cohérence, l'homogénéité des reportings financiers, d'en simplifier la production, automatiser la consolidation et en faciliter l'exploitation, un projet de mise en place d'un système global de reporting uniformisé et de construction budgétaire a été initié en 2008 et sera mis en production début de l'année 2010.

• Analyse et gestion des risques

La gestion des risques est intégrée dans les responsabilités des différents niveaux de management opérationnel. Les différents reportings d'activités décrits plus hauts intègrent, le cas échéant, des éléments sur les risques.

Les risques majeurs sont ensuite analysés et le cas échéant, gérés avec la Direction Générale. Une synthèse des principaux risques auxquels le Groupe est exposé est présentée chaque année au chapitre 4. du Document de Référence publié par la société et visent notamment :

- les risques industriels dont ceux liés aux équipements industriels et à des défauts de qualité des produits et ceux liés à l'environnement ;
- les risques de marché et notamment : les risques de change, les risques de conversion, les risques de liquidité et les risques de taux d'intérêts.

Une démarche de recensement et d'analyse des risques a été engagée par l'Audit Interne. Après une phase de recensement par entretien avec les principaux dirigeants opérationnels et fonctionnels du Groupe, elle doit permettre, au terme d'une phase d'analyse et d'évaluation, et après revue par la Direction Générale, à la réalisation d'une cartographie des risques du Groupe.

Le service de l'Audit Interne est rattaché à la Direction Générale du Groupe et peut intervenir sur l'ensemble des activités et filiales du Groupe. Il a été renforcé en 2009 avec l'arrivée d'un collaborateur expérimenté. Il mène ses travaux, conformément à un plan d'audit annuel visant à couvrir les principaux risques identifiés au sein de l'entreprise, notamment ceux relatifs à l'information comptable et financière.

Les travaux d'audit font l'objet de rapports présentés au management, à la Direction Générale et au comité d'audit. Ils sont composés de rapports synthétiques plus particulièrement destinés aux dirigeants et de rapports détaillés permettant entre autres de sensibiliser les opérationnels concernés aux éventuels dysfonctionnements constatés et recommandations proposées.

La mise en œuvre des plans d'actions fait l'objet d'un suivi formalisé par l'Audit Interne sur un tableau de bord spécifique.

3. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

En application de la loi du 3 juillet 2008, transposant la directive communautaire 2006/46/CE du 14 juin 2006, la Société a pris la décision de se référer au code de gouvernement d'entreprise AFEP MEDEF sur « Le gouvernement d'entreprise des sociétés cotées » du 23 octobre 2003 disponible sur le site www.medef.fr.

4. REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

• Politique de la rémunération des mandataires sociaux

Les administrateurs de la Société ont pris connaissance des recommandations AFEP MEDEF du 6 octobre 2008 relatives à la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées.

Ces recommandations répondent à des principes de bonne gouvernance dans le cadre desquelles la Société s'est toujours inscrite. En conséquence, la Société a pris la décision d'adhérer à ces recommandations.

La position de la Société vis-à-vis des cinq recommandations AFEP MEDEF publiées le 6 octobre 2008 est la suivante :

- des dispositions ont été prises pour que les dirigeants mandataires sociaux ne soient pas liés à la Société par un contrat de travail ;
- aucune indemnité de rupture n'est prévue pour les dirigeants mandataires sociaux ;
- les régimes de retraite supplémentaires en vigueur dans la Société et dont bénéficient les mandataires sociaux et certains dirigeants non mandataires font l'objet d'un encadrement strict. Le montant de la retraite additionnelle ne peut notamment pas conduire les bénéficiaires à percevoir, toutes pensions de retraite confondues, un montant excédant 60 % du salaire de référence ;
- la Société n'a pas mis en place de politique d'options d'achat ou de souscription d'actions et d'attribution d'actions de performance ;
- conformément aux recommandations en matière de transparence sur tous les éléments de la rémunération, la société adoptera la présentation standardisée définie par l'AFEP et le MEDEF et rendra publique cette information, notamment dans son document de référence.

• Politique de détermination de la rémunération des dirigeants non mandataires sociaux

Le Président du Conseil d'administration a, conformément aux recommandations du MEDEF sur le gouvernement d'entreprise, veillé au respect des principes suivants :

A) Exhaustivité

La détermination des rémunérations des dirigeants non mandataires sociaux a été retenue et appréciée globalement pour chacun d'entre eux.

Elle intègre :

- une rémunération fixe ;
- des jetons de présence ;
- un régime de retraite sur complémentaire ;
- des avantages en nature.

Il est rappelé qu'aucun dirigeant ne bénéficie d'une rémunération variable, ni d'options d'actions, ni d'attribution gratuite d'actions, ni d'indemnités de départ.

B) Marché de référence / métier

Les rémunérations des dirigeants non mandataires sociaux ont été comparées par rapport aux rémunérations publiées par les sociétés et groupes français du même secteur, ainsi que par rapport à des sociétés industrielles pouvant faire l'objet d'une comparaison par leur niveau de chiffre d'affaires ou de résultats. Il en ressort que les rémunérations actuelles sont inférieures aux rémunérations moyennes constatées.

C) Cohérence

La cohérence des rémunérations entre les différents dirigeants non mandataires sociaux a pu être vérifiée eu égard aux critères suivants :

- expérience professionnelle et formation ;
- ancienneté ;
- niveau de responsabilité.

D) Simplicité et stabilité des règles

L'absence de rémunération variable et d'attribution d'options d'actions ou d'attribution gratuite d'actions permet une simplicité et une stabilité des règles d'établissement des rémunérations.

E) Mesure

Les rémunérations des dirigeants non mandataires sociaux, compte tenu de leurs montants et de leur nature essentiellement fixe, sont compatibles avec l'intérêt général de l'entreprise et sont conformes aux pratiques du marché dans le secteur d'activité.

• Politique d'attribution d'options d'actions et d'attribution gratuite d'actions

La Société n'a pas mis en place de politique d'options d'actions ou d'attribution gratuite d'actions.

5. PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La participation des actionnaires à l'Assemblée Générale ne fait pas l'objet de modalités particulières et est régie par la loi et l'article 25 des statuts de la Société ci-après reproduit :

ARTICLE 25 - ASSISTANCE ET REPRÉSENTATION AUX ASSEMBLÉES

Tout actionnaire peut participer, personnellement ou par mandataire, aux Assemblées sur justification de la propriété de ses titres, sous la forme soit d'une inscription nominative, soit du dépôt de ses titres au porteur aux lieux mentionnés dans l'avis de convocation ; le délai au cours duquel cette formalité doit être accomplie expire trois jours avant la date de réunion de l'Assemblée.

La participation aux Assemblées Générales Ordinaires est subordonnée à la justification d'au-moins une action.

6. POUVOIRS DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Conseil d'administration du 7 mars 2008, conformément à l'article 21 des statuts de la Société, a décidé d'opter pour le mode de séparation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

Ce même Conseil a confirmé M. Jacques Merceron-Vicat en qualité de Président du Conseil d'administration pour la durée restant à courir de son mandat d'Administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2010, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Ce Conseil a désigné, en qualité de Directeur Général, M. Guy Sidos qui exercera ses fonctions pour la durée du mandat du Président du Conseil d'administration, soit jusqu'à l'Assemblée Générale de 2010, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Aucune limitation n'a été apportée aux pouvoirs du Président du Conseil d'administration ni à ceux du Directeur Général.

Fait à Paris, le 22 février 2010

Le Président du Conseil d'administration

LISTES DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU SEIN DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2009

(article L.225-102-1 du Code de Commerce)

M. Jacques MERCERON-VICAT

Vicat	Président du Conseil d'administration
Béton Travaux	Président du Conseil d'administration
SATM	Représentant permanent de Béton Travaux, Administrateur
National Cement Company	Président du Conseil d'administration
Aktaş İnşaat Malzemeleri Sanayi Ve Ticaret A.Ş.	Administrateur
Baştaş Başkent Cimento Sanayi Ve Ticaret A.Ş.	Administrateur
Konya Çimento Sanayii A.Ş.	Administrateur
Baştaş Hazır Beton Sanayi Ve Ticaret A.Ş.	Administrateur
Tamtaş Yapi Malzemeleri Sanayi Ve Ticaret A.Ş.	Administrateur
Sococim Industries	Représentant permanent de Parcifim, Administrateur
Sinaï Cement Company	Administrateur
Vicat Egypt for Cement Industry	Président du Conseil d'administration
Mynaral Tas Company LLP	Membre du Conseil de surveillance
Jambyl Cement Production Company LLP	Membre du Conseil de surveillance
Vicat Sagar Cement Private Limited	Administrateur
BSA Ciment SA	Administrateur

M. Guy SIDOS

Vicat	Directeur Général, administrateur
Béton Travaux	Directeur Général
Parcifim	Président
Papeteries de Vizille	Président
National Cement Company	Directeur Général
Vigier Holding	Administrateur
Sococim Industries	Représentant permanent de Parcifim, administrateur
Baştaş Hazır Beton Sanayi Ve Ticaret A.Ş.	Administrateur
Aktaş İnşaat Malzemeleri Sanayi Ve Ticaret A.Ş.	Administrateur
Konya Çimento Sanayii A.Ş.	Administrateur
Baştaş Hazır Beton Sanayi Ve Ticaret A.Ş.	Administrateur
Tamtaş Yapi Malzemeleri Sanayi Ve Ticaret A.Ş.	Administrateur
Sinaï Cement Company	Vice-président, administrateur
Vicat Egypt for Cement Industry	Vice-président, administrateur
Cementi Centro Sud	Administrateur
BCCA	Représentant permanent de Vicat, administrateur
Mynaral Tas Company LLP	Membre du Conseil de surveillance
Jambyl Cement Production Company LLP	Membre du Conseil de surveillance
Vicat Sagar Cement Private Limited	Administrateur
BSA Ciment SA	Administrateur
Ravlied Holding AG	Administrateur unique

INFORMATIONS JURIDIQUES

RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTRÔLE INTERNE

M. Raynald DREYFUS		
Vicat		Administrateur
M. René FÉGUEUX		
Vicat		Administrateur
M. Jacques LE MERCIER		
Vicat		Administrateur
M. Louis MERCERON-VICAT		
Vicat		Administrateur
Béton travaux	Représentant permanent de Vicat, administrateur	
BCCA	Président-Directeur Général	
SATM	Représentant permanent de Vicat, administrateur	
Aktaş İnşaat Malzemeleri Sanayi Ve Ticaret A.Ş.		Administrateur
Baştaş Başkent Çimento Sanayi Ve Ticaret A.Ş.		Administrateur
Konya Çimento Sanayii A.Ş.		Administrateur
Baştaş Hazır Beton Sanayi Ve Ticaret A.Ş.		Administrateur
Tamtaş Yapi Malzemeleri Sanayi Ve Ticaret A.Ş.		Administrateur
Sococim Industries		Administrateur
Sinai Cement Company		Administrateur
Mme Sophie SIDOS		
Vicat		Administrateur
M. Paul VANFRACHEM (P & E Management)		
Vicat		Administrateur
M. Pierre Breuil		
Vicat		Administrateur
M. Bruno Salmon		
Vicat		Administrateur

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Vicat S.A. et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'administration établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Paris La Défense, le 5 mars 2010

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Jean-Marc Decléty

Associé

Chamalières, le 5 mars 2010

Wolff & Associés S.A.S.

Grégory Wolff

Associé

PROJET DE RÉSOLUTIONS

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 28 AVRIL 2010

PREMIÈRE RÉSOLUTION

(Modification de l'article 13 des statuts)

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration, décide de modifier, avec prise d'effet immédiate, l'article 13 des statuts relatif à l'émission d'obligations intitulé «Création et forme» ainsi qu'il suit :

Rédaction actuelle:

«La Société peut émettre des obligations sur décision et autorisation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Les titres des obligations sont nominatifs ou au porteur, au choix de l'obligataire. Toutefois, dans les limites légales, ils pourront faire l'objet d'une dématérialisation par inscription en compte si la loi ou les règlements y obligent.»

Nouvelle rédaction:

«La Société peut émettre des obligations sur décision ou autorisation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Les titres des obligations sont nominatifs ou au porteur, au choix de l'obligataire. Toutefois, dans les limites légales, ils pourront faire l'objet d'une dématérialisation par inscription en compte si la loi ou les règlements y obligent.»

DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Approbation des comptes annuels et opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2009)

L'assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2009, approuve les comptes annuels de l'exercice considéré, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle arrête le résultat bénéficiaire de cet exercice à 124 861 843 euros.

En conséquence, elle donne quitus entier et sans

réserve au Conseil d'administration pour l'exécution de son mandat pendant ledit exercice.

TROISIÈME RÉSOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009)

L'assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2009, approuve les comptes consolidés de l'exercice considéré, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle arrête le résultat net part du Groupe de cet exercice à 233 569 000 euros.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

(Affectation des résultats et fixation du dividende)

L'assemblée générale ordinaire, après avoir constaté l'existence de bénéfices distribuables, approuve l'affectation et la répartition de ces bénéfices proposées par le Conseil d'administration :

- bénéfice de l'exercice 2009	124 861 843€
- report à nouveau antérieur	82 713 938€
- total	207 575 781€

Affectation:

- dividende	67 350 000€
(sur la base de 100% du capital social, soit 44 900 000 actions de 4€ de valeur nominale)	
- dotation aux autres réserves	40 225 781€
- report à nouveau	100 000 000€

et fixe, en conséquence, le dividende à distribuer au titre de l'exercice 2009, à une somme brute (hors prélèvements sociaux) de 1,50 euro par action.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 5 mai 2010, au siège social et au guichet des banques, dans le cadre des dispositions relatives à la dématérialisation des valeurs mobilières.

L'assemblée générale ordinaire constate que les dividendes distribués par action pour les trois exercices

précédents, ont été les suivants, à nombre d'actions comparables :

Exercice	Dividende distribué
2006	1,30 €
2007	1,50 €
2008	1,50 €

Il est rappelé que le montant des dividendes mentionnés tient compte de toutes les actions existantes. Lors de la mise en paiement, les dividendes sur actions propres seront affectés au compte « report à nouveau ».

Il est rappelé que les dividendes ne sont assortis d'aucun avoir fiscal mais ouvrent droit à l'abattement aux taux et conditions prévus à l'article 158-3 du Code Général des Impôts.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

(Approbation des conventions réglementées)

L'assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial établi par les commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article L 225-38 du Code de commerce, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les conventions dont il est fait état dans ce rapport.

SIXIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'acheter, de conserver ou de transférer des actions de la Société et approbation du programme de rachat d'actions)

L'assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport spécial du Conseil d'administration et de la description du programme de rachat d'actions qui figure dans le rapport annuel, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à acheter, conserver ou transférer les actions de la Société, sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, et notamment dans le respect des conditions et obligations prévues par les articles L. 225-209 à L. 225-212 du Code de commerce, du règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003 pris en application de la directive européenne n° 2003/6/CE du 28 janvier 2003, et des pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers.

La Société pourra acquérir, céder, transférer ou échanger, par tous moyens, tout ou partie des ac-

tions ainsi acquises dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en respectant les limites ci-dessous :

- le prix unitaire d'achat ne devra pas être supérieur à 100 euros par action (hors frais d'acquisition) ;
- le total des actions détenues ne dépassera pas 10% du capital social de la société, ce seuil de 10% devant être apprécié à la date effective où les rachats seront effectués. Cette limite sera égale à 5% du capital social concernant l'objectif visé au (c) ci-dessous. Au 1^{er} janvier 2010, la limite de 10% correspond, compte tenu des actions déjà possédées par la Société, à un nombre maximum de 3 406 557 actions de 4 euros de nominal représentant un montant maximum de 340 655 700 euros.

La Société pourra, le cas échéant, bénéficier des dispenses prévues à l'article 241-3 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. Ces opérations devront être effectuées en conformité avec les règles déterminées par les articles 241-1 à 241-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers concernant les conditions et périodes d'intervention sur le marché.

En application de la présente résolution, dans les limites autorisées par la réglementation en vigueur, les actions pourront être acquises, cédées, échangées ou transférées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, sur tous marchés et de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, ces moyens incluant le recours à des contrats financiers dérivés et à des bons, en vue de (sans ordre de priorité) :

- (a) attribuer des actions aux salariés et aux mandataires sociaux et notamment dans le cadre de la participation et de l'intéressement.
- (b) assurer l'animation du marché du titre au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI) reconnue par l'Autorité des marchés financiers.
- (c) de conserver les actions de la Société et de les remettre ultérieurement à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers.
- (d) annuler des actions dans la limite légale maximale, sous réserve dans ce dernier cas, du vote par l'assemblée générale extraordinaire d'une résolution spécifique.

L'assemblée générale décide que le Conseil d'administration pourra utiliser la présente résolution à tout moment pour une durée de 18 mois à compter de la présente assemblée générale, y compris en période d'offre publique d'achat ou d'échange, dans les limites et sous réserve des périodes d'abstention prévues par la loi et le Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

La présente autorisation annule et remplace celle accordée par l'assemblée générale ordinaire du 15 mai 2009.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, à l'effet de :

- mettre en œuvre la présente autorisation et poursuivre l'exécution du programme de rachat d'actions, affecter ou réaffecter, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, les actions acquises aux différents objectifs poursuivis ;
- procéder aux ajustements du prix unitaire et du nombre maximum de titres à acquérir en proportion de la variation du nombre d'actions ou de leur valeur nominale résultant d'éventuelles opérations portant sur les capitaux propres de la société ;
- passer tous ordres de bourse sur tous marchés ou procéder à des opérations hors marché ;
- conclure tout accord en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme ;
- effectuer toutes déclarations et autres formalités et de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

Le Conseil d'administration devra informer l'assemblée générale des opérations réalisées en application de la présente autorisation.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat d'un administrateur)

L'assemblée générale ordinaire, sur proposition du Conseil d'administration, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Jacques Merceron-Vicat pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

HUITIÈME RÉSOLUTION

(Nomination d'un Administrateur)

L'assemblée générale ordinaire, sur proposition du Conseil d'administration, décide de nommer Monsieur Xavier Chalandon, en qualité d'administrateur, en remplacement de Monsieur René Fégueux dont le mandat arrivait à expiration, pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation d'émettre un emprunt obligataire)

L'assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, autorise l'émission par la société d'un emprunt obligataire senior, d'un montant compris entre 300 millions d'euros et 600 millions d'euros, à maturité 5 ou 7 ans, remboursable au pair dans les conditions du contrat d'émission, portant intérêt à taux fixe ou à taux variable, composé d'obligations d'une valeur nominale unitaire de 50 000 euros, faisant l'objet d'une admission aux négociations sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg et d'un placement international, à des conditions financières en ligne avec les conditions de marché prévalant au moment de l'émission.

L'assemblée générale autorise le Conseil d'administration, avec faculté de délégation à un ou plusieurs de ses membres ou à son Directeur Général, à mettre en œuvre cette émission, dans une période d'un an à compter de la date de la présente assemblée générale, en arrêter les modalités définitives sur la base de ce qui précède, notamment son montant, son prix d'émission, sa durée et son taux d'intérêt, et passer toutes conventions avec tous établissements de crédit et/ou prestataires de services d'investissement, accomplir toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation, au placement et au service financier de ces obligations, et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire de faire pour procéder à ladite émission.

DIXIÈME RÉSOLUTION

(Pouvoirs)

L'assemblée générale ordinaire confère tous pouvoirs à tout porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente séance, en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.



Société anonyme au capital de 179 600 000 euros

Siège social : Tour Manhattan – 6, place de l'Iris - 92095 Paris-La Défense Cedex
RCS Nanterre 057 505 539

Des exemplaires du Rapport Annuel sont disponibles sans frais auprès de Vicat,
Tour Manhattan - 6 Place de l'Iris, 92095 Paris - La Défense Cedex, ainsi que sur les sites internet de Vicat
(www.vicat.fr) et de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).